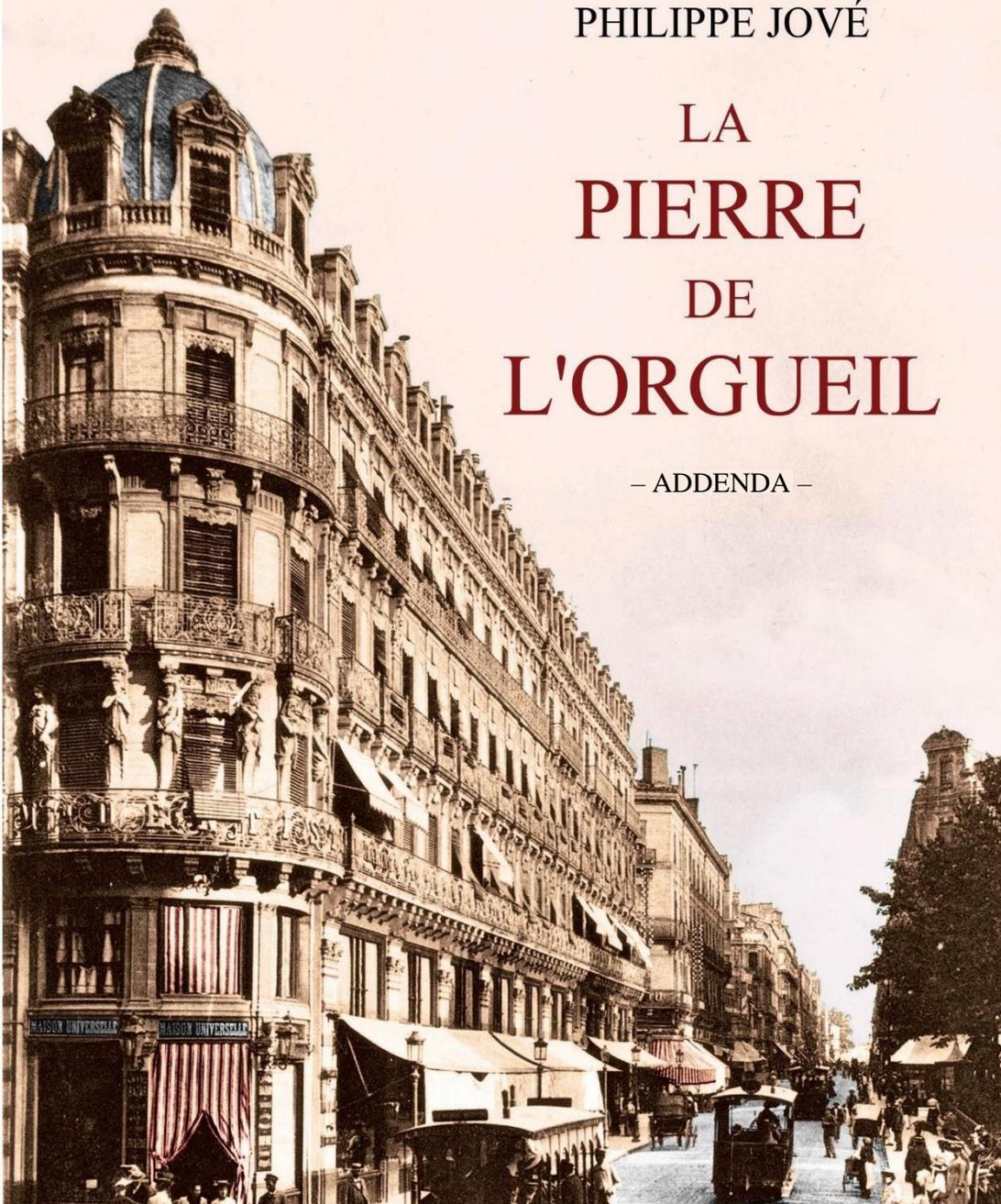


PHILIPPE JOVÉ

LA
PIERRE
DE
L'ORGUEIL

— ADDENDA —



**TOUT EST VRAI
... OU PRESQUE**

ISBN : 978-2-36652-201-3
Tous droits réservés @ TDO éditions

Nouvelle édition revue et augmentée

Illustration de couverture : © Conseil Départemental de la Haute-Garonne /
Archives départementales / 2 FI 555 528 / Carte postale *Labouche Frères* –
Cliché réalisé entre 1900 et 1907 / Toulouse : la rue d'Alsace Lorraine et la
Maison Universelle (Grand Bazar Labit).

Philippe Jové

La Pierre de l'Orgueil

Tout est vrai... ou presque

Addenda offert

Ne peut être vendu

TOUT EST VRAI... OU PRESQUE

L'écriture de *La Pierre de l'Orgueil* est le fruit d'une idée qui a germé après ma découverte de la déformation toulousaine lors d'une exposition au Muséum d'histoire naturelle de Toulouse.

Une première phase de recherche m'a conduit à découvrir également l'incroyable et tragique destinée de Georges Labit. Il n'en fallait pas plus pour que la trame narrative se mette en place, floue au départ, s'affinant avec le temps et la réflexion.

Dès lors, de longs mois d'investigations et de lectures m'ont été nécessaires afin de restituer, le plus fidèlement possible, non seulement la physionomie de Toulouse en 1900, mais aussi le contexte économique, social, politique et culturel de la France à cette époque. Un travail indispensable pour asseoir la crédibilité des protagonistes ainsi que le cadre dans lequel ils évoluent.

Cependant, pour l'intérêt de l'intrigue, j'ai parfois délibérément joué avec des événements, dates ou personnages réels. Ce sont ces quelques libertés prises avec la rigueur historique que je me devais de rétablir ici afin de démêler, autant que possible, le vrai du faux.

A contrario, des faits surprenants et pourtant avérés me semblaient mériter d'être confirmés ou développés.

Par ailleurs, si Frédéric et Lucie, les deux principaux acteurs de ce roman sont fictionnels, la plupart des seconds rôles ont vraiment existé. Je leur apporte dans ces pages des compléments biographiques.

Et pour illustrer certains items parmi les 86 de cet addenda, j'ai sélectionné 55 photographies anciennes, rares voire inédites, en privilégiant leur intérêt testimonial.

1. Le titre. Longtemps le titre de travail du manuscrit de ce roman a été *Les Arcanes des Dolichocéphales*. Au fil de l'écriture toutefois, il est apparu trop restrictif car centré sur la coutume de la déformation crânienne. À la fin, j'avais imaginé de le changer au profit de *L'Énigme de Monplaisir*. Mais là encore, je trouvais que celui-ci ne reflétait pas suffisamment le propos du roman, risquant même d'induire en erreur les lecteurs qui auraient pu y chercher un polar et donc être déçus de ne point y retrouver certains codes propres à ce genre de littérature. Car *La Pierre de l'Orgueil* est avant tout un roman, un portrait de Toulouse en 1900, à la fois polar historique, récit initiatique sur fond de passion amoureuse, réflexion sur la religion, l'art, la condition féminine, la tolérance et le droit à la différence... Et c'est relisant les poèmes qui émaillent les têtes de chapitres que j'ai eu la révélation. C'est ainsi qu'est né le titre *La Pierre de l'Orgueil*, lequel est tiré d'un vers du poème *La Vallée des Larves* du toulousain Maurice Magre qui ouvre le chapitre VIII. Il fait partie du recueil *La Montée aux Enfers* publié en 1918. Dans son sens littéral comme au figuré, j'ai trouvé qu'il collait parfaitement au roman car plus générique et représentatif de l'ensemble des protagonistes et de leurs agissements, y compris la Ville de Toulouse elle-même qui se pare *orgueilleusement* de pierre à l'instar de la Capitale, tout comme le « père Labit » qui l'utilise pour se faire construire un château à l'architecture ostentatoire. Il fait aussi référence à la religion et aux sept péchés capitaux, traduisant le climat de l'époque où s'affrontent la Troisième République et les Églises. Et la *déformation toulousaine* dans tout cela ? Eh bien, d'une part elle est une pratique visant à rendre plus beau l'individu qui en est affublé, et qu'en cela nous ne sommes pas loin de la vanité ; et d'autre part, Lucie ne dit-elle pas, lorsqu'elle découvre la photo du crâne, que cette singularité morphologique lui donne « un air supérieur » ?...

2. Frédéric. Frédéric Lacome, né le 25 juillet 1877, est un personnage fictif, tout comme le cursus qu'il suit à la Faculté des Sciences, même si Émile Cartailhac était bien titulaire de la chaire d'Archéologie Préhistorique à Toulouse à cette époque, enseignement dont il fut le précurseur en France (voir 9.). J'ai choisi le prénom de Frédéric en hommage au personnage principal de *L'Éducation sentimentale* – sous-titrée *Histoire d'un jeune homme* –, de Gustave Flaubert, jeune provincial romantique venu faire ses études à la Capitale et qui y découvrira la passion amoureuse. Je n'ai pas non plus choisi son patronyme au hasard : en Gaulois, *cumba* signifie d'abord « fond d'embarcation » puis « fond de la vallée », duquel dérive *combe* en français à partir du XII^e siècle (que l'on retrouve dans l'étymologie de « catacombes »). Terme devenu toponyme – hameau de *La Combe* à Vallon, *Combelles* à Aurillac ou *Las Combes* à Broquiès (Aveyron) –, il donnera des noms de familles à leurs habitants. Lorsque j'ai écrit la biographie de Frédéric, j'ai décidé qu'il serait originaire d'Auch, dans le Gers, et que ses grands-parents paternels seraient propriétaires d'une exploitation agricole et producteurs d'Armagnac dans la commune du Houga, située dans le Bas-Armagnac où se trouvent, dit-on, les meilleurs terroirs. Or en Gascon, *Combe* et *Lacombe* deviennent *Come* et *Lacome*. Il me semblait donc tout indiqué qu'un archéologue préhistorien porte le patronyme *Lacome*, signifiant « la fosse, « la cavité » ou encore « la tombe ». Par ailleurs, dès le départ, j'avais également prévu qu'il serait le neveu par alliance de Clément Ader. S'il n'est nullement besoin de présenter le brillant ingénieur touche à tout dont la foisonnante carrière est loin de se résumer à *l'Éole*, ce qui est dit de lui dans le roman est vrai... ou presque (voir 81.). Le portrait que j'en dresse, loin du mythe et de l'hagiographie habituelle pourra surprendre, mais la démystification est aussi un des credo de ce roman.

Enfin, si la canne-arme – à la fois canne-dague et canne-matraque – qu’il offre à Frédéric pour son anniversaire n’est pas de sa conception, elle n’en existe pas moins (photo ci-contre). Le schéma à l’extrême droite montre la masse sphérique en alliage à base de plomb (A), la poignée gainée de cuir ((B), ainsi que la lame triangulaire à gorge (C).



D’autre part, au détour de mes recherches, j’ai découvert ce qui est à mettre au rang des nombreuses coïncidences qui ont jalonné ce projet tout au long de sa conception : un dénommé Paul Lacome a réellement existé et il connut même son heure de gloire tant en France qu’en Europe. La coïncidence extraordinaire réside dans le fait que ce Paul Lacome est né en 1838... au Houga, donc dans la commune même où, quelques mois plus tôt, j’avais décidé d’installer les grands-parents de Frédéric ! *De facto*, ce dernier venait de se voir affublé d’un second oncle cé-



lèbre – mais du côté paternel cette fois – dans un domaine fort à propos au regard du contexte du roman, puisque l’action se déroule à Toulouse, capitale du *bel canto*. Moins connu de nos jours que son homologue Offenbach, Paul Lacome (ci-contre) est pourtant un compositeur français qui s’est illustré dans le domaine lyrique, composant une douzaine d’opéras-

comiques, d'opéras-bouffes et d'opérettes. Il est de plus mélodiste, musicien et écrivain. Très en vogue entre 1880 et 1890, il est l'un des principaux fournisseurs des six théâtres parisiens spécialistes du genre mis à la mode après la guerre de 1870. Les œuvres de Paul Lacome atteignent, voire dépassent souvent la centième représentation. Et on se les arrache également sur les scènes lyriques d'Europe. D'ailleurs, en passant sur les Champs Élysées, si l'on fait un crochet par le *Théâtre Marigny*, on y découvrira son nom gravé au frontispice aux côtés notamment de celui d'Offenbach. Une reconnaissance toute légitime puisqu'en 1885, lorsque le théâtre lyrique est rebâti, les deux compositeurs se partagent alors les succès de l'opérette. Paul Lacome est aussi l'ami d'artistes, comme Adolph Sax, le père des saxophones, avec lequel il travaille, ou encore le photographe Nadar, qui lui signe ses portraits et son album de famille pour fixer souvenirs parisiens et gascons. Les plus grandes chanteuses de l'époque l'interpréteront. En revanche, il n'est pas né dans le domaine évoqué dans le roman – inspiré de *La Béroje*, domaine de production de l'Armagnac du même nom effectivement situé au Houga –, mais au 1 rue de la Transhumance, comme on peut le voir sur la plaque émaillée installée sur la façade d'une maison plus modeste au cœur du village. Son épouse était réellement une « du Lau-Lusignan », mais se prénomait Gabrielle et non Rosalie. Ils eurent un fils unique né en 1886 qui se prénomait Marc, dit Jean-François. Ce dernier, homme de lettres, décéda en 1971. Paul Lacome fut le généreux bienfaiteur du Houga tel que décrit dans *Ce qu'ils sont devenus*. Je terminerai en vous dévoilant deux anachronismes au chapitre II : Frédéric fait référence à *L'Île du docteur Moreau*, or si l'ouvrage de H.G. Wells fut publié en 1896, il ne fut traduit en français qu'en 1901... dans une version amputée des deux premiers chapitres ! Il n'aurait pu davantage déguster une pêche Melba en 1889 car ce dessert glacé ne fut créé qu'en 1899

par Escoffier, qui officiait alors au Carlton de Londres. Mais en réalité, il y en a un autre, bien plus gros celui-là... (voir 8.)

3. Lucie. Née le 27 mai 1878, Lucie Bonhoure est un personnage fictif, inspiré entre autres par les premiers mouvements féministes de l'histoire moderne qui coïncident avec la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e. Les femmes – qui étaient considérées à cette époque comme intellectuellement inférieures – souhaitaient s'émanciper des hommes et obtenir l'égalité des droits. Comme montré dans le film *Mary Poppins*, réalisé en 1964 par Robert Stevenson et produit par les studios Disney, le mouvement londonien des « suffragettes » réclame, dès 1903, le droit de vote pour les femmes... qu'elles obtiendront en 1918 pour les plus de 30 ans et sous certaines conditions. Mais ce n'est que dix ans plus tard, en 1928, qu'elles obtinrent l'égalité avec les hommes et furent autorisées à voter dès 21 ans. Des mouvements semblables s'élevèrent dans le monde entier, et certains pays furent précurseurs : Nouvelle-Zélande (1893), Australie (1902), Finlande (1906), Norvège (1911), Danemark (1915), Allemagne (1918), États-Unis (1919) ... certains accordant par la même occasion l'éligibilité aux femmes, comme la Finlande (1906), les Pays-Bas (1917), ou la Nouvelle-Zélande (1919). Curieusement, en France, dans le pays des droits de l'Homme, elles n'obtiendront le droit de vote qu'en avril 1944. En octobre 1945, pour la première fois, 33 femmes sont élues à l'Assemblée (sur 586 députés). Toutefois, comme le dit Lucie au chapitre XXIV, le premier pays au monde à leur avoir accordé le droit de vote, et ce de manière définitive, est... la République Corse dès 1755 ! Celle-ci ne reviendra d'ailleurs jamais sur cette décision, même lorsqu'elle devint une province française après avoir perdu la guerre contre la France en 1770. Par son état d'esprit, Lucie préfigure aussi les premières femmes qui, pendant la période de l'entre-deux-guerres,

s'habilleront à la mode masculine, en costume et cravate, et adopteront la coupe de cheveux « à la garçonne » créée et popularisée par l'actrice américaine Louise Brooks. Immortalisée en 1929 par le réalisateur autrichien Georg Wilhelm Pabst dans son rôle-titre *Loulou*, elle redéfinira les critères qui régissaient l'éternel féminin sur les écrans du cinéma populaire de la fin des années 1920. Pionnière de l'émancipation de la femme moderne et n'hésitant pas à poser nue pour les photographes, Louise Brooks, figure de proue de l'androgynie, du travesti, voire de l'homosexualité, se cristallise dans l'imaginaire surréaliste, devenant ainsi une des héroïnes les plus importantes du culte cinématographique surréaliste. Cependant, dès 1900 en France, la romancière Colette (1873-1954) avait défrayé la chronique avec sa série de romans *Claudine* largement autobiographiques. Bisexuelle déclarée et assumée, Colette fut érigée malgré elle en icône du féminisme aux États-Unis dès 1910, puis, plus proche de nous, par le mouvement *LGBT* français. Elle ne se réclamait pourtant d'aucune cause, et ne revendiquait que pour elle-même l'égalité avec les hommes. On l'ignore parfois, mais la bisexualité féminine était à la mode à la Belle Époque comme dans les Années Folles. Néanmoins, cela n'empêcha pas Colette, un soir de 1907, lors d'une représentation au *Moulin-Rouge*, de créer le scandale en échangeant sur scène un baiser langoureux avec Mathilde de Morny, marquise de Bebeuf, sa partenaire sur scène comme à la ville. Mais il y a aussi dans Lucie un peu de la *Carmen* de Bizet dont elle partage le charme, la fougue, la sensualité... et la profession de cigarière dans une manufacture de tabac. Dans un autre registre, et comme évoqué dans le roman, si Lucie avait réellement existé, elle aurait effectivement pu côtoyer les poètes toulousains dont j'ai sélectionné des extraits de poèmes en amorce de chaque chapitre. Comme pour Frédéric, je n'ai pas choisi son prénom ni son patronyme au hasard. Lucie vient du latin « lux » qui

signifie « la lumière », ce qu'elle apportera dans le cœur de Frédéric. Elle est également éblouissante par sa beauté, son intelligence et sa culture. Mais j'ai aussi choisi ce prénom parce que Frédéric est étudiant en archéologie préhistorique, et que « Lucy » est le nom qui a été donné au squelette d'australopitèque découvert en 1974 en Éthiopie. Ayant vécu il y a environ 3,2 millions d'années, « Lucy » a longtemps été considérée comme un ancêtre bipède de l'espèce humaine (à tort, comme expliqué en 11.). Quant à son patronyme, il vient du latin *bonum augurium*, qui signifie « de bon augure », qui était à l'origine un prénom avant de devenir, avec le temps, un nom de famille supposé attirer le bonheur et la chance sur celui ou celle qui le portait. Le « h » de « bonheur » est venu se glisser dans le nom pour former *Bonheure*... ce qui me permettait de donner à penser que Lucie entraînait dans la vie de Frédéric pour illuminer son quotidien et, à la fin, lui apporter le bonheur qui lui faisait défaut au début du roman. La coïncidence a voulu que *Bonheure* soit aussi le nom de la colline située à l'est de Toulouse, dans le quartier Guilheméry (entre Jolimont et Côte Pavée), où naquit le célèbre taxidermiste Philippe Lacomme ! Enfin, si Lucie habite au 13 rue Blanche de Castille – aujourd'hui *rue Louis Massé* –, ce n'est pas fortuit. Jusqu'en 1981, c'était l'adresse de mes grands-parents maternels, où ma mère vécut jusqu'à son mariage en 1958, et dont le propriétaire était un certain M. Soullignac, Fondé de Pouvoir à la *Banque Courtois*. Lorsqu'ils y aménagèrent en 1950, il n'y avait pas d'eau courante et il leur fallait aller chercher de l'eau à la fontaine qui se trouvait plus bas dans la rue, à l'angle de la place Béteille. Quant aux WC, il n'y en avait pas non plus. Jusqu'au milieu des années 1970, chaque locataire devait déverser son pot de chambre dans un simple trou situé dans la cour : une fosse qui était périodiquement vidangée. Vétuste, l'immeuble a d'ailleurs fini par s'écrouler dans la deuxième moitié des années 1990.

4. Georges Labit. Georges Labit, né le 12 février 1862, est un personnage réel, tout comme Antoine son père, Hélène sa belle-mère, Marguerite sa sœur, Louis son frère handicapé mental, et Louise Moulonguet dite Loulou qu'il devait épouser le surlendemain de son décès. Hormis ses liens supposés avec le crâne



déformé, tout ce qui est dit dans ce roman le concernant est rigoureusement vrai... autant que faire se peut. Car malgré les nombreux articles de presse le concernant, ses archives ont été sévèrement amputées par son père. Des zones d'ombre persistent donc et nous n'en saurons jamais davantage. Les circonstances de sa mort sont encore un mystère aujourd'hui, et on ne peut que formuler des hypothèses. Sans déflorer l'intrigue pour ceux qui n'auraient pas lu le roman, celle qui a eu ma préférence ne prétend pas être exacte mais, en l'absence de preuve contraire, elle reste plausible et réaliste. Car l'arme que j'ai choisie pour causer la mort de Georges Labit est la même que celle évoquée par la famille de Louise Moulonguet dans sa généalogie, information que Loulou détenait directement d'Antoine et Hélène Labit. Elle explique également son agonie puisqu'il n'est pas mort instantanément. Quant au mobile et au coupable, sans rien dévoiler non plus pour les mêmes raisons, ils correspondent à la fois à l'esprit de l'époque et à la dimension romanesque de la vie de Georges Labit. Ils sont en tout cas en décalage avec les hypothèses habituellement avancées jusqu'ici et loin des rumeurs relayées par la presse locale, qui préfère mettre en avant des théories plus scabreuses dont le lectorat est toujours friand. Je souhaitais rendre hommage à Georges Labit (en photo page précédente) et le faire connaître plus intimement au plus grand nombre et de la façon la plus juste. C'est pourquoi Frédéric, dans son enquête, abordera toutes les théories communément admises pour mieux les réfuter par la suite... même si le coupable pourrait être en réalité celui désigné par le père. Et si le roman est découpé en 36 chapitres, ce n'est pas un hasard : cela correspond à l'âge officiel de Georges Labit au moment de son décès (retenu par l'État civil), bien que celui-ci soit survenu trois jours seulement avant son 37^{ème} anniversaire.

5. Les Sicard. Les membres de la famille Sicard sont également

des personnages réels : Angèle Sicard (maîtresse de Georges Labit), Georges Sicard (photographe, à qui Antoine Labit a donné une somme d'argent suffisante pour quitter Toulouse sans délai et s'installer ailleurs, que l'on retrouve ensuite établi à son compte comme photographe à Paris), Ernest Sicard (artiste peintre) et son épouse Marie, et enfin leur fille Rachel (que j'ai rebaptisé Roseline dans le roman afin d'éviter toute confusion inutile avec le premier amour de Frédéric). Cette dernière ne parvint jamais à élucider le mystère de sa naissance, partagée par son état-civil et les troublants racontars toulousains. Et la démarche d'Antoine Labit, quelques années après le décès de son fils, ne fera qu'entretenir ses doutes. En mars 1904, après le décès de son épouse Hélène, victime elle aussi de la tuberculose – comme sa sœur avant elle –, il se retrouve à la tête d'une fortune colossale avec pour seul héritier un fils incapable. Les insinuations persistantes autour de la naissance de Rachel Sicard le tourmentent. Serait-elle sa petite fille ? Comme pris de remord, ou prenant peut-être conscience, au crépuscule de sa vie, de sa part de responsabilité dans les événements, il se déclare alors disposé à reconnaître Rachel, maintenant âgée de seize ans, et à lui transmettre la moitié de son patrimoine ! Les parents officiels, Ernest et Marie Sicard, déclinent sa proposition au motif qu'elle est bien leur enfant, comme en atteste l'acte de naissance. Dans un geste similaire de contrition, il va léguer par testament 20 000 francs à Angèle, entrée dans les ordres le 19 janvier 1899 à l'âge de vingt-six ans au couvent des *Sœurs Dominicaines* à Montferrand (Doubs), où elle prend le nom de *Sœur Marguerite des Anges* – prénom de la jeune sœur de Georges Labit décédée elle aussi de la tuberculose le 19 mai 1898, jour de l'Ascension. Cette somme lui permettra, en 1924, de venir faire soigner son cœur malade à Toulouse et d'y terminer dignement sa vie. Antoine Labit meurt le 12 décembre 1912. Son fils Louis le suivra cinq ans plus tard.

6. Le musée Labit. Inauguré le 11 novembre 1893 (la Première Guerre mondiale n'avait pas encore eu lieu), le musée Labit est décrit dans le roman tel qu'il se présentait réellement en 1900... hormis la salle aménagée au sous-sol qui n'a jamais existé. Car, bien que Georges Labit soit allé plusieurs fois en Égypte, il ne put ramener ni sarcophage ni momie. La momie *In-Imen-Nays-Nebout* et son sarcophage, que l'on peut y admirer aujourd'hui, ne furent transférés du musée des Augustins au musée Labit qu'en 1949. La collection égyptienne s'est ensuite enrichie avec le temps, notamment avec le *Livre des Morts* – dit *papyrus Varrille* –, acquis en 1973. Initialement présentée à moitié dénudée, ce n'est qu'en 1996 que la momie fut « rhabillée » des quarante-six couches réglementaires de bandelettes, lors d'une opération qui nécessita trois mois d'un minutieux travail. Depuis, seuls les pieds et la tête restent visibles... Et si vous visitez le musée, vous pourrez constater que le crâne de cette momie présente une indéniable déformation comme décrite au chapitre IX ! Cette *Villa Butterfly* est l'œuvre de l'architecte Jules Calbairac, ami de Georges Labit, qui fut le conducteur des travaux du chantier de la construction de la Faculté des Sciences. On retrouve une présentation sommaire du Musée Labit dans l'édition 1910 du *Guide Joanne* consacré à « Toulouse et ses environs » (publié par Louis Hachette, cette collection de guides créée par Adolphe Joanne en 1853 prendra son nom vers 1860 avant de devenir, en 1919, les célèbres *Guides Bleus*). Il y est précisé que l'établissement est ouvert les mardis, jeudis et dimanches, de deux heures à cinq heures, et pour les autres jours, qu'il est nécessaire de se munir d'une carte à demander au *Bazar Labit*, 28 rue d'Alsace-Lorraine, en face du square du Capitole (l'édition de 1907 indiquait quant à elle de s'adresser à la librairie de Félix Régnault située au 19 rue de la Trinité). Si l'extérieur de la villa a conservé le charme oriental des origines, il n'en va pas de même

pour l'intérieur (pages suivantes, deux photos du musée d'origine avec sa verrière et, en fond, la *Salle Japon*). Il faut dire que le bâtiment a subi de graves dégâts entre 1912 et 1921, par manque d'entretien, car il a fermé ses portes à la mort d'Antoine



Labit, en décembre 1912. Dans son testament, celui-ci lègue la villa et ses collections – ainsi que le terrain comprenant



également le kiosque et les deux chartreuses où résidait le personnel – à la Ville de Toulouse. Cependant, celle-ci fait d’abord traîner la procédure, puis la Première Guerre mondiale éclatera, et ce n’est qu’en 1919 seulement qu’elle acceptera enfin le legs. Or, entre-temps, Louis – le frère déficient de Georges – est décédé et certains héritiers du côté maternel contestent ce legs, entamant même une procédure en nullité. Ils seront finalement déboutés en 1921, mais le mal est fait : l’humidité, les insectes et les rongeurs auront eu raison de cette belle villa mauresque et de ses collections. Devant l’ampleur des dégâts et le coût de la rénovation, une longue période de léthargie s’installe avant que la municipalité décide la remise en état du musée, lequel ne rouvrira ses portes que le 14 avril 1935 sous la houlette du Docteur Albert Sallet, ancien médecin-major en Indochine où il avait été conservateur du musée de Tourane (Da Nang). Seul le premier étage est alors accessible et présente une partie des collections léguées par Antoine Labit ainsi que des œuvres de la collection personnelle du médecin. Durant la Seconde Guerre mondiale, les collections sont refondées et c’est à cette période que disparaissent totalement les arts et traditions populaires ainsi que l’ethnographie du bassin méditerranéen. Ce « nouveau musée » est inauguré le 16 juin 1945 et accueillera quatre ans plus tard les collections d’antiquités égyptiennes et de tissus coptes de la Ville. À la fin des années soixante, l’établissement recevra plusieurs pièces significatives du musée Guimet et sera enrichi par des acquisitions et des dons généreux. Rebaptisé en avril 1971 *Musée Georges-Labit – Arts d’Asie et Antiquités Égyptiennes*, il fera l’objet d’une quatrième inauguration.

7. Louis Darbas. Conservateur et secrétaire du musée Labit des origines, Louis Darbas, né en 1851 à Lasserre (Ariège), est un personnage réel. Toute trace le concernant avait disparu des archives du musée hormis son nom et le fait qu’il ait aidé Georges

Labit à établir un catalogue général de son musée, dont il fut le conservateur et secrétaire dès sa création en 1893. Néanmoins, après de longues recherches tous azimuts, j'ai fini par lever un coin de voile sur cet homme mystérieux ! Voici donc en exclusivité les informations que j'ai transmises au musée Labit : issu d'une famille aisée – si l'on en juge par la calligraphie de son écriture, sa maîtrise du français, sa culture et sa pratique de la photo réservée alors à la bourgeoisie –, Louis Darbas possédait également une quincaillerie et une villa à Saint-Martory, à soixante-dix kilomètres au sud de Toulouse en direction de Saint-Gaudens, bien qu'il résidât à Toulouse au 23 rue d'Orléans – tout du moins y habitait-il déjà en 1893 car cette adresse figure dans un compte-rendu de l'*Association Française pour l'Avancement des Sciences*. C'est également un érudit, membre de la *Société de géographie de Toulouse*, au même titre que Georges Labit (qui dira de lui qu'il possédait une grande intelligence), où il y côtoie Eugène Trutat, Félix Régnauld et Georges Ancely – membres fondateurs de cette Société. Darbas est aussi un passionné d'archéologie qui correspond à plusieurs reprises avec Émile Cartailhac (lettres manuscrites sur papier à en-tête de la *Quincaillerie DARBAS* à Saint-Martory) à qui il envoie même des photos et des croquis depuis qu'il a découvert deux grottes préhistoriques : la Tourasse en 1891 (avec Jean Chamaison) et Montconfort en 1892. Au printemps 1896, il visite Paris pour la première fois en compagnie de Félix Régnauld et de Georges Labit qui leur sert de guide. Quatre ans plus tard, il y présentera d'ailleurs le résultat de ses fouilles lors de l'Exposition universelle de 1900 : grattoirs et burins en silex, os gravé, objets en os et corne de renne, dents percées. Il exposera aussi d'autres objets retrouvés dans la grotte voisine de la Tourasse qu'il fouille avec son ami Félix Régnauld : poinçons en os, pointes de harpons plates en corne de cerf trouées à la base avec barbelures d'un côté ou des deux côtés, ou encore le moulage

d'une vertèbre humaine percée d'une flèche en silex. Louis Darbas a exercé ses fonctions de conservateur jusqu'à la fin, c'est-à-dire jusqu'au décès d'Antoine Labit en décembre 1912, date à laquelle le musée a fermé ses portes, comme expliqué précédemment. Il s'éteindra en 1934 sans que j'en sache davantage sur sa vie, si ce n'est que son père était déjà décédé en 1891,



que sa mère (née Couzinet en 1821) se prénomait Marie comme son épouse (née Fontan en 1852), et que leurs deux filles répondaient aux prénoms de Berthe et Anita, respectivement âgées de 27 et 24 ans en 1900. Quant au bison gravé de la grotte de Montconfort évoqué au chapitre XXXV, il ne sera en réalité découvert qu'en 1985 par l'archéologue Jean-Paul Huot. Page précédente, la seule photo de Louis Darbas que j'ai réussi à exhumer et qui le montre en bras de chemise lors de fouilles devant la grotte de la Tourasse en 1891 (Jean Chamaison est à gauche sur la photo, en arrière-plan).

8. Victor Bonhenry. Né en 1837, Victor Bonhenry est un personnage réel, et l'histoire de l'éléphant Punch est vraie, tout comme celle de la girafe d'Abyssinie. Plus de cent ans après, c'est Punch qui accueille les visiteurs dans le grand patio couvert de l'actuel Mu-

séum (ici avec le Capitaine Curley, son dresseur, de son vrai nom Frédéric William Adkins, qui était toujours chez Pinder en 1913 quand il se maria avec la fille d'un cultivateur local, contrairement à la légende colportée). Seules les dates ont été changées



pour concorder avec l'intrigue. Il fut en réalité exécuté le 11 décembre 1907 et offert au Muséum par Arthur Pinder (en costume noir à droite sur la photo suivante ; au second plan, le peloton d'exécution et des employés du cirque), où il fut

présenté au public en août 1910 après une année de travail du taxidermiste Philippe Lacomme (avec deux *m*), gendre de Victor Bonhenry et inventeur de la technique révolutionnaire de naturalisation décrite

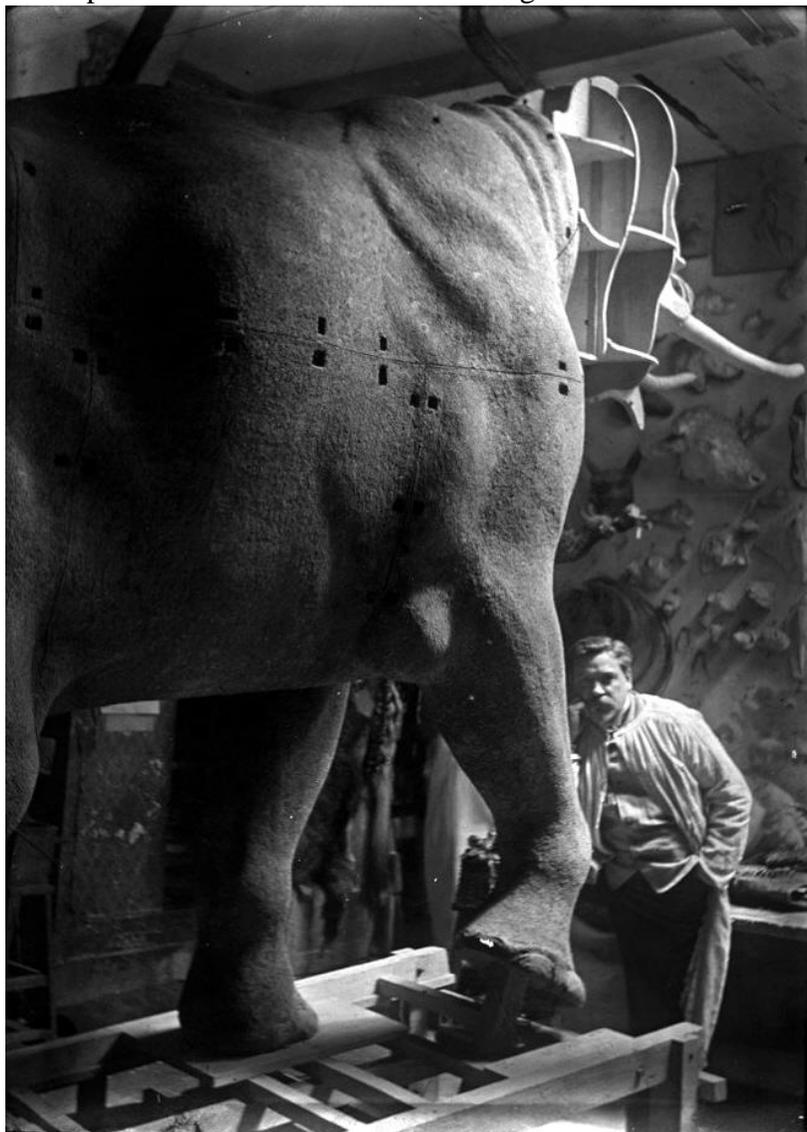


dans le roman qui fait encore référence de nos jours. Né en 1868, le jeune Lacomme s'était senti une vocation irrésistible

pour la taxidermie après sa visite du Muséum et de l'atelier de Bonhenry (ci-dessous avec Louis, le gardien, et son chien Zion couché sous la cage). Il entra à son service comme apprenti en 1882, à l'âge de 14 ans, avant de devenir son associé lorsqu'il épousa sa fille Mathilde, onze ans plus tard. Née en 1840, Pauline, l'épouse de Victor Bonhenry était également taxidermiste et collaborait avec lui. Comme dit dans le roman au chapitre II,



elle était une experte reconnue en matière de naturalisation d'oiseaux. Émile Cartailhac disait d'elle que la plupart des oiseaux s'étaient comme « envolés sous ses doigts ». Elle avait réellement naturalisé le Martin-chasseur de Gaudichaud décrit dans ce chapitre. En froid avec la Ville et Eugène Trutat à cause de

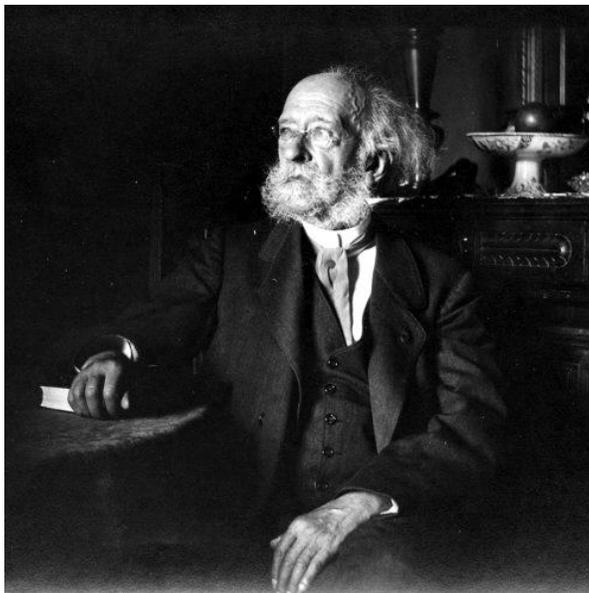


son caractère entier, Victor Bonhenry avait effectivement été contraint d'ouvrir une boutique et il intervenait au Muséum quand celui-ci lui passait des commandes. À sa mort, en 1913 – Pauline mourra quatre ans plus tard –, son gendre lui succéda, mais la période de guerre ne favorisa pas ses affaires et les animaux empaillés connurent une désaffection du public. Philippe Lacomme (page précédente, pendant son travail sur Punch ; on aperçoit la structure en compartiments au niveau de la tête) ferma la boutique lorsqu'il fut définitivement embauché au Muséum en 1919 au poste de conservateur technique des collections, fonction qu'il exercera jusqu'en 1945, date à laquelle il se retirera pour cause de maladie avant de décéder en 1947.

9. Émile Cartailhac. Né en 1845, considéré comme l'un des maîtres incontestés de la Préhistoire, Émile Cartailhac était bien le spécialiste décrit dans le roman. Il étudie le Droit et se destine à une carrière d'avocat, mais il est attiré très jeune par la Préhistoire, qui est alors une discipline naissante, à laquelle il est sensibilisé par un parent, Armand de Quatrefages. Ce dernier, docteur en Sciences et en Médecine, enseigne d'abord la zoologie à la Faculté des Sciences de Toulouse avant d'être élu membre de l'*Académie des Sciences* et d'occuper la chaire d'anthropologie et d'ethnographie au Muséum national d'histoire naturelle, à Paris. En 1882, il co-écrit *Crania Ethnica*, un ouvrage portant sur la forme des crânes des êtres humains, similaire aux *Crania Americana* (1839) et *Crania Ægyptiaca* (1844) de Samuel G. Morton. Cartailhac emploie ses loisirs à la fouille de dolmens en Aveyron, et intègre dès l'âge de vingt ans plusieurs Sociétés savantes toulousaines, dont la *Société d'histoire naturelle de Toulouse* qu'il fonde en 1866, avec notamment Trutat et Régnault, et préside à trois reprises en 1879, 1897 et 1899, ainsi que la *Société archéologique du Midi de la France* dont il sera le président de 1914 jusqu'à son décès en 1921. En

1865, il a à peine dix-huit ans lorsqu'il crée la *Galerie des Cavernes* au Muséum de Toulouse qui est le premier au monde à exposer du mobilier préhistorique ! En 1867, il fait partie des trois spécialistes français chargés d'aménager la section de Préhistoire à l'Exposition universelle de Paris. En 1868, il accède au Barreau de Toulouse mais y renonce aussitôt pour s'adonner à ses recherches sur la Préhistoire, ses rentes étant suffisantes pour subvenir à ses besoins. Dès 1869, à l'âge de vingt-deux ans, Cartailhac s'impose déjà comme une figure incontournable de la discipline reconnue par ses pairs. En 1879, avec l'ensemble de la communauté scientifique française, Cartailhac réfute l'authenticité des peintures de la grotte d'Altamira. Dès 1882, il fut le premier en France à enseigner l'archéologie préhistorique à la Faculté des Sciences de Toulouse, dont il créa la chaire, rassemblant un public nombreux et assidu. Il a alors pour assistant Marcellin Boule (1861-1942), qui deviendra par la suite un éminent paléontologue et occupera notamment la chaire de paléontologie du Muséum national. À partir de 1890, la chaire de Cartailhac fut transférée à la Faculté de Lettres, rue de l'Université – aujourd'hui rue Albert Lautmann – non loin de la basilique Saint-Sernin. De ce fait, il n'a en réalité jamais donné de cours dans la nouvelle Faculté des Sciences construite à côté du Muséum. Émile Cartailhac, avec son ami l'abbé Henri Breuil – qui fut ordonné prêtre en juin 1900 seulement – ont bien visité la grotte d'Altamira, mais en 1902 et non en 1899. À la suite de quoi il rédigea la même année son *Mea culpa d'un sceptique* dans la revue *L'Anthropologie*. Cartailhac publiera ensuite, en 1906, son ouvrage *La Caverne d'Altamira*, illustré de dessins et de planches en couleur de Henri Breuil, financé par le Prince Albert 1^{er} de Monaco, sur lequel je me suis basé dans le chapitre X pour construire le cours auquel assiste Frédéric. Après avoir aménagé le musée Saint-Raymond – le musée archéologique de Toulouse – il en devient le directeur en 1912. En 1920, soit un

an avant sa mort, Émile Cartailhac contribuera à la création de l'*Institut de paléontologie humaine* à Paris – une fondation du Prince Albert 1^{er} de Monaco –, auquel sa veuve (qui était réellement sa cousine germaine comme il le dit lui-même dans un



échange épistolaire) vendit ses archives après son décès survenu le 25 novembre 1921, à Genève, alors qu'il y donnait une série de conférences. Il était en outre membre honoraire des Sociétés d'anthropologie de Paris,

Londres, Bruxelles et Washington, docteur ès-sciences *honoris causa* de l'Université d'Oxford, correspondant de la *British Academy de Londres* et de l'*Institut de France*, et bien sûr officier de la Légion d'honneur. À Toulouse, la rue qui relie l'ancienne Faculté de Lettres à la basilique Saint-Sernin a été baptisée *rue Émile Cartailhac* à sa mémoire.

10. Le mammouth. Dans le *Postlude*, Frédéric – accompagné de Lucie – et Émile Cartailhac doivent se rendre en urgence à Foix, où ils sont appelés après la découverte d'un squelette de mammouth à Baulou, en Ariège. Ceci est un fait réel et ce squelette est l'un des plus complets de France. Le 5 février 1901, des ouvriers de la *Compagnie des Chemins de fer du Midi* travaillent à la construction de la voie ferrée de Foix à Saint-Girons, sur le

tronçon entre Baulou et Cadarcet. Dans la tranchée de Juncas, à 510 mètres d'altitude, ils mettent au jour « les ossements d'un animal fossile gigantesque ». Le chantier s'arrête et les curieux sont nombreux. Émile Cartailhac reconnaît immédiatement les restes d'un mammouth laineux et demande qu'on les extraie au plus vite avant que les ossements ne s'abîment ou ne soient volés. Des fouilles entreprises entre le 6 et le 14 février vont permettre de sauver des parties essentielles du squelette. En 1930, la restauration et le montage du squelette sont assurés par Philippe Lacomme. Ce mammouth a longtemps été exposé dans la salle du musée départemental du Château de Foix avant d'être démonté dans les années 1980. Après une nouvelle restauration avec compléments des parties manquantes – en moulage de résine –, on peut l'admirer depuis 2009 dans l'espace *Les Géants de l'Âge de Glace* du *Parc de la Préhistoire* situé à Tarascon-sur-Ariège.

11. Nos origines. La Préhistoire étant la spécialité de Frédéric, le roman en distille des bribes d'informations conformément à ce que l'on pouvait savoir en 1900. Il m'a donc semblé intéressant de faire un point sur l'état de nos connaissances actuelles sur ce sujet. Car depuis lors, les découvertes se sont succédé à un rythme effréné, remettant en cause à la fois nos origines et notre histoire... Mais avant, déroulons le film (en accéléré) jusqu'à l'apparition des premiers hommes : le système solaire, et la Terre avec lui, s'est formé voici 4,5 milliards d'années, soit un peu plus de 9 milliards d'années après la naissance de l'Univers ; le fameux Big Bang initial qui, si l'on s'en réfère à un scénario récent, pourrait avoir été occasionné par l'effondrement d'un trou noir dans un univers à quatre dimensions – pour extravagant qu'il paraisse, ce modèle basé sur le principe holographique est pourtant solidement ancré dans les mathématiques qui décrivent l'espace et le temps. Mais revenons sur

Terre : assez vite, tandis que la planète s'est couverte d'eau, la vie apparaît à l'état cellulaire, il y a environ 3,8 milliards d'années. Tous les êtres vivants ont donc un seul et même ancêtre commun. Ses descendants ont emprunté des chemins évolutifs différents qui aboutissent à la foison d'espèces présentes aujourd'hui sur Terre. Il y a 2 milliards d'années, alors que des plaques se forment à la surface de la planète (qui se mettent à dériver, changeant peu à peu sa morphologie), les premières cellules à noyaux (eucaryotes) se forment, puis la vie se développe et se diversifie, surtout à partir du Cambrien (- 570 millions d'années). Mais la vie n'est pas un long fleuve tranquille : son développement jusqu'à aujourd'hui a été ponctué de cinq extinctions massives, souvent liées aux humeurs de la Terre (volcanisme notamment), dont la dernière (il y a 65 millions d'années) fit disparaître les dinosaures après 175 millions d'années de règne. Les premiers primates (plantigrades au cerveau développé et dont le pouce est opposable) apparaissent il y a 60 millions d'années, et les premiers hominines il y a seulement 7 millions d'années (en se séparant des chimpanzés). À l'échelle de la Terre, c'était il y a quelques poignées de secondes à peine. Selon la taxonomie (ou taxinomie), qui classe les espèces dans différentes catégories, *Homo sapiens* (l'espèce à laquelle nous appartenons) est défini comme un hominine, lequel fait partie des hominines (avec les chimpanzés) qui sont des hominidés (comme les gorilles), donc des hominoïdes (qui incluent les orangs-outans) qui sont eux-mêmes membres du groupe des primates... Et si l'on remonte encore plus loin dans la classification, on peut dire que les primates sont des euthériens, des mammifères, des amniotes, des tétrapodes, des vertébrés, des bilatériens, des métazoaires et, enfin, des eucaryotes dont les premiers représentants furent directement engendrés par notre ancêtre commun universel ! Cela étant posé, qu'en est-il de l'histoire de l'humanité ? À ses débuts, la paléoanthropologie donnait de

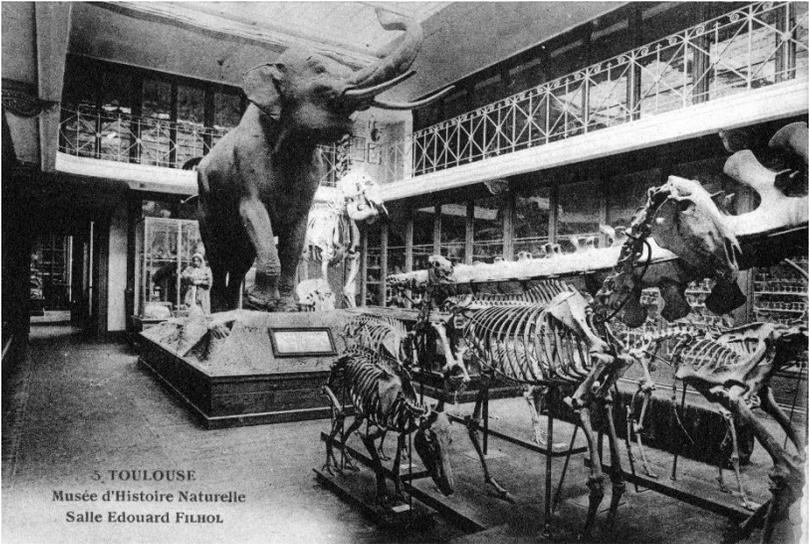
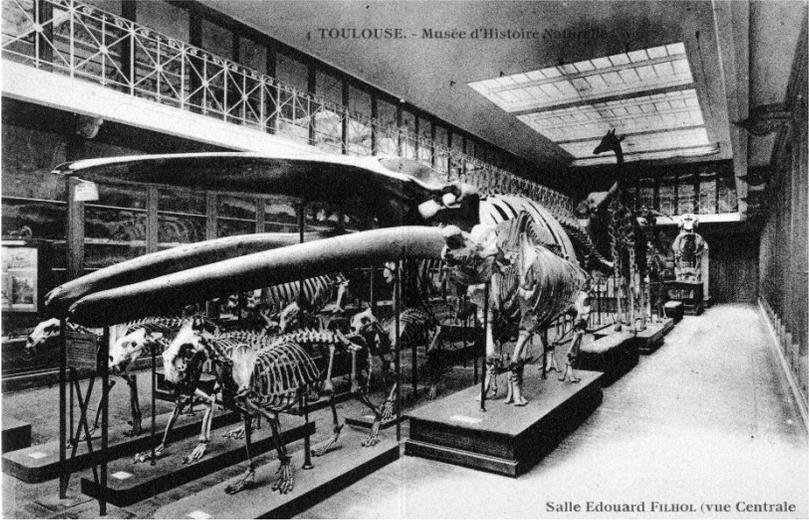
l'évolution humaine une vision très linéaire : *Homo erectus* avait évolué pour devenir *Homo neandertalensis*, qui lui-même était à l'origine d'*Homo sapiens*. Chaque nouveau fossile trouvé était alors considéré comme un chaînon manquant entre deux espèces de la lignée humaine. On sait désormais que notre histoire est bien plus complexe et remonte beaucoup plus loin que ce que l'on imaginait en 1900. L'humanité est même devenue un vrai « buisson ». Il faudrait d'ailleurs plutôt parler d'humanités au pluriel ! Car s'il n'en reste qu'une aujourd'hui, de nombreuses espèces d'humains se sont côtoyées et ont échangé au cours de leurs migrations. La dernière découverte en date faite en Israël, début 2018, vient ainsi de faire reculer à - 200 000 ans la date de sortie d'Afrique de *sapiens*. Si l'origine africaine n'est pas discutable, en août 2018, un groupe international de chercheurs contestait cependant l'idée selon laquelle notre espèce aurait évolué au sein d'une même population ou d'une même région d'Afrique. Déjà en 2017, des restes de *sapiens* exhumés d'un site du Djebel Irhoud, au Maroc, ont été datés à 315 000 ans, soit 100 000 ans plus tôt que les plus anciens connus. Or le Maroc se trouve à l'ouest de ce continent, c'est-à-dire à l'opposé du Grand Rift, proche de la corne de l'Afrique, supposé jusqu'ici être le berceau unique de l'humanité d'où aurait essaimé *sapiens* pour coloniser tous les continents après sa sortie d'Afrique. Une croyance développée avec la découverte de nombreux fossiles hominidés dans cette région à cheval sur le Kenya et l'Éthiopie, popularisée par la découverte, en 1974, de l'australopithèque Lucy en Éthiopie par l'équipe d'Yves Coppens. Mais cette « preuve » géographique est une illusion d'optique, un biais lié au fait que cette région est géologiquement propice à la conservation des ossements, à l'origine d'une véritable « ruée vers l'os » qui dure encore aujourd'hui. Il y avait donc probablement des populations ailleurs, mais leurs traces sont plus rarement parvenues jusqu'à nous. D'emblée, tuons un

mythe : non, Lucy n'est pas notre ancêtre ! Et tant que nous y sommes, mettons également fin à un rêve : on ne saura jamais où et quand notre espèce est apparue. Car tout porte à penser que les *sapiens* viennent d'un ensemble de populations d'Afrique soumises à un paléoenvironnement changeant et fracturé. Et c'est à l'occasion de ces modifications que ces populations échangeaient leurs gènes ; ceux qui s'avéraient alors favorables étaient retenus par la sélection naturelle et se répandaient. L'idée même d'une lignée « pure » d'*Homo sapiens* qui se serait répandue sans hybridation avec d'autres espèces ne tient plus aujourd'hui. Si *sapiens* est bel et bien africain, il est donc apparu dans plusieurs bassins qui se seraient entrouverts avec des échanges génétiques et culturels, y compris avec d'autres espèces. Selon la théorie la plus communément admise, depuis Toumaï (7 millions d'années), découvert en 2001 au Tchad, se sont succédé en Afrique différents hominines comme *Orrorin tugenensis* (6 millions d'années) ; puis des australopithèques (entre 5 millions et 2 millions d'années) ; pour aboutir, il y a plus de 2 millions d'années, aux premiers *Homo* : *habilis*, *rudolfensis*, *erectus* (rebaptisé *ergaster* en Afrique) ... Il y a 2 millions d'années, *Homo ergaster* aurait commencé à sortir d'Afrique pour coloniser toute l'Eurasie et l'Océanie. Plusieurs vagues de sorties d'Afrique se seraient ensuite succédé, donnant naissance aux différents *Homo* (hommes de Neandertal en Europe, de Denisova au nord de l'Eurasie, de Florès en Indonésie...) qui seront finalement supplantés par *sapiens*. Et les dernières découvertes, ailleurs dans le monde, complexifient un peu le paysage et appellent à des approches plus nuancées. Il faut donc se familiariser désormais avec l'idée qu'il faille abandonner la vision linéaire de l'évolution des espèces au profit d'une vision buissonnante, même s'il ne reste plus aujourd'hui qu'une seule brindille de ce buisson : *sapiens*. Une vision de la réalité certes plus subtile et complexe, dans laquelle les

migrations se sont sûrement faites de façon graduelle, continue, et dans les deux sens, hors d’Afrique et vers l’Afrique, depuis 2 millions d’années. Comment ont-elles fini par donner naissance à *sapiens* ? Bref, d’où venons-nous ? La réponse paléanthropologique à cette question existentielle est encore loin d’être tranchée, si tant est qu’elle le soit un jour. À moins que... Une publication dans le numéro de *Science & Vie* de juin 2020 met en exergue les récents travaux d’une généticienne australienne tendant à confirmer la « théorie du berceau » ! Ce berceau existerait bel et bien et se situerait dans une région aujourd’hui désertique du sud de l’Afrique. Une région où, il y a 200 000 ans, l’humain moderne aurait vu le jour, et d’où il aurait essaimé à travers l’Afrique et l’Eurasie, s’hybridant avec des populations disparues. Une terre originelle chaude, humide, fertile, que l’on appelle « Makgadikgadi » (« la vaste terre sans vie », en tswana) qui occupe la moitié nord de l’actuel Botswana. Tout aurait donc commencé dans ce petit paradis perdu, aux abords d’un lac aujourd’hui disparu... Une région dont la diversité génétique est la plus élevée au monde, ce qui en fait très probablement le lieu de naissance de l’humanité actuelle, puisque toute personne sur la planète pourrait tracer son ancestralité jusqu’à ces premiers humains modernes ! De fait, selon les études génétiques, moins de 120 000 individus auraient donné naissance à nos quelque 7 milliards de Terriens ainsi qu’à leur langage. Car il est établi que pour s’adapter à un nouveau milieu, un nouvel environnement, l’hybridation est plus efficace que la longue évolution. C’est ainsi qu’au-delà de tout ce que nous devons à la population souche issue du berceau, les autres populations humaines, chacune à sa manière, nous ont aussi enrichis. Et quand bien même, en tant qu’individus, nous ne posséderions pas toutes ces ancestralités – en Europe il nous manque celle de Denisova –, ce n’est sûrement que pour un temps car les métisages vont continuer, voire s’amplifier. Alors rendons

hommage à Neandertal et Denisova, à *Erectus* et *Habilis*, à *Floresiensis* et *Luzonensis*, et à tous les fantômes qui continuent d'exister à travers nous. Car si nous n'avons qu'un unique berceau, nos origines sont multiples. Quant à Neandertal – présent sur un vaste territoire allant de la Sibérie à Gibraltar –, s'il fut longtemps dépeint comme une brute épaisse, voire un idiot, de récentes découvertes ont montré qu'il faisait preuve d'une intelligence certaine et qu'il avait développé sa propre culture. Rites funéraires, langage articulé... on attribue désormais volontiers à Neandertal ce que l'on a jusqu'ici voulu réserver à *sapiens*. Une publication de décembre 2020 dans la prestigieuse revue *Nature* plaide en outre en sa faveur : une équipe française vient de prouver qu'il enterrait bien ses morts. Et selon une étude (certes controversée) parue en février 2018, des peintures rupestres ornant trois grottes en Espagne dateraient de 64 000 ans... soit 20 000 ans avant l'arrivée d'*Homo sapiens* en Europe. Affaire à suivre, donc. Quant à savoir pourquoi et comment, quelque 300 000 ans après son avènement, Neandertal a disparu voici 25 000 ans au profit de *sapiens*, les spécialistes semblent aujourd'hui avoir résolu l'énigme de ce polar préhistorique... Et il n'est question ni de génocide, ni d'épidémie ou de fatalité climatique. C'est en 2010 que l'enquête a fait un bond en avant avec le séquençage du génome de Neandertal, lequel révèle qu'autour de 2% de notre ADN (du moins, celui des *sapiens* eurasiens) nous vient de lui. Plutôt trappu, les cheveux roux et la peau claire, Neandertal s'est donc fondu en nous à la suite de croisements en seulement 15 000 ans. Un phénomène connu en biologie sous le nom « d'extinction par hybridation », qui est dû à l'effet de taille des populations. Car nous savons maintenant que c'est la supériorité numérique de *sapiens*, dont le génome a envahi celui de Neandertal, qui a condamné ce dernier non en vertu de la loi des armes, mais de la génétique des populations... jusqu'à le faire disparaître.

12. Le Muséum. L'ancien Muséum d'histoire naturelle de Toulouse a existé tel que décrit dans le roman jusqu'en 1912, date à laquelle le second étage est également aménagé en zone d'exposition. À sa création en 1865 par Édouard Filhol, il comprenait seulement trois galeries : la première était consacrée aux collections de zoologie (sur ces deux photos, on voit le squelette



de rorqual, la girafe d'Abyssinie... et Punch). Sur la périphérie de sa partie supérieure, en encorbellement, cette galerie en présentait une deuxième affectée aux collections de minéralogie et de géologie – *Galerie Frizac et Lassus*. La troisième galerie, quant à elle, était unique en son genre car le Muséum fut réellement le premier musée au monde à consacrer une salle d'exposition à la Préhistoire. Celle-ci portera bien le nom de *Galerie des Cavernes* pendant plus de dix ans (le premier plan de la photo page suivante montre le squelette d'un ours des cavernes ; au fond, on distingue... le majestueux cerf mégacéros), jusqu'à la première extension qui permit de créer deux nouvelles galeries en utilisant l'ensemble du premier étage, intervenu sous la direction de Jean-Baptiste Noulet, selon toute vraisemblance autour de 1880. Comme dit dans le roman, les musées étaient à l'époque gratuits et ouverts seulement les dimanches et jeudis, l'après-midi, ce qui correspondait au seul jour de repos hebdomadaire des travailleurs auquel s'ajoutait celui des scolaires. Cependant, les « étrangers » en visite avait la possibilité d'accéder à ces établissements tous les jours sous la conduite d'un gardien moyennant un pourboire laissé à leur discrétion. Au Muséum, le gardien – auquel j'ai donné le prénom de mon grand-père maternel, très courant à l'époque – habitait effectivement au second étage avant que celui-ci ne soit récupéré pour agrandir le Muséum en 1912. Après la mise à l'écart d'Eugène Trutat, la municipalité décida, dans son arrêté du 5 janvier 1901, de ne pas recruter de nouveau directeur et opta pour une gestion par une Commission technique composée de conseillers municipaux, de professeurs et de scientifiques. Cette organisation fut effective dès le 4 février de la même année. À cette date, il ne restait donc plus au Muséum, comme personnel fonctionnaire, qu'un aide-naturaliste et le gardien ! C'est à cette période qu'Émile Cartailhac entra dans l'organisation régulière du Muséum et prit officiellement la responsabilité de la section de

Préhistoire et d'ethnographie – renommée ensuite « section d'anthropologie » – jusqu'à son décès en 1921. En 1934, pour lui rendre l'hommage qu'il méritait, fut créée une galerie d'art



préhistorique qui porta son nom jusqu'en 1997, avant la reconstruction de l'établissement tel que nous le connaissons aujourd'hui. Entre 1926 et 1944, le Muséum s'étend peu à peu à l'ensemble du rez-de-chaussée. On y accède enfin par la grande entrée à colonnade de la façade principale, et l'amphithéâtre lui est rattaché. Par arrêté municipal daté du 15 février 1944, et après approbation préfectorale du 11 mai suivant, le poste de directeur est à nouveau créé et confié à Gaston Astre, qui assumera en même temps les fonctions de conservateur de la section paléontologie et géologie. Ce dernier officiait déjà depuis 1937 au Muséum, au sein de la Commission, dont il avait la charge de la section des mollusques ainsi que celle de géologie, sa spécialité puisqu'il était également chargé de cours à la Faculté des Sciences et maître de recherche au CNRS. Dans les années 1950, sous sa direction, le Muséum se trouve à son apogée et présente ses collections sur trois niveaux. Mais en 1964, l'amphithéâtre est récupéré par la Ville pour y créer l'actuel théâtre Sorano, qui doit son nom à Daniel Sorano, célèbre acteur toulousain décédé en 1962. À nouveau, on entre au Muséum par une petite porte latérale située le long de l'allée piétonnière menant au Jardin des Plantes. S'ouvre alors une période de lent déclin pour l'établissement qui finira par fermer ses portes en 1997, à la suite de la découverte de faiblesses dans la structure du bâtiment, liées à la construction du théâtre. Une fermeture au public qui durera dix ans. Le temps nécessaire pour assurer sa renaissance. Entièrement repensé, il a rouvert ses portes en janvier 2008, offrant aux visiteurs 3000 m² d'exposition sur trois niveaux (pour un effectif de 160 personnes au 1^{er} janvier 2020), ce qui en fait toujours le plus grand Muséum d'histoire naturelle de France après celui de Paris.

13. Eugène Trutat. Né en 1840, Eugène Trutat venait d'avoir vingt-cinq ans lorsqu'il fut recruté au poste de conservateur par

Édouard Filhol, lors de la création du Muséum en 1865, puis en devint le directeur en 1891. En 1872, il soutient sa thèse sur le Desman des Pyrénées (qui ne sera publiée que vingt ans plus tard) et obtient le titre de docteur en sciences. Passionné par la photographie, qu'il pratiqua dès 1858 jusqu'à sa mort en 1910, il laisse derrière lui une œuvre inestimable de plus de 20 000 clichés sur plaques de verre, dont 15 000 sont conservés au Muséum. Membre fondateur de la *Société d'histoire naturelle de Toulouse* en 1866, dont il sera le président en 1882 et 1892, il créa en 1875 la *Société photographique de Toulouse* et fut éga-



lement le cofondateur, en 1876, de la section *Pyrénées Centrales du Club Alpin Français*. En 1867, il est élu membre résident de la *Société archéologique du Midi de la France* et co-dirige avec Émile Cartailhac la revue *Matériaux pour l'Histoire de l'Homme*, ce qui lui vaut de se voir confier une mission scientifique par le ministère de l'Instruction publique : explorer les gisements préhistoriques du

bassin sous-pyrénéen au profit du Muséum de Toulouse et du Muséum national. Le ministère le charge ensuite de plusieurs autres missions en France, en Espagne et en Algérie. Il publia en outre une vingtaine d'ouvrages techniques, dont *Dix Leçons de Photographie*. Décoré de la Légion d'honneur en 1891 par le ministre de l'Instruction publique, il reçoit en 1906 la médaille d'argent de la *Société française de photographie* pour l'intérêt de ses travaux. Même si le Conseil municipal de Toulouse l'a contraint à la retraite forcée en octobre 1900, en partie pour ce motif, il serait injuste de croire qu'Eugène Trutat a détourné des fonds publics ou qu'il se désintéressait du Muséum duquel il s'absentait régulièrement, tant pour ses recherches que pour réaliser des photos, la plupart du temps missionné par l'administration. S'il a effectivement affecté une partie du budget du Muséum à la photographie, cela n'a jamais été pour son enrichissement personnel. Il donnait beaucoup de cours et de conférences gratuites, organisait des projections et offrait des photos aux écoles pour l'instruction des enfants. En passionné, il était constamment à l'affût des dernières nouveautés et ne ratait pas une occasion de dispenser son savoir. Il nous a légué un témoignage unique d'une époque qui connut une révolution technologique et sociétale comparable à la nôtre quelque cent ans plus tard. Comme écrit dans le roman, la galanterie lui a valu, à Paris, une mauvaise fracture dont il gardera des séquelles.

14. La déformation toulousaine. Le crâne dolichocéphale, qui est le point de départ de ce roman, était réellement présenté au Muséum d'histoire naturelle de Toulouse. Eugène Trutat, bien entendu, nous en a légué des photos sur plaques de verre au collodion au format 13x18 – et non sur des *étiquettes jaunes* au gélatino-bromure d'argent de la société *A. Lumière & ses Fils* comme écrit au chapitre VIII. Il fit également une série de clichés d'hommes et de femmes présentant la *déformation*

toulousaine. Une collection de plaques photographiques et de crânes conservés dans la réserve du Muséum, que l'on peut parfois admirer dans le cadre d'expositions temporaires. Tout ce qui est écrit dans ce roman au sujet de la *déformation toulousaine* est rigoureusement exact. C'est Paul Broca, chirurgien



français (1824-1880) à la fois anatomiste, anthropologue et neurologue, célèbre notamment pour avoir découvert l'aire de notre cerveau dédiée au langage – laquelle porte son nom et se situe dans la troisième circonvolution du lobe frontal – qui, dans le bulletin de la *Société d'anthropologie de Paris* du 17 août 1871, baptisa de la sorte cette particularité anatomique parce que le premier crâne dolichocéphale qui lui avait été donné d'étudier provenait de Toulouse. En 1902, dans le bulletin de la *Société d'anthropologie de Paris* du 20 février, le docteur Ferdinand Delisle publie une nouvelle étude démontrant que la déformation artificielle du crâne n'avait non seulement rien d'héréditaire, mais qu'elle n'avait non plus aucun impact sur l'intelligence ni aucun lien avec la démence, contrairement à ce

qu'affirmaient certains scientifiques à cette époque, comme le docteur J. Ambialet dans sa thèse. Quoiqu'il en soit, cette pratique, déjà passée de mode à la fin du XIX^e siècle, disparut définitivement peu avant la Première Guerre mondiale.



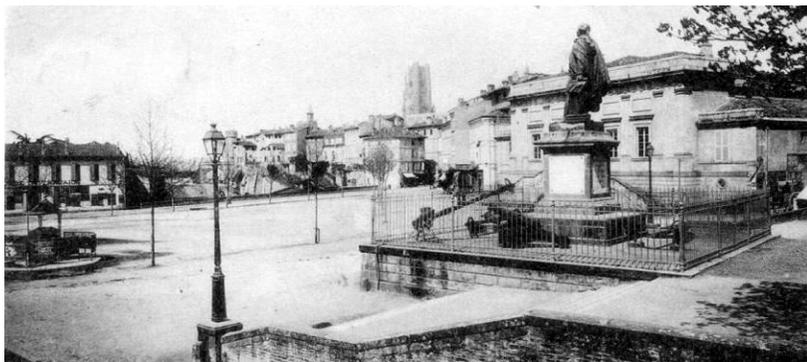
Toutefois, dans les rues de Toulouse en 1900, il n'était pas rare de croiser des adultes des deux sexes présentant cette singularité anatomique. La

paternité du terme « dolichocéphale » (comme celui de « brachycéphale ») revient à l'anatomiste suédois Anders Retzius (1796-1860), qui l'a utilisé le premier dans une publication datant de 1846 à la suite de travaux présentés à l'*Académie Royale des Sciences de Stockholm* en 1840.

15. La déformation crânienne dans le monde. Tout ce qui concerne les déformations de par le monde est également rigoureusement vrai. Cependant, ne cherchez pas l'auteur *Cornelius W. Peabody*, et son ouvrage *Amerindians peoples of South America : archaeology and ethnography*, car ils sont fictifs. En revanche, son contenu est une synthèse de plusieurs écrits sur le sujet. Tous les autres ouvrages – consultables dans certaines bibliothèques en ligne – et leurs auteurs sont quant à eux bien réels, à l'instar de Georges Peabody. Co-fondateur de la célèbre banque qui deviendra plus tard la *JP Morgan Chase & Co* – avec le père de J.P. Morgan –, il a financé bon nombre d'expéditions, d'instituts, de bibliothèques et de musées, dont ceux

d'archéologie et d'ethnologie de l'université de Harvard, ou encore d'histoire naturelle de l'université de Yale. On lui doit notamment, dans la ville de Baltimore, le plus ancien conservatoire de musique des États-Unis. C'est en hommage à ce philanthrope qu'une baie du Groenland porte son nom. Par ailleurs, toujours au XIX^e siècle, son neveu Othniel Charles Marsh fut le plus éminent paléontologue du pays. On lui doit la découverte de très nombreux squelettes de dinosaures, dont il s'était fait une spécialité. C'est en sa mémoire qu'un petit dinosaure de la famille des Hypsilophodontidés a été baptisé « Othnielia ».

16. Lapérouse. Si de nombreux Capitouls de Toulouse étaient effectivement dotés d'un crâne allongé vers l'arrière, Jean-François de Lapérouse, pourtant né à Albi, présentait lui aussi une *déformation toulousaine*, comme on peut le constater sur la statue qui trône sur la place qui porte son nom dans sa ville natale (sur cette photo, prise à Albi en 1900, on voit l'imposante statue dans son enclos au pied de laquelle sont exposés les pierriers et les grandes ancrés ; au fond, on devine le clocher de Sainte-Cé-



cile et à l'extrême gauche... le *pitchadou* évoqué au chapitre XVII). Lapérouse était réellement franc-maçon et les détails concernant sa vie sont vrais. Ainsi, dans ses échanges épistolaires avec sa sœur et sa mère, notamment, il dévoile sa relation amoureuse avec la fille d'un fonctionnaire de la Marine détaché

à l'Île de France (Île Maurice), Louise-Éléonore Broudou, séduisante créole dont il s'est épris et qu'il finira par épouser... au grand dam de ses parents qui prévoyaient pour lui un mariage brillant avec la fille d'une riche famille d'Albi. Les détails au sujet de son expédition sont également vrais. Peter Dillon a bien découvert, en 1826, la zone de naufrage au large de l'île de Vanikoro, mais les épaves de la *Boussole* et de l'*Astrolabe* n'ont été retrouvées que dans les années 1960, et c'est seulement en 2005 qu'elles seront formellement identifiées. Les récits – attestés depuis par les recherches archéologiques – recueillis alors auprès des habitants de l'île laissaient penser que des rescapés étaient partis à bord d'un bateau de secours, mais leur destinée était toujours restée une énigme. Cependant, une nouvelle thèse sur la disparition de la mythique expédition Lapérouse en 1788 est aujourd'hui avancée. Dans un article publié le 29 août 2017 dans *The Journal of Pacific History*, un anthropologue australien, Garrick Hitchcock, soutient que des rescapés des deux frégates françaises disparues dans les îles Salomon auraient à nouveau fait naufrage, cette fois dans le détroit de Torrès, entre la Nouvelle-Guinée et l'Australie. Hitchcock appuie sa thèse sur le récit, en 1818, d'un marin indien (et non cingalais comme dit dans le chapitre XXVIII pour les besoins de l'intrigue) qui vécut quatre ans sur Murray, île du détroit de Torrès. Selon son récit, qu'il tenait des indigènes, tous les membres de l'équipage de ce bateau furent tués dans des combats, à l'exception d'un mousse qui pourrait être un certain François Mordelle, originaire de Tréguier, en Bretagne. Âgé de moins de 20 ans, il semble qu'à l'époque, dans ces îles, les très jeunes hommes étaient épargnés par les massacres. Des fouilles archéologiques, qui nécessiteront d'importants moyens techniques, devraient être organisées sur les récifs autour de Murray afin de tenter de trouver des vestiges de la petite embarcation de bois qui séjourne sous les eaux du Pacifique depuis maintenant plus de deux siècles.

17. Le Dr Ambialet. Le docteur J. Ambialet est un personnage réel. Malgré mes recherches, je n'ai cependant pu trouver aucune information quant à son vrai prénom (Jules ? Jean ?). Dans sa thèse, intitulée *La Déformation artificielle de la tête dans la région Toulousaine* et présentée à Toulouse en 1892, il soutient effectivement le caractère héréditaire de la *déformation toulousaine*. J'ai également retrouvé une lettre écrite de sa main, adressée à Émile Cartailhac, dans laquelle il sollicite une publication dans la revue d'Anthropologie au sujet d'un instrument de sa conception – un ophthalmomètre ex-orbitaire destiné à mesurer les divers degrés de saillie oculaire par rapport à la base de l'orbite. Dans les premières lignes de ce courrier, il se rappelait au bon souvenir de Cartailhac en citant son travail, lorsqu'il était étudiant, sur les crânes déformés ! Son appareil lui vaudra d'ailleurs de nombreuses publications dans des revues professionnelles, y compris en Allemagne. En dehors de ces éléments véridiques, tout le reste n'est que pure fiction hormis le fait qu'il exerça réellement comme ophtalmologiste au 28 cours Lieutaud à Marseille, et qu'il intervenait bénévolement au *Dispensaire des enfants malades de Marseille*. Il n'a donc à ma connaissance jamais exercé à Toulouse en tant que médecin généraliste. Son bénévolat au dispensaire me fit toutefois penser qu'il pouvait peut-être appartenir à l'Ordre de Malte. C'est la raison pour laquelle j'ai choisi d'installer son cabinet toulousain fictif au 1 place Saint-Pantaléon – aujourd'hui place Salengro –, tout simplement parce que ce saint était le protecteur de la chapelle des Chevaliers Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Et là, m'attendait une nouvelle coïncidence à ranger parmi toutes celles qui se sont égrenées tout au long de l'écriture de ce roman : quand je me suis rendu sur place, quelle ne fut pas ma surprise en découvrant une plaque commémorative sur la façade de cette bâtisse qui indiquait qu'elle avait été la première maison de Pierre-Paul Riquet, le célèbre entrepreneur à qui l'on doit le

canal du Midi ! Et pour couronner le tout, le parc du domaine dans lequel celui-ci vécut par la suite correspond en partie à l'actuel Jardin des Plantes.

18. L'architecte Ambialet. Né à Toulouse en 1838, Étienne Ambialet, dit Ulysse puis Achille, est aussi un personnage réel. C'est l'architecte qui a construit en 1874 le grand immeuble de la *Maison Universelle* au 28 rue d'Alsace-Lorraine, ainsi que l'Hôtel Labit, en 1880, situé au 44 rue Bayard. Décédé prématurément en 1887, il devait réellement une santé fragile à sa gemellité, car il avait bien une sœur jumelle prénommée Joséphine sur laquelle je n'ai trouvé aucune information. De Joséphine à Alphonsine, il n'y avait qu'un pas que je me suis permis de franchir pour en faire « la dame du kiosque du Jardin des Plantes ». Cette homonymie avec le docteur J. Ambialet (à la mystérieuse initiale) est une autre des nombreuses coïncidences qui émailent ce roman. L'occasion était trop belle pour ne pas la saisir : j'ai donc décidé que le docteur serait le fils de l'architecte, ce qui le reliait *de facto* à Georges Labit ! Quant à leur appartenance respective à la franc-maçonnerie, elle est également fictive. Mais après tout... et si la réalité rejoignait la fiction ?

19. Félix Régnault. Né en 1847, Félix Régnault est lui aussi un personnage réel. Éditeur et libraire toulousain situé 19 rue de la Trinité, on le rencontre dans le chapitre XXXV alors qu'il fouille la grotte de la Tourasse. Comme Louis Darbas, il est passionné d'archéologie et parcourt les grottes pyrénéennes. C'est à lui que l'on doit les premières fouilles de la grotte de Gargas, à proximité de Saint-Bertrand-de-Comminges, au sud-ouest de Saint-Gaudens. C'est lui qui y découvre en 1906 – deux ans avant son décès – les célèbres empreintes de mains. Car la particularité de cette grotte, ce sont les pochoirs de mains préhistoriques : plus de deux cents peintures de « mains négatives » –

d'hommes, de femmes et d'enfants – y ont été recensées. Ces pochoirs ont été réalisés en tamponnant ou en projetant des pigments noirs, rouges, ocres ou blanc autour des mains appliquées



contre la paroi. On retrouve Félix Régnault dans de nombreuses Sociétés savantes toulousaines : *Société de géographie de Toulouse* (membre fondateur en 1882 avec Eugène Trutat, Georges Ancely... et Antoine Labit, le père de Georges !), *Société d'histoire naturelle de Toulouse* (fondée notamment par Eugène Trutat et Émile Cartailhac), *Société archéologique du Midi de la France* (comme Cartailhac, Trutat

et Ancely), *Société photographique de Toulouse* (créée par Trutat en 1875, et où l'on retrouve Ancely... et Georges Labit !), ainsi que la *Section Pyrénées Centrales du Club Alpin Français*, fondée par Eugène Trutat l'année suivante, en 1876, et où l'on croise encore Georges Labit et Ancely !

20. Georges Ancely. Né en 1847, Georges Ancely – évoqué à plusieurs reprises dans le roman – est également un personnage réel. Horloger-bijoutier toulousain, c'est un passionné de photographie à laquelle il est initié par Eugène Trutat. Comme beaucoup de ses contemporains bourgeois bien installés dans la vie, il va avoir à cœur d'apporter sa contribution culturelle désintéressée à la communauté. Il est ainsi membre de plusieurs sociétés savantes toulousaines : *Société de géographie* (dont il

est cofondateur), *Société archéologique du Midi de la France*, *Société photographique*, ou encore la *Section Pyrénées Centrales du Club Alpin Français*. On peut d'ailleurs raisonnablement penser qu'il est également cofondateur de ces deux dernières. Il n'a que vingt ans lorsqu'il réalise sa première photographie, un portrait en pied de son père dont il reprendra le magasin familial du 63 rue de la Pomme, à deux pas de la Place du Capitole. Amateur éclairé, il utilise le meilleur matériel alors à sa disposition et laissera, à son décès en 1919, une collection inestimable de quelque 5 000 plaques photos au gélatino-bromure d'argent, véritables témoignages de cette fin de XIX^e siècle, dont on peut admirer une partie au *musée Paul-Dupuy*, à Toulouse. Car l'une des autres caractéristiques majeures de son œuvre tient dans la qualité de son archivage. Avec une précision d'horloger, de géographe, Georges Ancely prend toute sa vie durant le temps de ranger, titrer et inventorier avec un soin méticuleux chacune de ses plaques de verre. Un travail précieux qui permet à ses photos de traverser le XX^e siècle dans de bonnes conditions. Il n'hésitera pas à trimbalier un lourd matériel pesant entre cinquante et cent kilos jusque dans les Pyrénées, au Pic du Midi – à l'occasion de la construction de l'Observatoire –, et même à Paris lors de l'Exposition universelle de 1878. Loin des 20 000 clichés transmis par Eugène Trutat, son œuvre, à mi-chemin entre la science et le reportage, est néanmoins comparable. Ils furent tous deux précurseurs du tourisme, « notamment de ce tourisme agréable qui consiste à passer en revue les merveilles de la nature et de l'art des pays les plus divers sur une toile de projection » comme le dit Trutat lui-même en introduction de la conférence qu'il donne à Monaco, le 5 février 1906, et qu'il émaillera de projections à la lumière électrique.

21. Édouard Filhol. Édouard Filhol, directeur de la Faculté de Médecine et de Pharmacie de Toulouse, et fondateur du

Muséum qu'il dirigea jusqu'en 1872, est un personnage réel qui présentait effectivement les signes de la *déformation toulousaine*, tout comme son successeur Jean-Baptiste Noulet ! Ce qui est raconté dans le roman à son propos est exact et de notoriété publique. Malgré son importante contribution, il fut limogé de son poste pour avoir subtilisé des pièces de collection originales qu'il remplaçait par des copies. Il fut également professeur de Chimie à la Faculté des Sciences, jusqu'à sa mort en 1883, où il eut comme étudiant un certain... Paul Sabatier.

22. Paul Sabatier. Prix Nobel de Chimie en 1912, Paul Sabatier est donc lui aussi un personnage réel. Il mettra au point le nickel qui porte son nom, considéré comme le premier catalyseur, ainsi qu'une réaction chimique qui est actuellement utilisée dans la Station Spatiale Internationale pour produire l'eau nécessaire à bord. Jusqu'en 1941, année de son décès, il enseignera à la Faculté des Sciences de Toulouse. En hommage à ce grand scientifique toulousain, la nouvelle université de Toulouse, regroupant les Facultés des Sciences et Médicales, sera baptisée *Université Paul Sabatier* lors de sa création en 1969.

23. La Faculté des Sciences. La Faculté des Sciences décrite dans le roman, notamment aux chapitres X et XIII, correspond au bâtiment tel qu'il était en 1900, d'après les plans auxquels j'ai eu accès et sur lesquels sont indiqués les affectations des salles du rez-de-chaussée et du premier étage (sauf pour les cours de Cartailhac qui se tenaient alors à la Faculté de Lettres). Depuis la réhabilitation du bâtiment, celui-ci est désormais accessible aux visiteurs du *Quai des Savoirs*. Lors des Journées du Patrimoine, il est même parfois possible d'accéder jusqu'aux toits afin de jouir d'une vue d'ensemble de cet ancien complexe universitaire, entre Grand-Rond et Jardin des Plantes.

24. Le Pr Jammes. Né en 1867, le professeur Léon Jammes – prononcer à la française et non à l’anglaise ! – est un personnage réel. Docteur en Sciences et professeur de zoologie appliquée à la Faculté des Sciences de Toulouse, son activité scientifique a été multiple et diverse. Il fut directeur de l’*Institut d’hydrobiologie et de pisciculture de l’Université de Toulouse*, et créa au lac d’Orédon, dans les Hautes-Pyrénées, un laboratoire de biologie montagnarde. Il fut un excellent professeur, clair, méthodique et précis, qui illustrait ses exposés de dessins au tableau noir avec, paraît-il, un brio sans égal. En 1908 et 1909, il est élu président de la *Société d’histoire naturelle de Toulouse*. Cependant, il n’a pas pu donner la conférence à laquelle assiste Frédéric au chapitre XV... car ce n’est qu’en juillet 1909 qu’il présente et soutient publiquement sa thèse à Toulouse pour le doctorat en Médecine. Celle-ci s’intitulait réellement *Nos origines zoologiques* et j’en ai repris le plan pour le découpage de sa conférence fictive. Toutefois, la longue introduction de cette dernière est un amalgame entre la théorie mutationniste en vogue à l’époque et l’introduction de *De l’Origine des Espèces* – écrite par Clémence Boyer par ailleurs première traductrice de l’ouvrage de Darwin. Afin d’éviter de m’attirer les foudres des biologistes du XXI^e siècle, il faut avoir présent à l’esprit que la sélection naturelle au sens où l’entendait Darwin, c’est-à-dire l’accumulation continue de petites différences favorisées par l’environnement, ne fait pas encore consensus en 1900. Une querelle éclate même entre darwinistes et mutationnistes, pour lesquels les espèces évoluent par sauts brusques, liés à une mutation majeure, sans sélection par l’environnement, si ce n’est pour faire disparaître la nouvelle espèce si elle se révèle vraiment trop inadaptée. Il fallut attendre novembre 1937 pour que la génétique se réconcilie avec l’évolution, grâce à la publication du livre du généticien ukrainien exilé aux États-Unis, Théodore Dobzhansky, s’inspirant des travaux de Gregor Mendel –

que le moine botaniste a publiés en 1866 – qui ne seront redécouverts qu’au début du XX^e siècle. Ce n’est qu’à cette époque que le concept de gène, ou particule élémentaire d’hérédité contenue dans les cellules sexuelles, émerge peu à peu. Dobzhansky se laisse convaincre par différents modèles mathématiques qui ont montré qu’une succession de menues variations pouvait aboutir, selon les lois de Mendel, à des changements majeurs de la forme et de la fonction. Une génétique des populations est en train d’émerger. Ses travaux l’emmènent, en 1935, à définir la création d’une espèce comme un état de l’évolution dans lequel un groupe d’individus, qui peuvent se féconder les uns les autres, se séparent en plusieurs groupes qui, cumulant trop de mutations différentes, finissent par ne plus pouvoir s’autoféconder. L’espèce devient donc une notion dynamique. Ses expériences prouvent une variabilité génétique insoupçonnée qui expliquent que des populations puissent évoluer très vite lorsque l’environnement change. Cette théorie synthétique de l’évolution qui s’applique à tous les domaines du vivant déclenche un engouement immédiat et une frénésie de nouvelles recherches, contribuant à faire de la sélection darwinienne une théorie acceptée, dès 1950, par tous les biologistes. Théorie à laquelle Watson et Crick apporteront, en 1953, une autre pièce maîtresse en identifiant la structure chimique des gènes, support matériel de l’évolution, sous la forme d’une hélice d’ADN. Cet engouement pour la biochimie occultera malheureusement un autre grand théoricien du vivant : l’écossais d’Arcy Thompson. Celui-ci publie pourtant, au printemps 1917, un ouvrage aussi important que celui de Darwin, *Formes et croissance*, dans lequel il démontre que la sélection darwinienne n’est pas la seule force qui oriente l’évolution des formes des espèces. Pour lui, des principes mathématiques régissent les contraintes physiques auxquelles tout animal est soumis. Par exemple, le réseau veiné, si complexe, d’une aile de libellule perd de son mystère si l’on

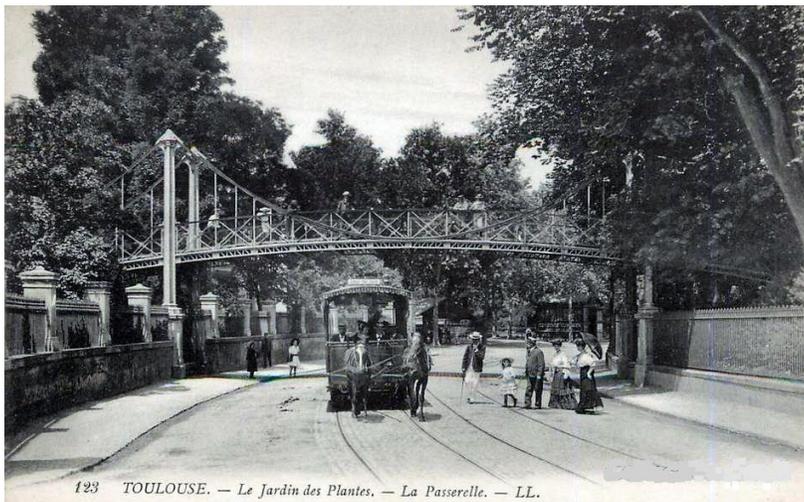
réalise que les tensions physiques exercées sur les parois des cellules imposent de former entre elle des angles de 120° , constituant de proche en proche un délicat réseau hexagonal. Cette alliance entre mathématiques et biochimie est inédite. D'Arcy Thompson démontre ainsi que pour les cellules, tissus, coquilles ou squelettes, composés de particules matérielles soumises aux lois physiques, les problèmes de forme sont en premier lieu mathématiques ; les problèmes de croissance, essentiellement des problèmes physiques. Durant des décennies, cette voie tracée pour comprendre le vivant sera peu empruntée, mais cette réponse biologique aux contraintes physiques et mécaniques est aujourd'hui un sujet brûlant de recherche, signant la réconciliation entre Darwin et Thompson. D'abord en 1994 avec la découverte des gènes architectes, qui dictent le plan de construction d'un organisme en poussant les cellules à croître, à se différencier ou à disparaître. Puis en 2011 avec la découverte des gènes géomètres, dont les variations d'expression transforment la silhouette en déformant le plan de construction. Ainsi, après un siècle à se regarder en chiens de faïence, les sciences de la vie et la physique se réconcilient ! Enfin, pour rendre sa paternité à son véritable auteur, la phrase concluant la conférence de Jammes « N'est-il pas infiniment plus honorable de descendre d'un singe perfectionné que d'un ange déchu ? » fut en réalité prononcée le 27 décembre 1908 par Marcellin Boule (darwiniste et éminent paléontologue défendant une anthropologie non biblique) dans une déclaration au quotidien parisien *Le Matin*. Décédé en janvier 1937, Léon Jammes n'a donc pas eu la chance de connaître la théorie de Dobzhansky qui paraîtra dix mois plus tard... mais une rue du quartier des Minimes porte son nom depuis les années 1940 pour perpétuer sa mémoire.

25. Le Pr Bertrand. Léon Bertrand, le professeur de Géologie et Minéralogie de Frédéric, est également un personnage réel.

Né en 1869, normalien et agrégé de Sciences naturelles en 1890, il débute sa carrière géologique en paléontologie, comme boursier du Muséum national d'histoire naturelle. Il abandonne cette voie au bout d'un an pour se consacrer à la pétrographie et à la géologie de terrain. Il rejoint la Faculté des Sciences de Toulouse en 1898. D'abord Chargé de Cours, il est promu, en 1900, titulaire de la Chaire de Géologie-Minéralogie. En 1903, cette chaire est dédoublée et il devient le premier titulaire de la Chaire de Géologie jusqu'en 1904, date à laquelle il quittera ses fonctions pour retourner à Paris et prendre la direction du Laboratoire de Géologie de l'École Normale Supérieure. Fonction qu'il occupera jusqu'à sa retraite, en 1938.

26. L'Université de Toulouse en 1900. Toulouse a toujours été une ville universitaire. Déjà au XVI^e siècle, un dicton disait : *Paris pour voir, Lyon pour avoir, Bordeaux pour dispendre, et Toulouse pour apprendre*. Les Facultés de Toulouse connurent une profonde mutation au début du XX^e siècle avec l'émergence des sciences, comme le montrent les chiffres qui suivent. En 1900, Toulouse comptait environ 2 000 étudiants (dont seulement 3% de filles). Avec 1 033 inscrits, la Faculté de Droit attirait le plus de monde, ce qui en faisait la deuxième de France après celle de Paris. Venaient ensuite la Faculté de Médecine et Pharmacie, avec 689 étudiants, puis celles des Sciences et de Lettres, avec respectivement 256 et 188 inscrits. Cependant, les progrès technologiques et les nombreuses découvertes qui en découlèrent allaient faire naître de plus en plus de vocations chez les jeunes bacheliers. C'est ainsi que la Ville fut contrainte de construire un nouveau bâtiment – inauguré en 1905 –, à côté de celui de la Faculté des Sciences, pour faire face à cet afflux d'étudiants qui, de 256 en 1900 passeront à 688 en 1910. À partir de 1927, poursuivant sur sa lancée, elle drainera alors 47% des inscriptions... au détriment du Droit.

27. Le Jardin des Plantes. Relié au Boulingrin par une passerelle suspendue, le Jardin des Plantes accueillait bien une serre



123 TOULOUSE. — Le Jardin des Plantes. — La Passerelle. — LL.

de métal et de verre (dotée d'un palmarium) de 1877 à 1901 que j'ai parfois abusivement appelée « orangerie » dans le roman. Au départ, seule existait la rotonde à laquelle sont venues s'ajouter les autres serres en 1893. En 1901, elle dut céder sa place afin de permettre la construction de l'annexe de la Faculté



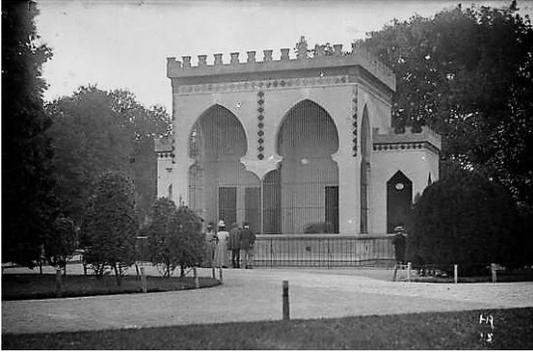
61

TOULOUSE. — L'île du Jardin des Plantes

Luis and Fr. Seis

Collections ND Phot

des Sciences, située au 41 allée Saint-Michel (aujourd'hui allées Jules Guesde), qui fut inaugurée en 1905. L'ensemble fut donc démonté et remonté dans le jardin fleuriste au bord du Canal du Midi. Encore aujourd'hui, on peut l'admirer en visitant les serres municipales au 19 boulevard de la Marne. Jusqu'en 1976, le Jardin des Plantes était aussi un zoo, même si à partir de 1970, certains animaux, comme les singes, furent transférés dans le



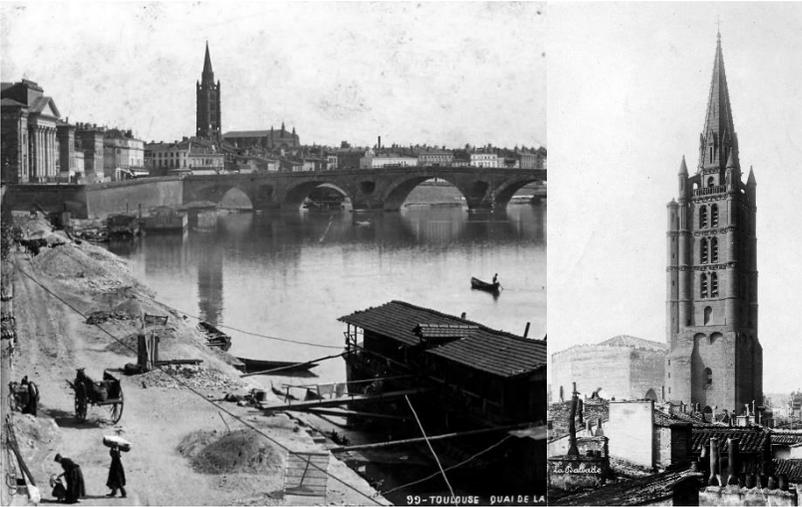
nouveau parc zoologique créé à cette date à Plaisance-du-Touch, dans la banlieue ouest de Toulouse. La description qui est faite des animaux et des cages est un mélange de mes propres souvenirs d'enfance ainsi que d'articles de presse et de photos de la fin du XIX^e siècle. Compte tenu des conditions de captivité précaires, les animaux étaient régulièrement renouvelés et les cages changeaient d'affectation au gré de l'arrivée des nouveaux pensionnaires. Enfin, elle n'est pas

Compte tenu des conditions de captivité précaires, les animaux étaient régulièrement renouvelés et les cages changeaient d'affectation au gré de l'arrivée des nouveaux pensionnaires. Enfin, elle n'est pas



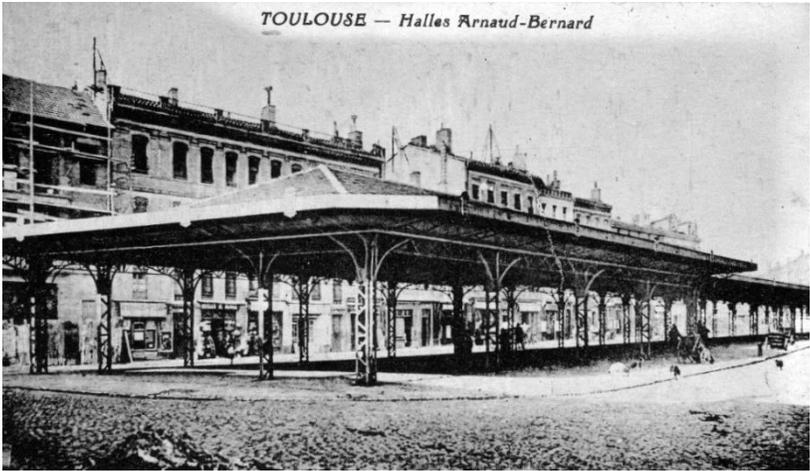
évoquée dans le roman, mais à proximité de l'entrée est (là où se trouve la porte de la Commutation) se tenait une laiterie construite en 1881, comme le montre la photo page précédente. Des vaches y avaient été installées pour permettre une traite devant le public de promeneurs.

28. Le clocher de la Dalbade. De nos jours, inutile de chercher du regard le clocher de l'église de Notre-Dame la Dalbade avec sa flèche culminant à quatre-vingt-onze mètres... car il s'est

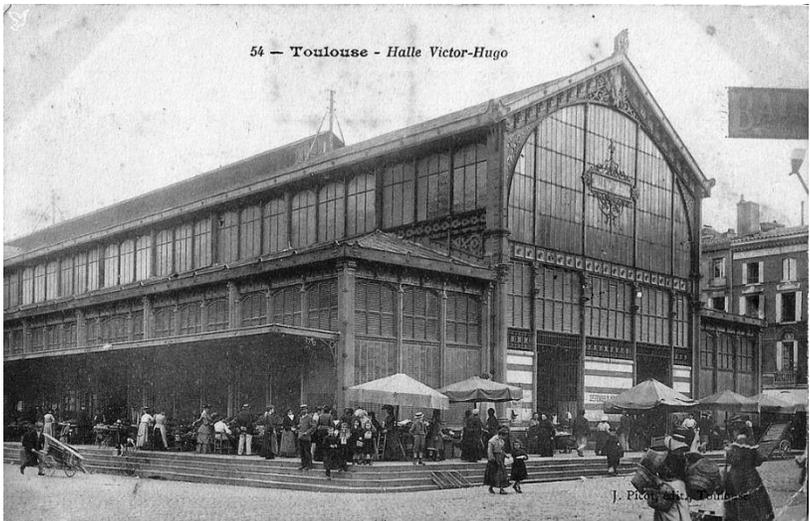


écroulé dans la nuit du 11 avril 1926, à trois heures, détruisant quatre maisons voisines, faisant neuf blessés et tuant le boulanger Pascal Denax et son épouse. Il n'a jamais été reconstruit.

29. Les halles. De la même façon, on ne trouvera plus de marchés couverts de métal et de verre dans la Ville rose. Inauguré en octobre 1865, celui de l'actuelle place Esquirol a été démonté à l'automne 1892 pour laisser la place au tronçon oriental de la rue de Metz. Il fut racheté par la ville de Lourdes qui l'a remonté place du Champ-Commun. Une halle ouverte aux quatre vents



trônait également sur la place Arnaud-Bernard de 1881 à 1964. En juin et juillet 1892, sont respectivement inaugurées les halles de Victor-Hugo et des Carmes. La première a été détruite en 1958, remplacée en octobre de l'année suivante par un marché couvert en béton, au rez-de-chaussée d'un parking. À une



époque où l'automobile, symbole d'une classe moyenne émergente, prenait d'assaut les centres-villes, un sort identique fut



réservé au marché des Carmes, lequel a été démoli entre décembre 1963 et février 1964, et remplacé en décembre 1966 par un parking circulaire au-dessus du marché. Sur la photo ci-dessus, outre le clocher de la Dalbade, on peut voir un des quatre candélabres-fontaines plantés aux angles de cette place.

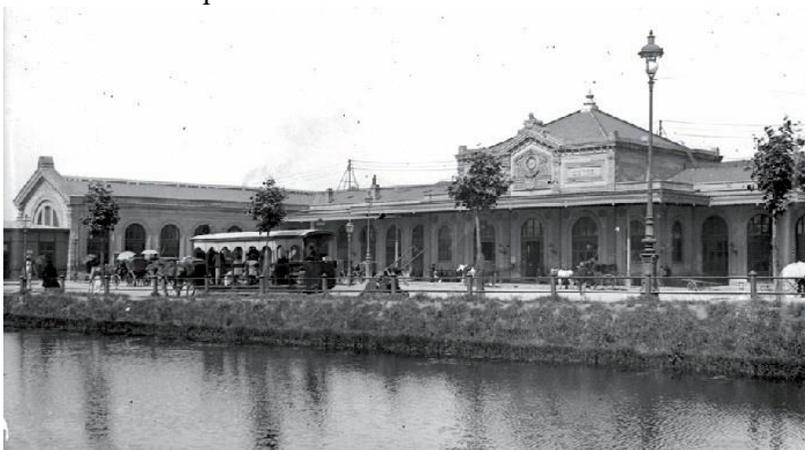
30. L'École Vétérinaire. Construite dans l'axe de l'allée Lafayette (aujourd'hui Jean-Jaurès), de l'autre côté du Canal du Midi et voisine de la gare Matabiau, l'École Vétérinaire, est occupée pour la première fois en octobre 1834 avant d'être rasée en 1965, remplacée par une nouvelle école située sur le domaine du château de Marmande dans le quartier de Lardenne. Ce n'est que bien plus tard, sur cet espace libéré et resté non aménagé, que la médiathèque José Cabanis – ainsi baptisée en hommage à l'écrivain académicien toulousain décédé en 2000 – a été construite sur cet emplacement et inaugurée en 2004. La photo page suivante montre également la statue de Pierre-Paul Riquet, créateur du Canal du Midi. Constituant à l'époque un rond-point, elle sera ensuite intégrée aux allées Jean-Jaurès. Lors de



116 TOULOUSE. — La Statue de Riquet et l'École Vétérinaire. — LL.

la construction de la médiathèque, elle est alors reculée au niveau du pont Riquet – construit en 1845 puis élargi en 1955. En octobre 2019, elle retrouve son emplacement précédent à l’occasion de la transformation en rambla des allées Jean-Jaurès.

31. La gare Matabiau. Édifiée par la *Compagnie des Chemins de Fer du Midi*, la gare Matabiau originelle accueille son premier train en provenance de Bordeaux le 30 août 1856. Le 22 avril 1857, on inaugure le tronçon Toulouse-Cette, reliant ainsi l’océan Atlantique à la mer Méditerranée comme l’avait fait en



son temps le Canal du Midi. C'est dans cette gare que Frédéric et Lucie vont s'embarquer pour Albi au chapitre XVI, en empruntant le souterrain construit en 1899 pour accéder aux quais. En 1905 toutefois, pour répondre à l'affluence des voyageurs, cet édifice ferroviaire laissera sa place au bâtiment actuel.

32. Les grands magasins toulousains. Le percement des deux axes haussmanniens que sont les rues d'Alsace-Lorraine et de Metz, vont permettre à Toulouse d'entrer dans l'ère du grand commerce de détail. Si la *Maison Lapersonne* (dès 1868, d'abord rue de la Trinité puis place Esquirol en 1895) et la *Maison Universelle* (1877) montrèrent le chemin à suivre, ce fut l'ouverture du magasin *Au Capitole* en octobre 1904 (par le groupe parisien *Paris-France*, qui détenait les magasins *Aux Dames de France*), au carrefour des rues d'Alsace-Lorraine et de Rémusat, qui déclencha une concurrence féroce entre enseignes. Celle-ci révolutionna le marché toulousain en proposant à ses clients d'acheter à crédit via une agence ouverte à deux pas de là ! Face à cette offensive, les grands magasins de la Ville auront bien du mal à résister pour n'avoir pas su (ou voulu) se regrouper ou s'affilier à des groupes plus puissants. Par ailleurs, à la fin des années 20 et 30, une série noire toucha le secteur : *Au Gaspillage* (ouvert en 1881) brûla en 1927 (*Au Bon Marché* s'y installera alors puis, après le conflit mondial, ce sera *Le Printemps*, qui brûla à son tour en mars 1964 et sera remplacé par *Bouchara*) ; la *Maison Universelle* fit faillite en 1929 ; en février 1934, ce furent à la fois les entrepôts de l'*Épargne* (une chaîne toulousaine de petites épiceries qui avait essaimé dans tout le Midi) qui brûlèrent boulevard Bonrepos et la *Maison Lapersonne* qui disparut dans un incendie dévastateur en plein après-midi. L'âge d'or des grands magasins était révolu. Préfigurant la vague des supermarchés et hypermarchés des années 60, arrivèrent alors les « magasins populaires »,

comme *Monoprix* en 1933 rue d'Alsace-Lorraine (toujours présent). Dès l'année suivante, *Au Capitole* répliqua en installant l'enseigne *Printafix* dans l'ex-*Maison Universelle*. Le commerce – à l'instar de la nature – ayant horreur du vide, *Midi Caoutchouc* emménage en 1946 dans les anciens locaux de la *Maison Lapersonne*, avant de se rebaptiser *Midica* dix ans plus tard (encore en place lui aussi). On inaugure en 1962 un nouveau grand magasin, les *Nouvelles Galeries*, implanté quasiment en face de *Monoprix* et à moins de cent mètres de *Printafix*, qui arbore désormais l'enseigne *Galeries Lafayette* depuis 2005. *Printafix* fermera ses portes en juin 1991 laissant la place à *Marks & Spencer*, remplacé à son tour par *Virgin* en 2002 et enfin *Zara* depuis 2013. Quant à *La Compagnie Française*, spécialiste toulousain du tissu créé en 1894 (en face duquel s'était installé *Au Capitole*, devenu *Galeries Lafayette* en 1985 avant de fermer définitivement en septembre 2013... cédant la place à *Primark* en octobre 2018), l'enseigne baissera le rideau en décembre 1998 après avoir tenté de renaître de ses cendres à la suite d'un incendie survenu trois ans plus tôt.

33. Le tramway. Inauguré le 31 juillet 1887, le tramway toulousain ne fut électrifié qu'à partir du 7 mai 1906, avec trois premières lignes : *Lafayette-Ponts-Jumeaux*, *Rue d'Alsace-Matabiau* et *Rue d'Alsace-Barrière de Paris*. Avec 14 lignes et près de 145 km de rails, l'ensemble du réseau ne sera entièrement électrifié qu'en 1910, soit bien après de nombreuses villes françaises. Dès 1890, Clermont-Ferrand est ainsi la première à s'équiper d'un tramway électrique à prise de courant par fil aérien – trolley –, marquant ainsi un tournant décisif dans l'évolution des tramways en France. Mais il faut attendre une dizaine d'années avant que l'électricité et le trolley soient généralisés sur les réseaux français. Dans les métropoles, comme Paris, Marseille ou Toulouse, les exploitants restent très prudents sur

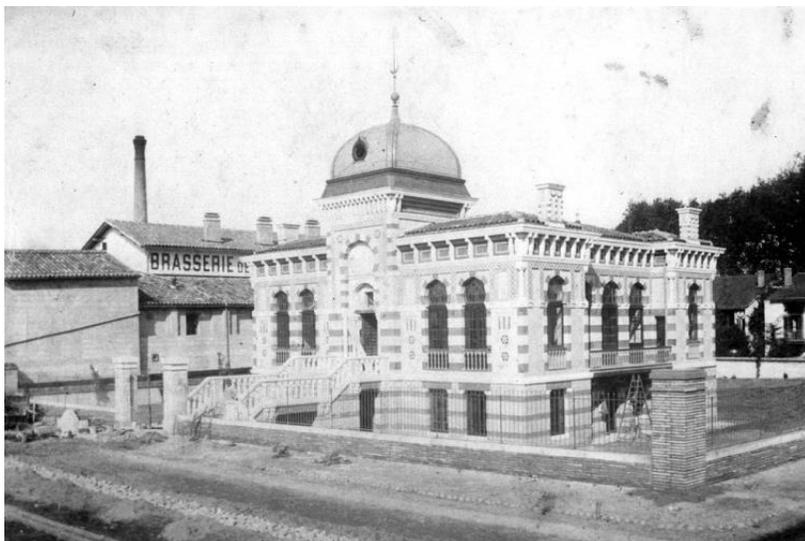


28. - TOULOUSE. - CARREFOUR LAFAYETTE

les capitaux à engager car ils disposent d'une importante cavalerie et ne peuvent transformer leur réseau rapidement. La Capitale comptait ainsi 5 000 chevaux affectés aux tramways, auxquels il faut ajouter les 11 000 utilisés pour les omnibus. En 1902, malgré la taille modeste de Toulouse, la *Société des Tramways et Omnibus Firmin Pons* logeait plus de 800 chevaux dans ses écuries et disposait d'un parc de 118 voitures, transportant près de 15 millions de passagers sur l'année.

34. Le nom des rues. Avec le temps, le nom de certains axes et places a changé. Les toulousains les auront sans doute reconnus : allée Saint-Étienne = allée François Verdier ; allée Saint-Michel = allée Jules Guesde ; Grande Allée = allée Frédéric Mistral ; allée des Zéphirs = allée Paul Sabatier ; allée Lafayette = allée Jean-Jaurès ; square Lafayette = place Wilson ; avenue Lafayette = avenue Franklin Roosevelt ; rue Neuve Monplaisir = rue des Martyrs de la Libération ; rue Blanche de Castille = rue Louis Massé ; place Saint-Pantaléon = place Roger Salengro ; rue Duranti = rue du Lieutenant-Colonel Pélissier ; rues des Chapeliers et du Vieux-Raisin = rue du Languedoc.

35. La Bière Montplaisir. L'histoire des alsaciens de Toulouse est vraie. La *Brasserie Montplaisir* des frères Stieber, qui tirait son nom du quartier Monplaisir (sans t), produisait réellement la célèbre *Bière Montplaisir* sur la parcelle voisine du musée Labit ! On la voit sur cette photo en arrière-plan du musée encore en construction. La *Taverne Montplaisir*, qui fait les dé-



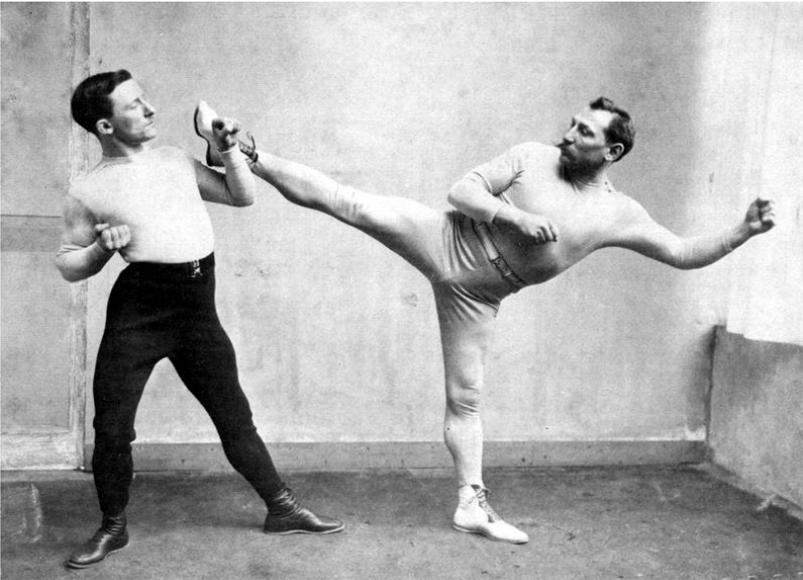
lices des papilles de Frédéric et Lucie, n'a quant à elle probablement jamais existé.

36. L'affaire Calas. L'affaire Calas citée au chapitre XIV est réelle. C'est une affaire judiciaire qui s'est déroulée entre 1761 et 1762 à Toulouse sur fond de conflit religieux entre protestants et catholiques. Jean Calas est un prospère marchand d'étoffe protestant qui habite au 16 rue des Filatiers (n° 50 aujourd'hui). Le soir du 13 octobre 1761, lors d'un dîner organisé dans la demeure familiale avec un invité, son fils aîné est retrouvé mort, étranglé ou pendu selon le médecin diligenté sur place. Après trois jours d'interrogatoire, les époux avouent avoir détaché leur fils pour camoufler le suicide et le soustraire ainsi au traitement

infligé aux suicidés : être traîné sur une claie, face contre terre, tiré par un cheval à travers la Ville puis jeté aux ordures. Afin d'éviter cette humiliation à sa famille et au défunt, le père avait masqué les marques de double strangulation sur le cou de son fils avec une cravate. Au lieu d'être lavé de tout soupçon, une enquête complémentaire exigée par le Capitoul David de Beau-drigue, sur la foi de rumeurs instantes du voisinage, établit la culpabilité du père au motif que son fils voulait se convertir au catholicisme afin d'assouvir son désir de devenir avocat, profession alors interdite aux protestants. Le 9 mars 1762, le Parlement de Toulouse le condamne « à être rompu vif, à être exposé deux heures sur une roue, après quoi il sera étranglé et jeté sur un bûcher pour y être brûlé ». C'est ainsi que Jean Calas est exécuté place Saint-Georges dès le lendemain, le 10 mars. Le 18 mars, le second fils est banni, la mère, la bonne et l'invité sont acquittés, mais les deux filles Calas sont enfermées dans des couvents et les biens de la famille sont confisqués. Quelque temps plus tard, le hasard voulut que Voltaire rencontrât le second fils lors d'un voyage dans la ville calviniste de Genève où ce dernier avait été contraint de s'exiler à la suite de sa condamnation au bannissement à perpétuité. Cette affaire ayant fait grand bruit jusque dans la Capitale, il s'en entretient avec ce dernier qui le convainc de l'innocence du père. Voltaire plaida sa cause publiquement en publiant en 1673 son *Traité sur la Tolérance*. Grâce à lui, la famille obtient gain de cause auprès du roi Louis XV en personne. Le 4 juin 1764, après deux ans d'instruction, le Conseil du roi casse l'arrêt du Parlement de Toulouse et renvoie l'affaire devant le tribunal des Requêtes. Le 9 mars 1765, celui-ci rétablit la veuve de Jean Calas dans ses droits, et réhabilite la mémoire de son défunt époux. Le roi accorde en outre à la famille une pension de 36 000 livres. Philosophe des Lumières, Voltaire eut alors sa célèbre phrase : « Une victoire de la raison sur le fanatisme ! ». Le Capitoul David de

Beaudrigue à l'origine de cette affaire, qui avait été destitué de ses fonctions dès le 25 février 1765, s'est suicidé peu de temps après...

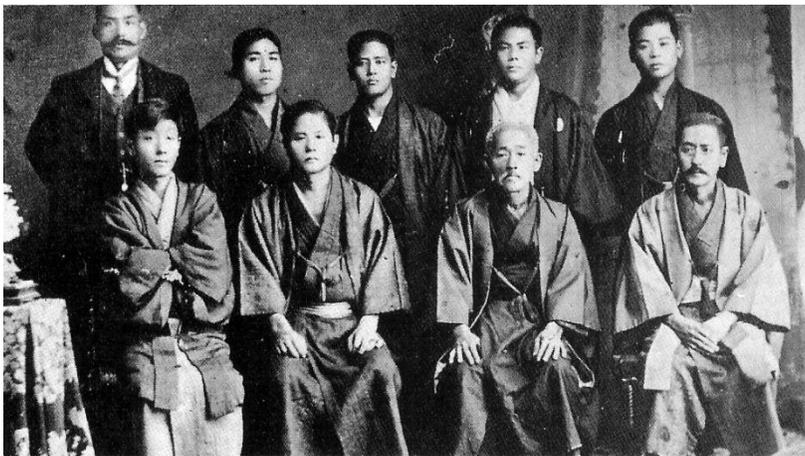
37. La boxe française. Joseph Charlemont est un personnage réel. Il était un des plus célèbres maîtres d'armes français qui enseignait la canne, le bâton et la boxe française (dont il est dit au chapitre XI qu'Ange Césari fut son élève). Grâce à Joseph Charlemont et son fils Charles, cette dernière devient une véritable institution sportive et éducative. À son apogée, en 1900, elle compte 400 000 pratiquants ! Si elle est adoptée par les fameuses *Brigades du Tigre*, chères à Georges Clémenceau, la boxe française est également enseignée à l'armée, dans les lycées ainsi que dans les Sociétés sportives. Les élites de la société, ainsi que des boxeurs réputés, fréquentent l'*Académie de Boxe*, la salle Charlemont située au 24 rue des Martyrs, à Montmartre, pour « en découdre à la loyale ». Mais la Première Guerre mondiale sera fatale à l'expansion de ce sport.



L'*Académie de Boxe* fermera définitivement ses portes en 1944, à la mort de Charles (à droite sur la photo page précédente, illustrant un « fouetté visage » avec le professeur Petit). Charles Charlemont s'était rendu célèbre en remportant, le samedi 28 octobre 1899, à l'âge de trente-sept ans, ce que d'aucuns considèrent alors comme le « combat du siècle » contre le boxeur britannique Jerry Driscoll, de sept ans son cadet, champion d'Angleterre des poids moyens réputé coriace, voire invincible. Car il s'agissait tout autant d'un affrontement entre deux champions professionnels de leur art, que d'une confrontation pour déterminer quelle méthode de boxe était la meilleure. La police interdisant les combats en réunion publique, on organisa une manifestation privée au gymnase de la rue Pergolèse à Paris, accessible sur invitation. Seuls trois cents spectateurs eurent donc la chance d'assister à ce « combat du siècle » en douze reprises de deux minutes, offrant mille livres anglaises de récompense au vainqueur. Driscoll n'avait pas démerité et avait même eu l'avantage en début de rencontre, mais après un violent coup de poing faisant éclater son arcade sourcilière, Charlemont, puisant dans ses réserves, réussit finalement à mettre Driscoll hors de combat sur une « pointe » à l'estomac, un « coup de pied fouetté médian » donné avec la pointe du pied, comme le rapportèrent les journalistes présents – Driscoll dira plus tard à la presse anglaise qu'il s'agissait d'un coup interdit au bas-ventre, donné involontairement par son adversaire. En tout cas, on put lire dans la presse que deux jours plus tard, Charlemont n'avait quasiment aucune trace de ce combat titanique, si ce n'était une légère ecchymose près de la tempe et un « pochon » bleuâtre sous l'œil gauche. Les deux champions n'avaient pas fait l'erreur de sous-estimer leur adversaire. Ils devaient d'ailleurs s'attendre à une joute particulièrement coriace car ils s'étaient préparés un peu de la même façon, puisque chacun s'était exercé à recevoir des coups : afin de diminuer

leur sensibilité à la douleur, Charlemont s'était soumis à un régime de coups de poings au visage par un de ses prévôts, tandis que Driscoll s'était fait labourer de coups de semelle sur le corps et principalement dans les tibias !

38. La boxe chinoise et le karaté. Le Karaté est né à Okinawa, île appartenant à l'archipel chinois des Ryukyu annexé par le Japon en 1879, où il fut présenté pour la première fois en 1906, sous le nom générique d'*Okinawa-Té*, « la main d'Okinawa », à des représentants de l'administration japonaise ainsi qu'à des officiers de la Marine Impériale, avant d'être introduit au Japon dans les années 1914-1915 par Tsuyoshi Chitose, le créateur du style *Shito-Ryu*. Mais c'est une démonstration de Gichin Funakoshi, en 1922 à Tokyo, qui va être décisive pour l'avenir de cet art martial, rebaptisé *Karaté* pour l'occasion afin d'effacer sa généalogie et permettre sa diffusion dans tout le pays, à la fois pour des raisons idéologiques, politiques et commerciales. La réalité est évidemment un peu plus complexe, mais il ne s'agit ici que d'une synthèse des plus succinctes qui ne prétend pas traiter le sujet de manière exhaustive. Dans le roman, on apprend au chapitre XI que le personnage fictif Ange Césari a



été initié au *Naha-té* par Kanryo Higaonna. Ce dernier a réellement existé : sur la photo de la page précédente (prise en 1914, un an avant son décès), il est assis au premier rang, deuxième en partant de la droite. En réalité, Higaonna partit en 1877 – et non en 1879 comme énoncé dans le roman – pour étudier le Kempo en Chine pendant quinze ans. À son retour, il sera le maître de Chojun Miyagi (debout au milieu du second rang), le fondateur du style *Goju-ryu*. À l'origine, le *Naha-té*, est un art martial chinois pratiqué dans la ville portuaire de Naha, sur l'île d'Okinawa, qui puise ses racines dans l'enseignement de l'école *Shaolin* du Sud, créée à l'époque des T'ang (618-907) – tout comme le *Shuri-té*, réservé aux élites et pratiqué dans la ville voisine de Shuri, ancienne capitale de l'île. D'ailleurs, l'ancêtre de l'*Okinawa-té* est le *To-dé*, qui signifie « main des T'ang » en dialecte okinawaïen. Si des styles chinois sont assez répandus à Okinawa dès le XV^e siècle, c'est au cours du XIX^e siècle que sont codifiés le *Naha-té* et le *Shuri-té*, dont les différentes écoles sont regroupées sous les appellations respectives *Shorei-ryu* et *Shorin-ryu*... signifiant toutes les deux « Shaolin » en dialectes okinawaïens. Ces deux mouvances sont à l'origine des principaux styles okinawaïens emblématiques créés au début du XX^e siècle, le *Shorei-ryu* évoluant en *Goju-ryu*, et le *Shorin-ryu* en *Shito-ryu*, *Ueschi-ryu* ou encore *Shotokan-ryu*. Tous ces styles de combat furent d'abord présentés au Japon sous le nom générique d'*Okinawa-Té*, puis de *Karaté-jitsu* – littéralement « l'art de la main de Cathay », c'est-à-dire « l'art de la main de Chine ». Cette version du karaté demeura longtemps méconnue, voire inconnue du grand public qui n'eut droit qu'à une version édulcorée de cet art martial, codifié et transformé par Gichin Funakoshi, sous l'appellation *karaté-do*, qu'il traduisit alors par « la voie de la main vide », s'inspirant ainsi du travail pédagogique que Jigoro Kano avait réalisé pour le *judo* issu du *ju-jitsu*. Cette suppression définitive de la filiation chinoise et

okinawaïenne, ajoutée à un enseignement public de techniques ancestrales habituellement transmises confidentiellement de maître à disciple, fut considérée comme un tel scandale par les maîtres d'Okinawa, qu'elle valut à Funakoshi des menaces de mort. Ironie du sort, ce sont bien souvent ces mêmes détracteurs qui, quelques années plus tard, devant le désintérêt croissant des jeunes japonais pour les arts traditionnels en général, et les arts martiaux en particulier – avec leur long et difficile apprentissage –, transformèrent leurs styles en « karaté-sport de combat » pour des motifs purement commerciaux et économiques ! Mais au-delà de ces motivations prosaïques, l'autre raison du changement de traduction de « main de Chine » en « main vide » s'explique aussi du fait des guerres sino-japonaises et des conflits récurrents entre ces deux pays depuis de nombreuses années ; toute référence à la Chine devait donc être supprimée du vocabulaire. Il faut savoir qu'en japonais, chaque idéogramme peut être prononcé d'au moins deux façons différentes, avec la même signification. Mais, à chaque fois, l'une des prononciations n'a qu'un seul sens et ne peut être écrite que d'une seule manière, tandis que l'autre peut avoir plusieurs sens différents, et de ce fait, pourra, après, être réécrit autrement. Les Japonais ont très souvent utilisé cette particularité de leur langue pour modifier à leur profit des textes historiques ou autres. Longtemps, les occidentaux américains et européens n'ont découvert le karaté qu'au travers du style *Shotokan* créé par Gichin Funakoshi (*Shoto* était le surnom du maître ; *kan* signifie « maison ») dont les élèves et héritiers fondèrent, en 1949, la *Japan Karate Association* – qui fut officiellement reconnue en 1957 par le ministère de l'Éducation japonais, peu avant la mort de Funakoshi, avec pour mission d'essaimer dans le monde entier afin de contribuer au rayonnement du pays après sa défaite lors de la Seconde Guerre mondiale. Le Japon envoya donc à travers le monde de nombreux experts, qui la plupart du

temps n'en avaient que le nom, contribuant à donner une vision faussée et parcellaire de cet art martial ancestral, le réduisant au rang de sport de combat. Dans leur aveuglement et leur ignorance, les occidentaux avaient été mystifiés et ne s'en étaient pas rendu compte : on leur avait en quelque sorte vendu du saké frelaté en le faisant passer pour un breuvage « grande réserve » ! On conviendra que le Japon est passé maître dans l'art de la mystification, comme en témoigne « l'imagerie d'Épinal » des *samourais* et de leur soi-disant code d'honneur, le *Bushido*, littéralement « la voie du guerrier », qui ne fut en réalité écrit par Inazo Nitobé qu'en 1899 et publié en 1900 à l'intention du Japon et du monde occidental, puisqu'également rédigé par l'auteur en langue anglaise dans un élan d'idéologie nationaliste. Mais à y regarder de plus près, chaque pays réécrit son Histoire à l'aune de ses propres intérêts et dans une logique d'unité nationale avant de la servir au reste du monde. Ainsi les Américains et leur légendaire *Far West*, avec son Buffalo Bill et ses cowboys magnifiés, et ses mémorables duels qui n'ont jamais existé ailleurs que dans les spectacles de William Cody et les films d'Hollywood. Qu'on se rassure, la France n'est pas en reste non plus qui diffusa sa propre légende au travers de l'enseignement obligatoire cher à Jules Ferry, depuis « nos ancêtres les Gaulois » jusqu'à la Révolution française et la naissance de la République, en passant par Roland de Roncevaux et Jeanne d'Arc...

39. Les relations franco-japonaises à la fin du XIX^e siècle.

Au chapitre XI, Ange Césari (personnage fictif) s'est engagé dans la marine française et se retrouve en mission au Japon en 1878 et 1879 – d'abord à Yokohama, puis à Okinawa qui vient d'être annexée par le Japon –, dans le cadre de la coopération entre les deux pays. Les informations qui suivent tendent à montrer que ce fait, bien qu'inventé, est néanmoins tout à fait

plausible. Les relations entre la France et le Japon au XIX^e siècle coïncident avec son ouverture au monde occidental, après deux siècles d'isolationnisme, et la politique expansionniste de la France en Asie, dans un contexte général qui voit les puissances occidentales rivaliser entre elles afin de s'appropriier des marchés pour leurs produits industriels. Il est à cet égard intéressant d'observer comment tant la France que la Grande-Bretagne, l'Allemagne ou les États-Unis, ont militarisé le Japon sans s'inquiéter des conséquences à long terme de leurs politiques. Nos deux pays deviennent des partenaires importants à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle dans les domaines militaires, économiques, juridiques et artistiques. Le shogun Tokugawa modernise son armée grâce à l'aide des missions militaires françaises, et le Japon s'adosse plus tard à la France pour plusieurs aspects de sa modernisation, en particulier le développement d'une industrie de construction navale durant les premières années de la marine impériale japonaise. Dans la chronologie historique, les premiers contacts se font avec le royaume Ryukyu où une expédition navale française arrive à Okinawa dès 1844. Début 1855, un croiseur français arrive à Shimoda sur l'île de Hondo (actuelle Honshu). En 1864, afin de faire face au mécontentement qui s'élève dans les régions du sud du pays, les navires étrangers étant la cible de tirs d'armes à feu en violation des traités, la France est autorisée à participer à des interventions navales alliées – avec les Britanniques, néerlandais et américains. La France joue un rôle central dans la modernisation militaire de l'armée du Japon. Très vite, les relations entre les deux pays se développent à un rythme soutenu pour organiser des missions militaires françaises au Japon et pour établir ses premières usines industrielles. En 1867, la première mission militaire française arrive à Yokohama, avec le capitaine Jules Brunet dans ses rangs, qui formera un total de 10 000 hommes. Un an plus tard, une guerre civile éclate entre le

shogunat et les forces pro-impériales. Alors que les puissances étrangères conviennent d'adopter une position neutre pendant cette guerre de Boshin, une grande partie de la mission française démissionne et rejoint les forces qu'elle a formées pour le shogun Tokugawa dans son conflit contre les forces impériales. Jules Brunet devient le chef de file de l'effort militaire du shogunat, réorganise ses moyens défensifs et l'accompagne à Hokkaido... jusqu'à la défaite finale. D'autres officiers français, tel Eugène Collache de la marine française, ont même combattu aux côtés du shogun en tenue de samouraï ! Ce sont ces événements qui ont inspiré le film *Le dernier samouraï*, réalisé par Edward Zwick en 2003, avec Tom Cruise qui y jouait un officier... américain ! En dépit de son soutien au shogunat et de sa défaite, la France continue de jouer un rôle clé dans l'introduction des technologies modernes au Japon, même après la restauration de Meiji de 1868, s'étendant au-delà du développement économique ou du domaine militaire. La France bénéficie de plus d'une excellente réputation pour la qualité de son système juridique qui sert d'exemple pour établir le code juridique du pays. De 1872 à 1880, une deuxième mission militaire française est invitée au Japon, avec pour objectif l'organisation de l'armée et l'établissement d'un système d'enseignement militaire. Émile Bertin, le principal ingénieur de la marine française est également invité au Japon pour quatre ans, de 1886 à 1890, afin de renforcer la marine impériale japonaise. Pour la première fois, avec l'aide française, les Japonais parviennent à construire une flotte complète. Néanmoins, la fin du XIX^e siècle, marquée par le conservatisme et le nationalisme au Japon, voit un certain déclin de l'influence française au profit du modèle allemand jugé plus proche de leurs idéaux.

40. L'Asile de Braqueville. L'*Asile de Braqueville* est aujourd'hui plus connu des Toulousains sous le nom d'*Hôpital*

Marchant. C'est en 1937, en l'honneur de Gérard Marchant, son fondateur, au moment où les asiles deviennent des hôpitaux psychiatriques, que l'établissement est ainsi baptisé. Débuté en 1852 au sud de Toulouse, dans le cadre rural du lieu-dit *Braqueville*, le chantier de l'asile est d'une rare ampleur. La main-d'œuvre est abondante, et de futurs pensionnaires sont même mis à contribution pour certaines tâches. Les travaux ne s'achèvent qu'en 1864, soit douze ans après leur commencement. Cependant, Marchant, nommé médecin-directeur dès le démarrage du projet, souhaite bénéficier au plus vite du confort offert par ce nouvel espace, créé dans un but thérapeutique et destiné à accueillir des malades susceptibles de guérir. C'est ainsi qu'il investit le site avec 260 aliénés dès le 1^{er} juillet 1858, alors que les travaux ne sont pas encore terminés. Véritable modèle du genre pour l'époque, à la fois rationnel et esthétique, l'*Asile de Braqueville* reçut le deuxième prix, pour l'architecte Jean-Jacques Esquié et son chef-d'œuvre, à l'Exposition universelle de Paris de 1867. Archéologue et membre de l'*Académie des sciences*, Esquié, élève d'Urbain Vitry, le grand urbaniste toulousain, collabora également avec Viollet-le-Duc lors de la restauration de la basilique Saint-Sernin au titre d'inspecteur des travaux. Dès 1844, à sa sortie de l'école des Beaux-Arts, il est nommé architecte-adjoint de la Ville de Toulouse avant de cumuler, à partir de 1849, les deux charges capitales d'architecte départemental de la Haute-Garonne et du diocèse de Toulouse. On lui doit aussi la *Prison Saint-Michel* et le seul plan connu de ce qui dut être le théâtre antique de Toulouse, dont les vestiges furent découverts à l'occasion des travaux relatifs à la percée du premier tronçon de la rue de Metz, du Pont-Neuf à l'actuelle place Esquirol. Gérard Marchant, quant à lui, connaîtra malheureusement le sort tragique énoncé dans le chapitre XIV, puisqu'il fut réellement assassiné par un pensionnaire. Ce dernier, un ancien militaire, déchargea son revolver sur lui,

l'atteignant notamment à la tête. Deux jours plus tard, le 21 juin 1881, Marchant succombera à ses blessures. Le docteur Adrien Bouteille lui succède jusqu'à fin 1892, date à laquelle il est limogé et remplacé quelques mois plus tard, en 93, par son confrère Max Dubuisson. C'est lui qui accueille Frédéric lors de sa visite. Toutes les précisions concernant *Braqueville* qu'il donne à Frédéric sont exactes – y compris les données chiffrées.

41. Paul Voivenel. Né en 1880 (1879 dans le roman), Paul Voivenel est un personnage réel et les aspects biographiques le concernant évoqués dans le roman sont avérés. Même s'il ne fut jamais l'ami de Frédéric, il s'inscrit bien à la Faculté des Sciences de Toulouse en 1898 pour y faire « sa médecine ». Vouant une grande admiration à son oncle maternel (et non *paternel* comme écrit au début du chapitre XXXIV), médecin spécialisé dans les affections mentales et écrivain à ses heures perdues, ce dernier lui servira de modèle, lui donnant envie de se lancer dans une carrière médicale et littéraire. Il interrompt ses études en 1901 pour cause de service militaire puis se marie en 1903, alors qu'il n'est encore qu'en troisième année. Heureusement, sa jeune épouse, Marie-Louise Teulière – qui est également un personnage réel – travaille comme couturière dans une maison de mode et subvient en partie aux besoins du jeune ménage. La même année, il réussit le concours de l'externat de Médecine, ce qui lui permet de commencer à être payé en exerçant le matin à l'*Hôtel-Dieu*, tout en poursuivant l'après-midi avec les travaux pratiques à la faculté et le soir avec les cours particuliers. Élève brillant il reçoit, toujours la même année, une avalanche de prix richement dotés. Dès l'année suivante, il réussira le concours d'internat et choisira d'exercer à l'hôpital de *La Grave*, notamment dans le pavillon des « idiots et épileptiques ». Chose rare, il présente en 1908 sa thèse dans le grand amphithéâtre des Facultés : un pavé de 560 pages écrit en

seulement trois mois intitulé *Littérature et folie...* qui obtiendra la médaille d'or ! Dans le troisième chapitre de sa thèse, Voivenel postule : *une des clés de l'inspiration littéraire semble être une affectivité exacerbée dont l'écrivain se sert pour créer. En ce sens, tout écrivain doit être considéré comme un original, voire un anormal, un déséquilibré.* Alors que la chirurgie semble être sa vocation première, il s'oriente finalement vers la neuropsychiatrie, persuadé d'être atteint de troubles oculaires. Sans doute sa propre expérience de troubles anxieux et phobiques expliquent-ils son attrait pour les maladies mentales... Ses troubles du caractère l'amèneront à se fâcher avec le milieu hospitalier et universitaire, et le conduiront à se diriger, dès 1909, vers la médecine libérale. Durant la Première Guerre mondiale (cette photo, prise en 1917, le montre en uniforme devant une hutte en rondin dans la Meuse), il est médecin sur le front et devient spécialiste des gaz de combat. Il sera le premier à décrire le syndrome de « peur morbide » chez les combattants. S'opposant virulemment aux thèses de Freud, il ouvrira à Toulouse, au 18 rue de la Dalbade, son cabinet de médecin généraliste à orientation neuropsychiatrique où il exercera jusqu'en 1963, année de sa cessation d'activité... et de son 83^{ème} anniversaire ! Deux ans plus tard, il

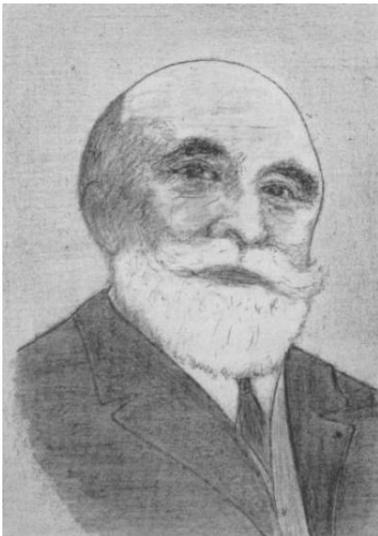


sera fait Grand officier de la Légion d'honneur. Par ailleurs passionné de rugby, il sera l'un des premiers dirigeants du *Stade Toulousain* créé en 1907 – né de la fusion des deux clubs toulousains *SOET* et *Véto-Sport* (lui-même issu en 1905 de la fusion de l'*USEVT* et du *Sport Athlétique Toulousain*). Président du Comité des Pyrénées dès 1909, il est aussi chroniqueur attitré des matches de rugby pour *La Dépêche* et *Midi Olympique* (ainsi qu'à la radio dès les années 1930 et pendant plus de trente ans). À partir de 1939, il aura même son émission hebdomadaire sur *Radio-Toulouse*, intitulée *À bâtons rompus*. Homme entier et sans concession, avec sa voix rocailleuse et ses paroles qui dérangent – très loin du politiquement correct du XXI^e siècle –, il sera adulé ou détesté. Conférencier au talent reconnu et auteur prolifique d'une cinquantaine d'ouvrages sur les thèmes dominants de la psychopathologie littéraire et la psychosociologie, il s'éteint en 1975 sans descendance, à l'âge de 94 ans. C'est à son initiative et à sa ténacité que l'on doit le « monument aux sportifs morts *Héraklès Archer* », édifié à la mémoire des sportifs toulousains tombés au combat lors de la Première Guerre mondiale, situé sur l'allée de Barcelone dans le quartier des Amidonniers, à proximité du canal de Brienne. Ce monument est également dédié au rugbyman toulousain Alfred Mayssonnié, stratège du *Stade Toulousain* qui fut champion de France en 1912 pour la première fois de son histoire, au terme d'une saison durant laquelle le club, invaincu, fut surnommé la « Vierge Rouge ». Bien que sa biographie ne le signale pas, j'en suis arrivé à la conclusion que Paul Voivenel appartenait peut-être à l'Ordre de Malte. Car son cabinet était situé dans la même rue et à moins de cent mètres de l'Hôtel des Chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, ceux-là mêmes qui, les premiers, occupèrent Capoulet, son village adoptif (dont il sera élu maire en 1935), où ils édifièrent une commanderie en 1064, et dont l'église est dédiée à saint Pantaléon, le protecteur de la chapelle des

Hospitaliers. Des éléments complémentaires à sa biographie se trouvent à la fin du roman dans *Ce qu'ils sont devenus*.

42. Louis Latapie. Louis Latapie est un personnage réel, né à Toulouse en 1861. Si ce n'est pas lui qui a révélé l'*affaire des fiches* mais le député Jean Guyot de Villeneuve, il ne lui en a pas moins consacré un ouvrage intitulé *La Légion d'Honneur contre la Délation* paru en novembre 1905. Journaliste au quotidien *Sud-Ouest* au début des années 1890, il en devient rédacteur en chef quand celui-ci est racheté en 1895 par Eugène Res-séguier – propriétaire et président des verreries de Carmaux –, qui le rebaptisera *Le Télégramme*. Organe local des républicains modérés ou « opportunistes », c'est alors l'un des trois principaux journaux de la place toulousaine avec *La Dépêche* et *L'Express du Midi*. Louis Latapie occupera ce poste jusque vers 1901, avant de céder aux sirènes de la Capitale où il rejoint les équipes éditoriales des journaux *La République Française* (fondé par Gambetta) et *La Liberté* (d'orientation catholique). Il était réellement l'ami de Georges Labit. Anciens camarades du *Lycée de Toulouse* (aujourd'hui *Lycée Fermat*), ils ont vraiment voyagé ensemble en Europe et dans le bassin méditerranéen – lorsque Louis Latapie était correspondant en Allemagne pour l'*Agence Havas* –, notamment à Alger et Tunis en 1887, ou encore Londres en 1888. Toutefois, que ses descendants veuillent bien me pardonner, les actions et propos qui lui sont prêtés dans ce roman sont totalement fictifs. Néanmoins, un magnifique buste de Marianne trônait effectivement dans le hall du *Télégramme*... dont le modèle n'était autre que son épouse Louise, réputée l'une des trois plus belles et plus célèbres femmes de Toulouse ! Œuvre du sculpteur Jules Dalou, ce dernier le réutilisera sur la place de la Nation à Paris, dans son monumental *Triomphe de la République*. Concevant le journalisme comme un combat, Louis Latapie bataillait sans merci dans ses

chroniques contre ses confrères, s'en prenant régulièrement à *La Dépêche* et polémiqueant contre Jean-Jaurès, sa « bête noire ». Troquant la plume pour l'épée ou le pistolet, il se battit trois fois en duel ! Après sa « montée » à Paris, il conserva sa verve, son franc-parler et son anticonformisme, qui lui valurent vite une solide renommée, se hissant au niveau des meilleurs éditorialistes. Son premier ouvrage *Sommes-nous prêts* (1905) fit grand bruit. Latapie, qui connaissait bien la puissance de feu de l'armée allemande, y recommandait déjà la construction d'une ligne fortifiée ! Il secoua une seconde fois l'opinion publique en 1915 alors qu'il enquêtait en Italie. Au lendemain de sa rencontre avec Benoît XV au Vatican, transformant l'audience en interview, il fit paraître sur une page entière un « J'accuse » retentissant dans lequel il dénonçait les sentiments anti-français et germanophiles du Souverain Pontife. La presse mondiale se fit l'écho de ses révélations. On apprendra par la suite que son fils aîné venait d'être tué et que ses deux autres fils combattaient toujours en première ligne... Après la guerre, il poursuivit ses débordantes activités journalistiques. Capable



d'écrire 14 éditoriaux en une seule journée, il disait lui-même qu'il avait noirci plus de papier que Balzac ! Il fut élu président de l'*Association professionnelle de la Presse républicaine* et nommé chevalier de la Légion d'honneur (le portrait de la page précédente a été réalisé par le peintre Pierre Abadie vers 1920). La fin de sa vie fut égayée par le succès de son roman semi-autobiographique *Mataran de Toulouse ou les*

aventures de quatre Toulousains autour du Monde (1928), et par la réussite de son fils Louis, artiste peintre reconnu. Mais l'horizon s'assombrit de nouveau en 1940, lorsqu'il dut se replier à Nice, dans la clandestinité, pour fuir les services secrets allemands qui avaient la mémoire longue (à la fin des années 80, il avait été expulsé d'Allemagne sur ordre du Kaiser qui le jugeait encombrant et le soupçonnait d'espionnage) ; Louise, son épouse, n'y survécut pas. L'année suivante, Louis Latapie s'éteignit à son tour, tandis qu'il était à sa table de travail, en regardant le soleil décliner sur la mer : il avait 80 ans.

43. Le curé de Saint-Sernin. L'abbé Maurice Albouy (1829-1908) est également un personnage réel. Ordonné prêtre en 1852, il est d'abord vicaire à la cathédrale Saint-Étienne, puis curé de Roques-sur-Garonne en 1858. Il est surnommé « Le Basilic Majeur » en raison de sa puissante influence au sein de l'archevêché de Toulouse et de son habileté à exercer un pouvoir sans partage. En 1866, il crée l'hebdomadaire *La Semaine Catholique de Toulouse* – organe officieux de l'archevêché – qui paraît tous les dimanches. Il sera curé de la basilique Saint-Sernin de 1877 à 1901, avant d'être élevé en 1905 aux dignités de Prélat de Sa Sainteté, puis de Protonotaire apostolique.

44. Mercedes Riba. Si Maria est un personnage fictif, sa mère est quant à elle un personnage semi-fictif. Car Mercedes Riba est le nom de jeune fille de ma grand-mère paternelle. Née à Barcelone en 1901, elle était venue en France en 1929 avec son mari et ses deux premiers enfants. Jusqu'à son décès survenu en 1963, c'est elle qui habitait au 1 avenue Frizac, dans l'appartement au demi-sous-sol décrit dans le roman où loge Frédéric. Elle y avait aménagé en 1941 avec son mari Domingo – décédé cinq ans plus tard – et ses six enfants, dont mon père.

45. Maître Armengaud. Isidore Armengaud, avoué et propriétaire de l'immeuble de l'avenue Frizac, est un personnage semi-fictif... car Armengaud était bien le nom de l'avoué de la famille Labit. Ami d'Antoine Labit, c'est lui qui avait notamment rédigé la mise sous tutelle de Georges.

46. Les trois heures en vigueur dans les gares en 1900. Comme expliqué par Frédéric au chapitre XVI, avant la loi du 14 mars 1891 les chemins de fer étaient réglés en France non pas sur les heures locales de la vie de tout un chacun, ni sur « l'heure de la gare » – heure de Paris généralisée –, mais sur le méridien situé à 5 minutes de retard de temps, soit 1°15' de longitude ouest de Paris, le méridien de Rouen. Pour une localité donnée, le départ d'un même train se faisait donc à trois heures nominales différentes. Cette particularité, qui fut conservée malgré la généralisation de l'heure de Paris à tout le pays, fut supprimée par la loi du 11 mars 1911.

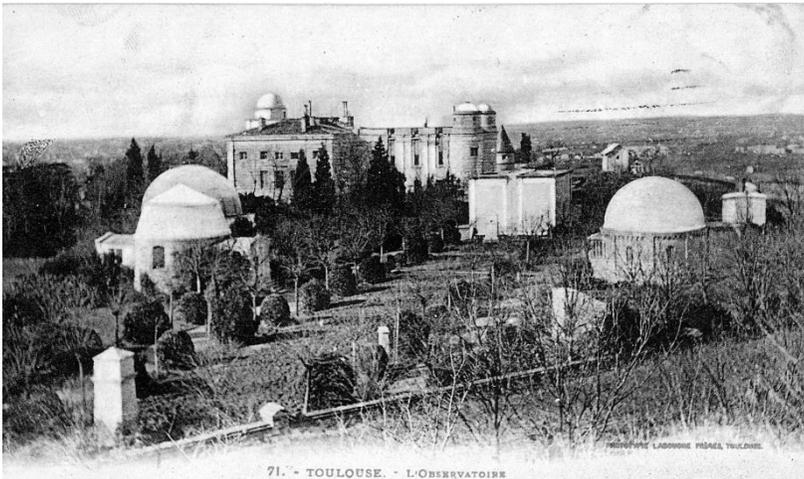
47. Pourquoi Brahms est-il évoqué au chapitre XVIII. Concernant la *symphonie n°3* de Brahms évoquée par Lucie dans le chapitre XVIII, les puristes voudront bien me pardonner l'anachronisme. Si elle fut composée par Johannes Brahms au cours de l'été 1883 et créée à Vienne par l'orchestre philharmonique le 2 décembre suivant sous la direction de Hans Richter, sa première gravure date seulement de 1928 – sous la direction de Léopold Stokowski. Lucie n'a donc pas pu faire l'amour dessus comme elle le dit, pas plus que Frédéric ne pouvait la passer sur son phonographe en novembre 1900 comme je l'ai écrit à la fin du chapitre XXXVI. Je n'ai évidemment pas choisi cette œuvre au hasard alors que le chapitre aborde les thèmes de l'homosexualité et de la bisexualité. Car l'adaptation du thème du troisième mouvement *poco allegretto* de cette symphonie constitue la musique du film *Aimez-vous Brahms...*, d'Anatole Litvak

(1961), tiré du roman éponyme de Françoise Sagan, laquelle assumait au grand jour sa bisexualité... tout comme l'interprète principal, Anthony Perkins (1932-1992), qui y incarnait le jeune amant d'Ingrid Bergman ! Pour l'anecdote, ce célèbre thème musical a également été repris dans la chanson *Baby Alone in Babylone* de Serge Gainsbourg, par Yves Montand pour *Quand tu dors près de moi*, par Frank Sinatra pour *Take My Love*, et même par Carlos Santana dans la chanson *Love of my life* sur l'album *Supernatural*. Il a aussi été utilisé dans la bande originale du jeu vidéo *Civilization IV*.

48. Le jeune chien d'Albi. Au chapitre XVI, Frédéric et Lucie assistent, amusés, aux facéties d'une jeune chien alors qu'ils flânent à Albi dans le Jardin National. Cette scène a été pour moi l'occasion de rendre un hommage au compagnon de jeu que mes parents m'avaient offert pour mes 10 ans : un ratier court sur pattes blanc avec des taches noires et un tout petit bout de queue. Mon père l'avait appelé *Rip* en souvenir de son propre chien. C'est son père qui l'avait baptisé ainsi en clin d'œil à l'opérette de Robert Planquette (1882). Car mon grand-père était chanteur lyrique et avait tenté de faire une carrière de ténor. Malheureusement, s'il s'est produit à plusieurs reprises sur la scène du Théâtre du Capitole, il n'a jamais réussi à percer.

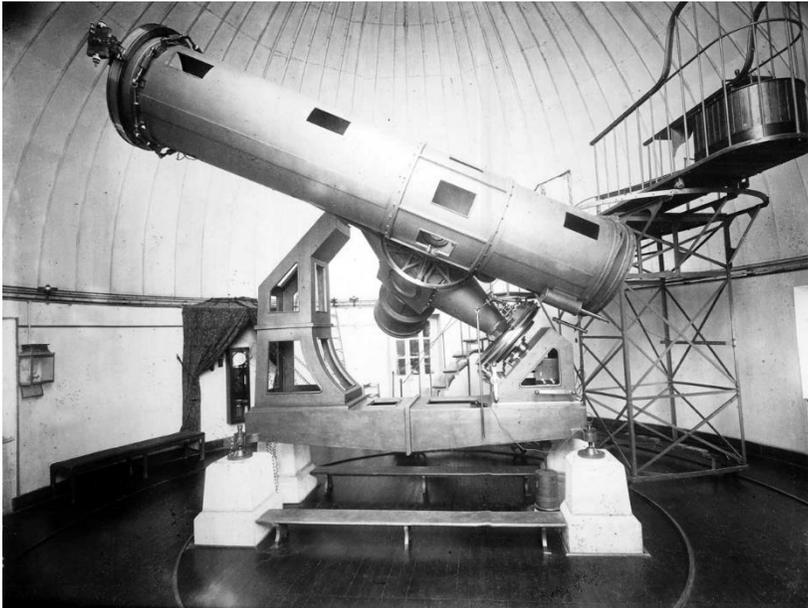
49. L'Observatoire. L'Observatoire de Toulouse, sur la colline de Jolimont, existe encore. Le site et le décor sont dignes d'un roman de Jules Verne. Construit en 1841, il était à l'époque un outil astronomique à la pointe de la science. En 1983, les astronomes lui préférèrent l'Observatoire du Pic du Midi, dont la première coupole fut construite de 1906 à 1907 sur décision de Benjamin Baillaud, directeur de l'Observatoire de Toulouse de 1878 à 1908 (date du portrait page suivante) avant qu'il ne prenne la direction de l'Observatoire de Paris. Délaissé, le

prestigieux édifice accueille dès lors l'*Académie Nationale de l'Air et de l'Espace*, fondée par Dominique Baudis, ancien journaliste et maire emblématique de Toulouse, et André Turcat, célèbre pilote d'essai du mythique Concorde. Dans le parc, l'observation se fait toujours grâce aux amateurs passionnés de la *Société d'Astronomie Populaire*. Pourquoi j'ai choisi l'observation de Jupiter ? D'abord en clin d'œil à mon patronyme dont la consonance évoque la planète jovienne (du latin *jovem*). Ensuite parce que la nuit du 26 au 27 mai 1900, Jupiter était bien en opposition par rapport au soleil dans la constellation du Scorpion. Cette date est également celle de l'anniversaire de Lucie... une pure et heureuse coïncidence car j'avais créé les biographies des personnages avant même de commencer l'écriture du roman ! D'ailleurs, ce roman tout en-



tier est articulé autour de nombreuses coïncidences qui se sont révélées au fur et à mesure que je progressais dans la phase

préliminaire de recherches, faisant souvent se rencontrer mon imagination avec la réalité, et me confortant ainsi dans mon projet d'écriture. C'est ainsi que le lendemain de l'anniversaire de Lucie, c'est-à-dire le 28 mai 1900, il se produisit réellement une éclipse totale de soleil parfaitement visible à Toulouse. L'Ob-



servatoire de la Ville était même le mieux placé du pays, à la fois pour son positionnement géographique et pour sa météo favorable, pour observer ce phénomène rarissime. Sous notre latitude, le soleil fut masqué à 86% seulement – il restait un fin croissant de lumière visible sur le haut du disque solaire –, et c'est en Espagne, à Elche, au sud d'Alicante, que l'on put observer notre étoile totalement masquée par la lune (à 99% pour être précis). La photo ci-dessus montre le Grand Télescope.

50. *Les dames de la carte du ciel.* *Les dames de la carte du ciel* ont bel et bien existé et travaillaient à l'Observatoire de Toulouse, mais pas seulement. La dénomination officielle de leur

fonction était « calculatrice ». Titulaires à minima du Certificat d'Études et formées aux calculs de positions d'étoiles, elles étaient huit à Toulouse en 1900 (comme on peut le voir sur cette photo). Elles étaient chargées de comptabiliser et d'enregistrer



le positionnement des étoiles photographiées dans le cadre du programme international de cartographie du ciel, démarré en 1887 à l'initiative de l'Observatoire de Paris et impliquant seize pays et dix-huit grands observatoires du monde entier. Pour l'Observatoire de Toulouse, le travail a démarré en 1891 pour s'achever en 1931, soit une durée de quarante ans, avec un total de plus de 20 000 étoiles de référence répertoriées, représentant 1080 plaques photographiques. En réalité, le projet, qui prévoyait de prendre 22 000 clichés n'arrivera jamais à son terme, bien qu'un catalogue fût publié en 1958. Initialement prévu pour durer dix ou quinze ans, le projet a parfois mobilisé certains observatoires pendant près de soixante ans ! Celui-ci permit fort heureusement la découverte d'un nombre conséquent d'étoiles doubles et d'étoiles possédant un mouvement propre important, mais ces résultats peuvent sembler modestes en

regard du temps qui lui a été consacré. Le laborieux travail effectué alors par les calculatrices se trouve désormais réalisé par des ordinateurs. En 1993, La mission d'Hipparcos, consistant à recenser 2,5 millions d'étoiles, n'a cependant pas rendu le projet « carte du ciel » de 1887 complètement obsolète : outre son intérêt patrimonial, il a montré également son intérêt scientifique en permettant de comparer l'état du ciel et de mesurer le déplacement des étoiles à un siècle d'écart.

51. La course automobile Paris-Toulouse-Paris. Lors des Jeux olympiques de 1900 qui se déroulèrent à Paris, en lien avec l'Exposition universelle, la course automobile faisait bien partie des sports de démonstration avec 14 épreuves. Il y eut notamment une course Paris-Toulouse-Paris, du 25 au 28 juillet, organisée par l'*Automobile Club de France*. Partis le 25 juillet de l'enceinte de l'Exposition à Vincennes pour se rendre à Lieusaint, au sud-est de Paris – comme précisé au chapitre XXXI, le départ n'a pu s'effectuer depuis Montgeron comme prévu à cause d'une histoire de passage à niveau fermé toute la nuit par la *Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée* –, les concurrents sont arrivés le soir même à Toulouse au terme d'une seule étape via Montargis, Gien, Bourges, Châteauroux, Limoges, Périgueux, Bergerac et Agen (ici encore, comme pour Lucie, cette date du 25 juillet, qui correspond à l'anniversaire de Frédéric, est une coïncidence de plus, totalement fortuite puisque j'avais décidé dès le départ de lui attribuer ce jour de naissance qui n'est autre que le mien !). Après une journée de repos, ils sont repartis le 27 juillet pour Limoges où se terminait la deuxième étape. Ils ont ensuite accompli la troisième et dernière étape pour rejoindre Montgeron le 28 juillet. Sur 53 partants, 18 sont arrivés au but après un parcours de 1 467 kilomètres – 8 voitures, 3 voiturettes et 7 motocycles – et reviendront à Vincennes où leurs engins resteront exposés durant cinq jours ; les autres ont

été arrêtés par des pannes de natures diverses, mais surtout par de multiples crevaisons pneumatiques. Du reste, peu d'accidents se sont produits et il n'y eut à déplorer que deux blessés : un motocycliste et un « voituriste », respectivement à la tête et à la poitrine. L'épreuve fut remportée par Alfred Velghe, dit « Levegh », dans la catégorie « voiture » – plus de 400 kg – sur une *Mors*, en 20 heures et 50 minutes à la moyenne de 72 km/h, ainsi que par Louis Renault dans la catégorie « voiturette », sur une *Renault*, en 34 heures et 33 minutes à la moyenne de 43 km/h.

52. Louis Renault. Tout ce qui est écrit dans le roman concernant Louis Renault est rigoureusement exact... même s'il est fort peu probable que Clément Ader lui ait jamais demandé de porter un colis urgent jusqu'à Toulouse !

53. Les Jeux olympiques. Les Jeux olympiques de 1900, les deuxièmes de l'ère moderne après ceux d'Athènes en 1896, se sont réellement tenus à Paris en 1900, du 14 mai au 28 octobre. Ces Jeux, qui n'ont donné lieu à aucune cérémonie d'ouverture ou de fermeture, se déroulent dans le cadre de l'organisation des « Concours Internationaux d'exercices physiques et de sports » de l'Exposition universelle de Paris 1900. En réalité, c'est une multitude de compétitions impliquant 71 230 « athlètes » – dont 1 960 étrangers – qui se tiennent sous l'autorité des organisateurs de l'Exposition. Certaines d'entre elles sont scolaires, d'autres purement franco-françaises ou mettent au programme des disciplines assez inattendues comme la pêche ou le tir au canon ! Effectuer un tri cohérent parmi cet ensemble hétérogène relève du défi. Beaucoup d'auteurs se sont penchés sur la question, mais la fourchette de leurs estimations qui va de 1 000 à 60 000 participants montre bien la difficulté de la tâche. Selon les travaux du CIO, 997 athlètes de 24 nations se sont

officiellement affrontés au travers de 19 sports et 85 épreuves. Parmi ces athlètes, on recense seulement 22 femmes, principalement pour les épreuves de tennis, escrime et golf. D'autre part, de profondes divisions existent entre le comité d'organisation de l'Exposition et le baron Pierre de Coubertin. Ce dernier juge le programme olympique « mesquin et indigne de la Nation ». De plus, l'idée de Jeux olympiques est, à l'époque, étrangère au public comme au monde sportif. D'ailleurs, ni les affiches, ni le programme, ni les médailles de l'Exposition ne présentent les Concours internationaux comme olympiques. Les Concours internationaux se sont si peu souciés de leur adoubement olympique que de nombreux athlètes, à la fin de leur vie, ne surent jamais qu'ils avaient participé à des olympiades ! Dans ses *Mémoires Olympiques*, Pierre de Coubertin écrira : « S'il y avait un endroit au monde où l'on se montrait indifférent aux Jeux olympiques, c'était avant tout Paris. » Avec la volonté de développer l'Est parisien, les concours sportifs de l'Exposition se sont essentiellement disputés au bois de Vincennes, desservi par la première ligne de métro parisien et des lignes de tramway électriques installées pour l'occasion. Le tournoi de rugby, qui regroupe trois équipes, se déroule au vélodrome de Vincennes – aujourd'hui Vélodrome Jacques-Anquetil – construit pour ces Jeux. Quelque 6 000 spectateurs assistent au match entre la Grande-Bretagne et la France, laquelle remporte le premier de ses quatre titres olympiques en sport collectif. D'origine haïtienne, Constantin Henriquez, qui fait partie de l'équipe française au poste de trois-quarts centre, est ainsi le premier athlète noir à participer aux Jeux et sacré champion olympique.

54. L'Exposition universelle. Après celles de 1855, 1867, 1878 et 1889, l'Exposition universelle de 1900 organisée à Paris est également un événement réel. Elle est inaugurée le 14 avril 1900 par le président Émile Loubet et s'ouvre au public dès le

lendemain pour se clôturer le 12 novembre, au terme de 212 jours. Malgré les scandales financiers, les grèves et les fréquents changements de gouvernement qui précédèrent la fin du siècle, cette Exposition est considérée comme un succès. Elle accueille plus de 50 millions de visiteurs alors que la France ne comptait à l'époque que 41 millions d'habitants ; 102 millions de voyageurs sont enregistrés dans les gares parisiennes. Pour les accueillir, les gares de Lyon, de l'Est et de Montparnasse sont réaménagées et l'ancienne gare du Champ-de-Mars est remplacée du côté des Invalides par la gare d'Orsay, reconvertie aujourd'hui en musée. Un parking à vélos de 750 m² est construit aux Champs-Élysées, et un autre de 250 m² au quai d'Orsay. Le prix de l'entrée est de 1 franc et 2 francs en soirée (pour rappel, un ouvrier gagne environ 4 francs par jour). Manifestation emblématique de la Belle Époque et de l'Art nouveau, elle lègue à Paris plusieurs bâtiments dont le Petit Palais et le Grand Palais.



Le thème est « Bilan d'un siècle ». L'Exposition se tient sur le cours la Reine au niveau de la place de la Concorde, l'Esplanade des Invalides, la colline de Chaillot, le Champ-de-Mars, la rive droite et la rive gauche entre ces sites. L'Exposition occupe un

espace de 112 hectares, auquel s'ajoutent les 104 hectares du bois de Vincennes pour l'Exposition sur l'agriculture, les maisons ouvrières, les chemins de fer et les concours sportifs. Au total 43 pays y participent, avec 83 047 exposants dont 38 253 français. L'Exposition coïncide avec l'ouverture de la première ligne du métro de Paris, allant de la Porte de Vincennes à la Porte Maillot, inaugurée le 19 juillet 1900 afin de desservir les épreuves des Jeux olympiques d'été au bois de Vincennes. Le temps de réalisation fut court. C'est pourquoi, les 43 pays exposants construisirent leurs pavillons avec du personnel à faible coût et un matériau de construction temporaire inventé à Paris en 1876, qui se composait de fibre de jute, de plâtre de Paris et de ciment, mais les décorèrent magistralement pour les rendre attrayants et faire illusion auprès des visiteurs. Souvent, les bâtiments temporaires ont été construits sur un cadre de bois et recouverts de colonnes, statues, murs, escaliers, etc. Une fois



l'Exposition terminée, les bâtiments ont été démolis et les objets et matériaux qui pouvaient être récupérés et vendus ont été recyclés. Elle fut très chère à organiser. Beaucoup de Parisiens qui avaient investi de l'argent dans des actions, vendues pour amasser des fonds pour l'événement, ont perdu leur investissement. Ces conséquences financières dévastatrices ont conduit à la décision de mettre fin à la série de foires internationales. De plus,

deux accidents mortels sont à déplorer. Le 29 avril, la passerelle en cours de construction qui relie le Globe céleste à l'Exposition s'écroule sous son propre poids, faisant 9 morts (dont une fillette de 7 ans) et 8 blessés graves parmi les passants. Le 18 août, se produit l'accident de la passerelle dite « des Invalides ». Cet ouvrage en bois était situé sur la rive gauche de la Seine et franchissait le pont des Invalides en face du boulevard de la Tour-Maubourg, reliant la rue des Nations à l'enceinte des Invalides. À la suite d'un mouvement de foule, la passerelle cède et tombe d'une hauteur d'environ trois mètres, faisant 4 morts et une trentaine de blessés. Néanmoins, la postérité retiendra quelques attractions marquantes, comme le trottoir roulant. On pouvait en effet se déplacer dans l'Exposition en empruntant deux trottoirs jumelés – roulant respectivement aux vitesses de 4,2 km/h et 8,5 km/h – situés sur un viaduc à 7 m du sol, composés de plateformes mobiles de 3 km de longueur formant une boucle. De nombreuses attractions populaires attirent également les foules, notamment une grande roue mesurant 70 mètres de diamètre, ou encore le cinéma des frères Lumière qui projette sur un écran géant de 21 mètres sur 16 au Grand Palais. Au *Phono-Ciné-Théâtre*, le public assiste pour la première fois à des projections de cinéma parlant, synchronisées (à la main) à l'aide de phonographes. Des attractions spectaculaires de cette Exposition, il reste l'appareil de prise de vue-projecteur de Raoul Grimoin-Sanson, inventeur du *Cinéorama* – visible au *Musée des Arts et Métiers*. Ce procédé simule un voyage en ballon : dans une rotonde polygonale de 93 mètres de circonférence, 10 appareils cinématographiques synchronisés projettent un film présentant des paysages grandioses. Les spectateurs, installés dans une réplique de montgolfière au centre de la salle, étaient invités à un voyage sans risque. Comme dit dans le roman, Eugène Trutat a effectivement visité cette Exposition universelle qu'il n'a pas manqué de photographier, comme on peut s'en douter. Ci-

dessous, on découvre une de ses photos – prise depuis la colline de Chaillot – sur laquelle on voit : au premier plan, le bassin des



jardins du Trocadéro ; au second plan à gauche et à droite de la voie centrale, les deux pavillons de l'Algérie de l'Exposition Coloniale faisant partie de l'Exposition universelle de 1900 ; au troisième plan, le pont d'Iéna ; au-delà, de gauche à droite, la coupole du Dôme des Invalides, le phare du bâtiment de la marine marchande allemande, la Tour Eiffel avec, au fond, le Champ-de-Mars et le Palais de l'Électricité – flanqué des deux cheminées de la Galerie des machines – et enfin, à droite, la *Grande Roue de Paris*.

55. Les Chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem. L'ordre de Saint-Jean de Jérusalem a bien existé tel que décrit dans le roman – jusqu'en 1961 –, ainsi que le prieuré hospitalier de Toulouse. Appelé *Hôtel des Chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem*, il est situé au 32 rue de la Dalbade et jouxte sur sa gauche l'église Notre-Dame la Dalbade. Le bâtiment d'aujourd'hui n'a

plus grand-chose de commun avec sa configuration d'origine. Construit au XVI^e siècle, il fut reconstruit au XVII^e siècle et restera inchangé jusqu'en 1812. Jusque-là, il comprenait l'église Saint-Rémi qui était accolée sur sa droite et faisait concurrence à son imposante voisine. Mais à partir de cette date, le prieuré est vendu au négociant Labourmène qui le transforme pour les besoins de son commerce de draperies. L'église Saint-Rémi sera détruite en 1839 pour faire place à une halle où se tiendra la foire aux draps jusqu'en 1902. Les locaux sont ensuite achetés par la chambre de commerce qui y implante son école supérieure de commerce jusqu'en 1985. L'hôtel est alors racheté par le ministère des Finances qui y installe à son tour la Cour Régionale des Comptes. En 1995, le ministère de la Culture devient le nouveau propriétaire afin d'y établir les bureaux de la Direction Régionale des Affaires Culturelles. À chaque fois, les lieux subissent de profondes modifications pour s'adapter aux besoins des nouveaux occupants. La seule trace qu'il nous reste de l'ancienne configuration du prieuré est le plan de 1812 qui a servi de base pour réaliser les travaux de démolitions engagés par Labourmène. La crypte aux deux tombeaux existe réellement et a été mise au jour en 1997 lors des fouilles archéologiques qui ont précédé les travaux de réhabilitation et d'agrandissement pharaoniques à destination de la DRAC qui s'installera en 2005. Sur le plan de 1812, elle était représentée par un rectangle noir car l'on croyait qu'il s'agissait d'un épais mur de soutènement. On ne peut malheureusement l'entrapercevoir que lors des Journées du Patrimoine.

56. La Franc-maçonnerie. Je n'ai pas pu détailler davantage l'histoire et les mythes de la franc-maçonnerie dans le roman au risque d'en altérer le rythme. Il faudrait d'ailleurs un ouvrage complet pour traiter le sujet. Quoiqu'il en soit, tout ce que j'ai écrit à son propos est puisé aux meilleures sources. Tout

d'abord, auprès d'un parent proche, franc-maçon et Vénérable Maître d'une loge toulousaine appartenant à une obédience pratiquant le Rite écossais ancien et accepté. Ensuite, auprès de l'ancien secrétaire adjoint du Grand Orient, Jean Bidegain – qui fut à l'origine du scandale de l'*affaire des fiches* –, par le biais de ses deux ouvrages parus respectivement en 1905 et 1910 : *Le Grand Orient de France, ses doctrines et ses actes* et *Une conspiration sous la Troisième République : la vérité sur l'affaire des fiches*. Enfin, au travers de l'ouvrage *Mystérieux Templiers : idées reçues sur l'ordre du Temple* (Éditions Le Cavalier Bleu), de Jean-Vincent Bacquart, médiéviste et chef des éditions du Château de Versailles. À ma connaissance, la loge des *Tectosages* n'a jamais existé, mais il y a bien de nos jours, à Toulouse, une loge *Saint-Jean de Jérusalem*. Comme écrit dans le roman au chapitre XXI, la franc-maçonnerie n'a pas été épargnée par les soubresauts de l'Histoire. Des « frères » furent ainsi guillotins sous la Terreur, d'autres se sont déchirés sous la III^e République au moment de la séparation des Églises et de l'État. Bien plus tard, sous l'occupation, les nazis et le régime de Vichy ont mené une traque impitoyable contre les francs-maçons. À Brest, par exemple, Jules Le Gall, grande figure anarchiste, secrétaire de la *Maison du Peuple* et Vénérable des *Amis de Sully* – historiquement la première loge maçonnique bretonne, créée en 1744 –, mourut en déportation à Buchenwald.

57. L'affaire des fiches. L'*affaire des fiches* dévoilée au chapitre XXXIV par le docteur Ambialet est rigoureusement vraie. Elle n'éclatera au grand jour qu'à l'automne 1904 mais elle n'est que le prolongement d'agissements qui remontent au moins à 1892, comme en atteste une circulaire datée du 25 janvier de cette année-là émanant du Président du Conseil de l'Ordre du Grand Orient dans laquelle il exhorte les Vénérables des loges, en toute occasion, à recueillir et transmettre des

renseignements aussi précis que possibles sur les fonctionnaires, qu'ils soient francs-maçons ou non, au motif que « *Il est indispensable que la franc-maçonnerie connaisse ses amis et ses adversaires. L'intérêt de l'Ordre maçonnique, l'intérêt suprême de la République l'exigent.* » C'est dans ce contexte qu'en 1900, le général Louis André, ministre de la Guerre nommé en mai de la même année, monte une opération de fichage des officiers de l'armée française, avec l'aide de la Confrérie qui avait l'avantage de disposer de loges dans toutes les villes de garnison. Ces renseignements étaient fournis au ministère sur des fiches, d'où le nom donné à cette affaire. Près de 20 000 documents vont ainsi être remontées au ministère. Ce système de fichage politique et religieux a fonctionné discrètement jusqu'à ce que, le 28 octobre 1904, sous le ministère Combes, le député modéré Jean Guyot de Villeneuve ne dévoile la combine. Devant la Chambre, il donne lecture de fiches confiées par le secrétaire adjoint du Grand Orient, Jean-Baptiste Bidegain, une trahison ayant pour motif la vengeance personnelle. Car ce dernier convoitait la place de secrétaire général de la Confrérie, laissée vacante, qu'il estimait lui revenir de droit, mais le Conseil de l'Ordre lui préféra le commandant Pasquier. Il décide alors de passer un marché avec les ennemis de la maçonnerie. Le débat est houleux et s'étend à la presse. Le général André nie formellement être au courant de ce système. Pourtant un nouveau débat fait savoir que Waldeck-Rousseau avait averti son successeur, Émile Combes, de son existence. Ce dernier, en poste depuis deux ans et lui-même franc-maçon, nie à son tour. Le 15 novembre 1904, le général André est acculé à la démission. Le 18 janvier 1905, le gouvernement du bloc des gauches tombe à son tour, victime du scandale des fiches. Cette affaire a sérieusement affecté le moral et la cohésion de l'armée. Les promus récents sont soupçonnés de devoir leurs galons à leurs opinions politiques plus qu'à leurs compétences professionnelles.

Les indicateurs réels ou supposés sont mis en quarantaine. De plus, de nombreux officiers compétents ont été écartés, parfois au profit de carriéristes issus des loges maçonniques ou de la clientèle des partis de gauche. À la même époque, la qualité professionnelle des officiers prussiens était au plus haut. L'*affaire des fiches* a été le point culminant de l'engagement du Grand Orient dans la vie politique du pays. Le scandale retentissant qu'elle provoqua incita le Conseil de l'Ordre à davantage se recentrer sur les préoccupations initiatiques et symboliques spécifiques à la démarche maçonnique.

58. *Les Vengeurs de Toulouse.* Aussi improbable que cela puisse paraître aujourd'hui, il existait bien un groupe d'anarchistes baptisé *Les Vengeurs de Toulouse* qui sévissait dans la Ville rose jusqu'en 1904. Créé en juillet 1886 par Marius Madières, un représentant de commerce, il se réunissait au *Chat Noir*, un café de la rue de Rémusat, mais on était loin des attentats sanglants qui ailleurs défrayaient la chronique. Madières, qui se disait « communiste libertaire », était partisan de l'organisation syndicale et particulièrement actif à la Bourse du travail. Le préfet de Haute-Garonne écrivait à son sujet vers 1896 : « Madières semble jouir, sur ses compagnons et sur un certain nombre de membres de quelques syndicats, d'une autorité incontestée (...) Très intelligent et actif, Madières, qui est en relations constantes avec les anarchistes militants de France et de l'étranger, et qui dispose d'une quarantaine de mille francs, est apte à organiser un complot, mais il ne m'est pas représenté comme capable de le mettre lui-même à exécution. » En 1894, il fonda une petite entreprise de jerseys qui employait quatre ouvriers mais qui ne fut sans doute pas un succès puisqu'en 1898 il travaillait comme employé pour la compagnie *Bec-Auer*. En 1904 Marius Madières quittait Toulouse pour gagner la Seine-et-Oise où, comme Pierre Narcisse, son bras droit chez

les *Vengeurs*, il fut accueilli à *La Ruche*, l'école libertaire fondée au Pâtis, près de Rambouillet, par Sébastien Faure, en janvier de cette même année. Celle-ci était également un espace de vie fonctionnant selon le concept de coopérative intégrale que son créateur finança largement grâce à son activité rémunératrice de conférencier. *La Ruche* disparaîtra durant l'hiver 1917 à la suite des restrictions imposées par la Première Guerre. Issu d'une famille bourgeoise nantie, Sébastien Faure, libre-penseur, grand orateur libertaire, dreyfusard de la première heure et membre de la franc-maçonnerie jusqu'en 1914, militera en faveur du mouvement anarchiste jusqu'à sa mort, en 1942 à l'âge de 84 ans. Mais au début du XX^e siècle, l'anarchie « terroriste » en France s'essoufflait. La violence était désormais canalisée et l'action directe n'était plus de mise. Les ouvriers sont conscients de leur force, de celle de leurs syndicats et du puissant moyen d'action que représente la grève. Ils se sentent en outre de mieux en mieux représentés par le parti socialiste qui commence à participer au pouvoir, au niveau de l'État comme dans tout le pays. Ainsi, Toulouse, parmi les premières grandes villes de France, eut une municipalité socialiste dès 1906 avec le maire Albert Bedouce, le « père » des *bedoucettes*, les premières poubelles toulousaines.

59. Les attrapeurs de chiens. Kiki est un personnage semi-fictif. C'était en réalité le jeune assistant de l'attrapeur de chiens de Toulouse (tous deux sur la photo page suivante). Ce qui est dit dans le roman à propos des chiens et de la fourrière est vrai. À cette époque, les cadavres d'animaux sont jetés dans les fleuves, rivières et étendues d'eau, les bois, les fossés... et les caniveaux. Partout en France, des milliers de canidés finissent ainsi, les notions d'hygiène et de santé publique n'étant pas connues de la population. À Toulouse, ce sont environ 400 dépouilles de chiens qui sont repêchés tous les ans dans la Garonne

et une centaine ramassés sur la voirie. Conscientes des risques sanitaires, les municipalités vont mettre en place dès la fin du XIX^e siècle des fourrières animales pour endiguer ce fléau potentiel. Les attrapeurs ont donc pour mission de capturer les



chiens errants – environ une dizaine par jour à Toulouse –, souvent maltraités par la population. Leurs propriétaires avaient alors 48 heures pour les récupérer, faute de quoi ceux-ci étaient abattus. Les études statistiques des fourrières que j’ai pu me procurer montrent qu’en moyenne 88% des chiens attrapés (200 à 300 par jour à Paris) sont en réalité occis car non réclamés ; 6% sont remis à l’École Vétérinaire pour la vivisection et les essais de vaccins ; 6% seulement sont retirés par leurs maîtres, ce qui concerne essentiellement les petits chiens, c’est-à-dire des animaux de compagnie perdus ou fugueurs appartenant à la catégorie aisée de la population. Apparue à Paris en 1903, l’asphyxie au gaz carbonique – indolore et plus rapide – ne sera adoptée en province qu’à partir de l’entre-deux-guerres. À Toulouse, il fallut attendre l’épidémie de rage de juillet 1927, laquelle avait conduit au « massacre préventif » de 2 000 chiens dans des conditions qui indignèrent la France entière.

60. Paul Feuga. Paul Feuga est un personnage réel né en 1863



et mort en 1939. Issu d'une vieille famille bourgeoise toulousaine, il fit ses études à Toulouse où il résida presque toute sa vie. Il fut réellement adjoint au maire délégué aux Beaux-Arts sous les municipalités radicales d'avant 1914. À ce titre, il veilla particulièrement sur le Conservatoire de Toulouse, le Théâtre du Capitole et l'École des Beaux-Arts. Il fut maire de Toulouse de 1919 à 1925, puis sénateur de la Haute-Garonne de 1924 à 1933. Son appartenance à la loge maçonnique toulousaine des *Cœurs Réunis* est avérée.

61. Le Dr Surville. Le magnétiseur J.N.C. Surville était un médecin-magnétiseur qui officiait réellement à Toulouse, 6 rue des Chalets. En revanche, il est peu probable qu'il ait été le médecin de famille des Labit ! J'ai retrouvé un exemplaire du mensuel *Journal du Magnétisme* daté de juillet 1900, dans lequel il figure dans la rubrique « Médecins Province ». Le portrait de la page suivante, réalisé en 1878 par le photographe toulousain Antonin Provost, le montre portant autour du cou la Croix de Guerre et affichant pas moins de vingt médailles, décorations sans doute acquises pour de hauts faits d'armes lors de la guerre de 1870-1871. Par ailleurs, sur l'exemplaire du *Journal du Magnétisme* de janvier 1888, il est précisé que le Dr Surville est président de l'*Institut médical-électro-magnétique de Toulouse...* et sur la ligne au-dessous figure une société intitulée *Union Spirite de Reims*. Il n'en fallait pas moins pour que je lui attribue également des talents de spirite. En outre, en première page de la revue bimensuelle *La Paix Universelle* – sous-titrée *Magnétisme Transcendantal* –, datée de la première quinzaine



de janvier 1902, est publiée une pétition revêtue de 69 540 signatures (dont celle du Dr Surville) qui a été remise aux sénateurs et députés en faveur du rétablissement du droit d'exercer pour les magnétiseurs et masseurs, interdits de pratique par la loi du 30 novembre 1892 sous la pression du corps médical. Car jusque-là, les agents de santé, les guérisseurs et autres rebouteux étaient les seuls « médecins » qui officiaient dans les campagnes. Pourtant, pendant de longues années encore, malgré l'interdic-

tion et le risque de se voir poursuivis pour exercice illégal de la médecine, ils continuèrent malgré tout à y être préférés aux médecins diplômés. Pour tenter de sauver leur gagne-pain et paraître plus respectables vis-à-vis de l'autorité, la plupart des guérisseurs se rebaptisèrent « magnétiseurs », et les rebouteux « masseurs » ! Si les premiers n'ont toujours pas obtenu gain de cause, les masseurs-kinésithérapeutes ont fini par être reconnus, d'abord en 1924 dans le cadre d'une spécialisation à destination des infirmiers et infirmières aveugles exerçant en hôpitaux, puis en 1946 par la création officielle de la profession... en même temps que celle de la Sécurité Sociale. Il faudra néanmoins attendre 1962 pour que la première convention soit signée avec la Caisse Nationale d'Assurance Maladie.

62. Le Commandeur Cazeneuve. Marius Cazeneuve, dit le Commandeur Cazeneuve – de son vrai nom *Casanova* eu égard à ses origines catalanes – est également un personnage réel. Sa

vie ressemble à un roman d'aventures mais, avec un illusionniste, la mystification n'est jamais loin. Car sa biographie est essentiellement basée sur des ouvrages qu'il a lui-même écrits ! Amateur d'art – il possédait des toiles de Fragonard, Rubens, Delacroix... des copies, bien évidemment, dont certaines furent léguées au musée du Vieux-Toulouse –, il était en outre peintre à ses heures : des tableaux qui le mettent systématiquement en scène, le montrant toujours en situation avantageuse comme pour entretenir la légende – rescapé d'un naufrage, chasseur de fauve, etc. Cependant, une chose est sûre, il était un grand magicien reconnu de ses pairs et se produisait sur les scènes internationales. Après la mort de Jean-Eugène Robert-Houdin (1871), on peut même dire qu'il fut le prestidigitateur français le plus illustre de la fin du XIX^e siècle... Né en 1839 à Toulouse dans le quartier Saint-Pierre, il côtoie très jeune Jules Léotard – l'inventeur du trapèze volant – dont le père, qui dirige une école d'équitation, l'introduit dans le milieu circassien. Il est ainsi engagé au cirque de Madrid dans un numéro équestre avant de rentrer à Toulouse où il devient, à 15 ans, l'assistant de Bartolomeo Bosco, maître turinois de l'illusion auprès de qui il apprend le métier pendant trois ans (sur la scène du théâtre Moncavrel, 7 rue Lapeyrouse, qui deviendra en 1907 le *Royal-Pathé*, première salle sédentaire à Toulouse de cinéma affiliée au réseau *Pathé Frères*). Travailleur infatigable, il acquiert peu à peu une telle notoriété qu'il se produit aux Tuileries devant Napoléon III alors qu'il n'a que 24 ans. Il était par ailleurs franc-maçon, probablement au sein de la loge des *Cœurs Réunis* ; son sautoir – conservé au musée du Vieux-Toulouse et que l'on peut voir sur le portrait page suivante – indique qu'il avait été élevé au haut grade de Chevalier Rose-Croix. Fut-il plus qu'un saltimbanque ? Était-il un espion au service de la France ? Le rôle important qu'il joua pour l'État français en 1886 auprès de la reine Ranavalona III avant la conquête de Madagascar pourrait



le laisser penser, puisqu'il réussit à faire annuler le traité signé entre Madagascar et l'Angleterre. Enfin, c'est lui qui le dit dans son ouvrage *À la Cour de Madagascar*, dans lequel il raconte également comment il devint l'amant de la souveraine... de 17 ans sa cadette. Sans vouloir offenser qui que ce soit, l'observateur averti notera que ledit ouvrage a été écrit dix ans après son séjour malgache, à la lumière des événements qui se déroulèrent le 30 septembre 1895,

lesquels conduisirent à l'exil de la reine l'année suivante, lorsque Madagascar fut déclarée « colonie française » le 8 août 1896. On relèvera que Marius Cazeneuve ne fut jamais décoré de la Légion d'honneur, ce qui aurait été la moindre des récompenses s'il avait réellement joué un quelconque rôle dans le rattachement à la France de ce territoire... Tout porte à croire que le célèbre illusionniste a cherché à confondre l'homme, Marius Casanova, avec son personnage, le Commandeur Cazeneuve, afin de véhiculer une image qu'il jugeait sans doute plus romanesque et conforme au rôle qu'il jouait sur scène. Une opération de communication en quelque sorte, comme les personnages publics l'ont toujours fait aussi loin que l'on remonte dans le temps, n'hésitant pas à prendre dans leur biographie des libertés avec « la vérité vraie » pour écrire leur légende... On aurait toutefois tort de minimiser la valeur de cet homme au destin hors du commun qui parcourut le monde entier : Italie, Espagne, Portugal, Maroc, Tunisie, Turquie, et même l'Amérique. De la Russie à Madagascar, de l'Égypte au Japon, il fut reçu par les souverains qui lui décernèrent de nombreuses distinctions et titres

honorifiques. C'est ainsi qu'en 1875 le bey de Tunis le nomme Commandeur de l'ordre du Nichan-Iftikhar (Ordre de la Fierté). On peut croire aisément que même les plus grands de ce monde ne boudaient pas une occasion de se divertir en recevant un artiste que sa réputation précédait ; le Commandeur se présentant lui-même comme un « prestidigitateur, illusionniste et encyclopédiste scientifique ». De fait, son registre était assez large et couvrait le spectre des numéros prisés à l'époque. Outre les classiques tours de prestidigitation, l'hypnose, la mnémotechnie et ce que l'on appellerait aujourd'hui le mentalisme, il avait un numéro parfaitement au point de « télépathie » – repris avec talent au XX^e siècle par les célèbres Myr et Myroska – avec sa jeune et jolie assistante Reine Desolange qu'il présentait comme sa nièce. Née en 1871, elle s'appelait en réalité Jeanne Manens et avait été recueillie par les Cazeneuve. Elle était jeune, elle était belle, elle était douée... le Commandeur en fit son assistante et sa légataire ! Son tour le plus impressionnant était celui où il semblait avoir été décapité. Mais le plus spectaculaire était sans nul doute celui au cours duquel il se faisait tirer dessus au pistolet « à balles réelles », arrêtant les projectiles avec la paume de ses mains... et ses dents ! (le spectacle décrit au chapitre XXXV s'est bien tenu au *Théâtre Français* à Toulouse – aujourd'hui le cinéma *Gaumont* –, mais le samedi 2 février 1901). Ce que l'on sait moins, c'est que Marius Cazeneuve fut également un scientifique et un inventeur, à qui l'on doit notamment un calendrier perpétuel instantané, un calculateur portant son nom ou encore une table astronomique pour trouver les éclipses passées et futures ! Rationaliste et anticlérical, il fonde en 1874 l'*Institut du Progrès*, qui a pour but de lutter contre les superstitions et le charlatanisme. Parmi les membres d'honneur, se trouve un certain... Victor Hugo – pourtant fervent adepte du spiritisme – avec lequel il entretient une correspondance épistolaire suivie et qui lui a consacré un poème glorifiant ses

prouesses dont j'ai reproduit un quatrain en tête de chapitre. Il s'éteindra à Toulouse en 1913 à l'âge de 74 ans, dans sa maison d'inspiration tropicale située 4 Grande Rue Saint-Michel – la *villa Gabès*, classée Monument historique en 1981 – dans laquelle Jeanne Manens finira ses jours. Parmi les nombreuses personnalités toulousaines qui assistèrent à ses obsèques, dont la cérémonie religieuse fut célébrée en l'église Saint-Exupère, on notera la présence de Paul Feuga. Des sources indiquent que lorsque la reine Ranavalona III prit la route de l'exil en 1896, elle fit un bref passage en France en 1901 au cours duquel elle aurait rejoint Marius Cazeneuve... avant de s'installer définitivement en Algérie où elle s'éteindra en 1917. On peut légitimement douter de la véracité de cette information, surtout quand on sait que Marius fut l'involontaire victime d'un curieux tour de passe-passe après sa mort. Car il ne fut pas inhumé au cimetière de Terre-Cabade le jour de ses obsèques, son cercueil étant d'abord placé au dépositaire dans l'attente de l'édification de son caveau... que sa famille ne fut pas en mesure de construire dans le délai imparti. Conformément au règlement, son corps fut donc enterré dans la fosse commune, disparaissant à jamais comme dans un ultime tour de magie post-mortem...

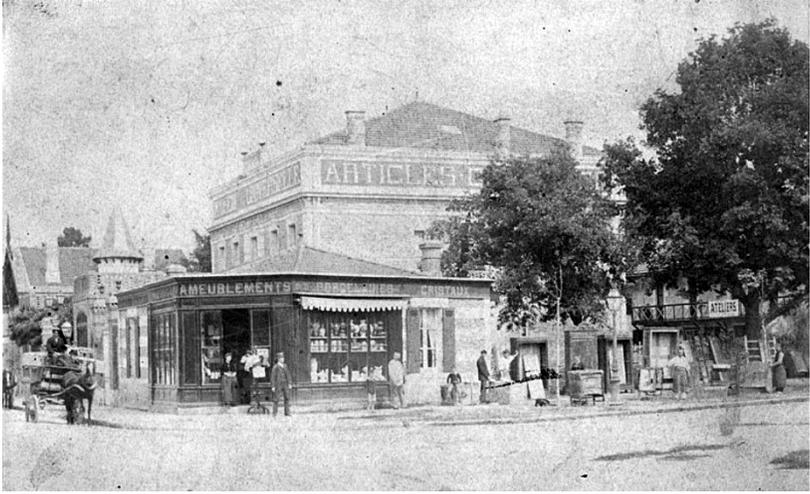
63. Le coiffeur de Frédéric. Frédéric Espert, le coiffeur de Frédéric, est aussi un personnage réel. J'ignore si l'histoire de son ancêtre rapportée au chapitre XXIV est exacte, mais c'était paraît-il celle qu'il racontait.

64. La Station de Pisciculture Labit. La *Station de Pisciculture Labit* existait bien à l'emplacement décrit, sur l'avenue de Muret, à l'angle du carrefour de la Croix de Pierre. En 1900, l'avenue de Muret démarrait à ce carrefour, le tronçon sud jusqu'à « la Pointe » s'appelant encore « route d'Espagne ». Les locaux occupaient donc les numéros 5 et 13, les terrains s'étendant à

l'arrière des constructions qui portaient les numéros intermédiaires. L'entrée principale, fermée par une grille, ainsi que le bâtiment évoqué au chapitre XIII, se situaient au numéro 13 de l'avenue (devenu aujourd'hui le 145). L'établissement profitait des eaux du canal de Saint-Martory, qui longeait la propriété avant de traverser l'avenue et de se jeter dans la Garonne toute proche, pour alimenter ses bassins. Plus qu'une pisciculture ordinaire, il s'agissait en quelque sorte d'une « école » où l'on menait des recherches en hydrobiologie qui intéressaient tout autant les étudiants que les professionnels désireux de créer leur propre industrie. Au décès de Georges Labit, en 1899, l'établissement ferma quelque temps ses portes au public et fut alors utilisé par Louis Roule, un ami de Georges, professeur à la Faculté des Sciences, qui y donnait des leçons publiques – il en sera le directeur jusqu'en 1910, date à laquelle il devient titulaire de la chaire de zoologie au Muséum national d'histoire naturelle, à Paris. Devant le succès rencontré par ces cours, le 26 novembre 1902, Antoine Labit, afin de perpétuer la mémoire de son fils, écrit au Recteur de l'Académie pour lui faire part de son intention de faire une donation de cette propriété à l'Université de Toulouse – qui l'accepta et signa l'acte le 11 décembre suivant – afin que les universitaires puissent continuer leurs recherches... au premier rang desquels se trouvait le professeur Léon Jammes qui en devint le directeur en 1910, après le départ de Louis Roule. La seule condition à cette donation était de poursuivre l'œuvre de Georges Labit et de lui rendre hommage en mentionnant qu'il en était le fondateur. Un décret, rendu par le Président de la République le 27 février 1903, ratifia la décision, et l'acte fut rendu définitif le 7 mars de la même année. Devenue propriété de l'État, la *Station de Pisciculture et d'Hydrobiologie Georges Labit* appartenait désormais à l'Université de Toulouse. En 1923, elle change de nom pour devenir l'*Institut d'Hydrobiologie et de Pisciculture de l'Université*

de Toulouse : Fondation Georges Labit. Rattaché à l'École Nationale Supérieure Agronomique de Toulouse, qui s'installe au 145 avenue de Muret en 1948, le site ferme ses portes en 1997, lorsque l'école déménage au cœur de l'Agrobiopôle de Toulouse-Auzeville. Les locaux et les bassins de piscicultures, qui n'étaient plus en état de fonctionnement depuis de nombreuses années déjà, ont ensuite été démolis au cours de la première décennie des années 2000 pour faire place à des immeubles.

65. Antoine Labit. Parallèlement à son activité de négociant, Antoine Labit était également un promoteur immobilier qui ne cessa jamais d'acheter des terrains et d'y bâtir des édifices de toutes sortes : plusieurs maisons particulières rue du Japon, dont la *Villa Butterfly* – avant qu'elle ne soit dénommée « Musée Georges-Labit » –, des immeubles au Boulingrin, rue d'Alsace-Lorraine, à l'angle des rues de Metz et des Changes... Il sera par ailleurs assidu des ventes par adjudication : immeuble de Cheverry – à l'angle de la rue du Jardin Royal et de la place Montoulieu, celui-là même que devaient occuper les futurs époux Labit, Georges et Loulou –, hôtel de Besaucèle au numéro 7 de la Grande Allée, château de Lacroix-Falgarde... Toujours vaillant, cet homme d'action ira visiter ses chantiers jusqu'à la fin de sa vie, à l'âge de quatre-vingts ans. Sous ce prétexte, il quittait paraît-il sa loge du Théâtre du Capitole avant la fin des représentations ! En 1880, il fait appel à l'architecte Achille Ambialet, qui avait si parfaitement réalisé la *Maison Universelle* – dont le nom avait été réellement emprunté à un commerce d'Arcachon, comme expliqué au chapitre XXI, et que l'on devine sur la photo page suivante, à l'attique de la façade « latérale » –, pour construire au numéro 44 de la rue Bayard un immeuble bourgeois de quatre étages, dit « Hôtel Labit », avec écuries et remises pour loger un équipage. Sur sa lancée, il fera construire deux immeubles de rapport aux numéros



46 et 48. Dans son désir de paraître, le petit bintelotier de la rue Saint-Rome des origines deviendra même châtelain ! Il fait ainsi édifier le château de la Durante, à Auzeville, au sud-est de Toulouse. Sur un terrain de dix hectares, il plante un château aussi peu esthétique que peut l'être de nos jours une barre d'immeuble, décrié d'ailleurs à mots couverts par Georges dans une de ses correspondances avec Hélène, sa tante et belle-mère (ici sur une photo prise par lui), passage dont j'ai repris un extrait dans le *Prélude*. Inspiré du style renaissance et des constructions à colonnes de l'Empire, le château se distinguait par quelques excès : des proportions massives, une toiture d'ardoise mansardée rehaussée d'un fronton circulaire supporté par quatre lourdes colonnes, un perron monumental encadré de deux statues et des façades en pierre d'une



blancheur éclatante au milieu d'un parc aux larges allées ombragées où paraient des paons en liberté. À l'intérieur, sur deux étages luxueusement meublés, rien ne manquait, jusqu'à une salle de théâtre ! Au rez-de-chaussée, de grands salons ouvraient leurs portes-fenêtres sur une terrasse entourée de lourds balustres de pierre, et un escalier descendait dans le parc arboré, ceinturé par un mur, cachant une source au fond d'une grotte naturelle, une chapelle, un kiosque à musique – comme au Jardin des Plantes –, un pavillon de chasse et des dépendances. Une longue allée conduisait à l'entrée principale de la propriété, fermée d'un large et haut portail de fer forgé. Les terres fertiles



produisaient des vignes, fruitiers et maraîchages dont des asperges. En 1919, Jules Boutin reçoit le château en héritage. Il sélectionne les vignes et crée le fameux vin apéritif *Le Coup de l'Étrier* qui fut rendu célèbre grâce à une publicité intensive dans toute la France. En 1940, le château est habité par Jacques Trémoulet, créateur de *Radio Toulouse* et *Radio Andorre*. Pendant la Seconde Guerre mondiale, un avion-école allemand avec quatre militaires à bord s'écrasa sur le château, détruisant tout

le second étage et déclenchant un incendie qui ne sera éteint qu'au bout de trois jours. Il fut alors reconstruit avec d'importantes modifications : une immense toiture d'ardoise en chapeau pointu remplaça le second étage au sept fenêtres mansardées, et la pierre blanche fit place à la brique. À partir de 1963, la commune racheta peu à peu les terres du domaine pour y construire l'école et la cantine, le lotissement du « château d'Auzeville » et le *Foyer rural René-Lavergne*. En 1997, les chais et la zone boisée deviennent un parc communal sur lequel sera construite la salle polyvalente de la Durante.

66. Ces voies qui n'existaient pas encore à Toulouse en 1900.

Les Toulousains auront sans doute remarqué que la rue du Languedoc et la rue Ozenne ne font pas partie du paysage urbain décrit dans le roman... car elles n'existaient tout simplement pas. De nombreuses démolitions ont été nécessaires pour construire la rue du Languedoc, nouvelle artère reliant la rue d'Alsace-Lorraine – au niveau de la place Rouaix – aux allées Jules Guesde via la Place du Salin, faisant ainsi disparaître la rue des chapeliers et la rue du Vieux-Raisin dont elle reprend les tracés. Démarrés en 1900, ces travaux s'achèveront en 1910 avec la construction des derniers immeubles, entraînant la démolition de vestiges historiques inestimables, comme le firent plus tard les travaux de percement de la rue Ozenne qui relie aujourd'hui la place des Carmes aux allées Jules Guesde (allée Saint-Michel). Sa réalisation démarrera quant à elle en 1908 et ne sera achevée qu'en 1912, mais les derniers immeubles ne verront le jour qu'en 1925. De la même façon, le pont des Catalans n'est jamais évoqué. Car cet ouvrage d'art, reliant le quartier Saint-Cyprien à celui des Amidonniers, ne sera ouvert à la circulation qu'en 1913 après neuf ans de travaux. Il s'appelait d'ailleurs à l'époque *Pont des Amidonniers*. Ce fut le premier pont d'Europe dont le tablier était construit en béton armé.

67. L'octroi. Si l'idée d'un péage à l'entrée de Toulouse remonte au XII^e siècle, au moment où se formèrent les communes, l'octroi évoqué au chapitre XIII est créé en 1346, date à laquelle les Capitouls sont autorisés à établir un impôt sur le vin, les viandes et le poisson introduits dans la Ville. Dans tout le pays, les abus des octrois et leur impopularité ont conduit à leur suppression révolutionnaire en 1791 avant d'être rétablis en 1799.



Ci-dessus, l'ancien bureau d'octroi des Minimes remplacé en 1856 par celui de la « Barrière de Paris » (édifiées au début des années 1830, les colonnes du pont des Minimes seront quant à elles détruites en 1940 et le pont démoli en 1966 pour être adapté à la circulation). Faute de compensation pour les municipalités, la loi de 1897 autorisant les maires à supprimer cet impôt indirect ne fut jamais appliquée par aucun édile. En 1936, le seul octroi de Saint-Cyprien employait 238 agents portant l'uniforme vert et gris, mais les particuliers transportant à la main des denrées destinées à la consommation familiale n'étaient plus obligés de montrer ce que renfermait leur panier, et les voyageurs en tramway ne devaient plus s'arrêter aux octrois. À Toulouse, cette taxe sera abolie le 1^{er} janvier 1944, sous

le régime de Vichy ; une suppression qui sera officiellement entérinée en 1948.

68. La Poste en 1900. Le bâtiment de la Poste centrale est édifié entre 1886 et 1890, lors du percement de la rue de la Poste (aujourd'hui rue Kennedy), et ne possédait aucune sortie sur le square du Capitole jusqu'à la construction de l'extension le long de la rue Lafayette qui s'est échelonnée entre 1939 et 1946. L'affranchissement d'une carte postale (inventée en 1900 et popularisée dans le Midi par les frères Labouche) coûte 5 centimes pour la France et autorise un message de 5 mots maximum, sinon il faut déboursier 10 centimes, comme une lettre ordinaire. À trois reprises, Frédéric se met en quête d'une boîte aux lettres bleue pour poster son courrier. Apparue au XVII^e siècle, elle est fabriquée à partir de 1899 en fonte moulée (et non plus en bois) en forme de borne ou montée sur colonne à l'initiative du sous-secrétaire d'État aux *Postes et Télégraphes* Léon Mougeot, dont elle prendra le nom. Cette « Mougeotte » est richement décorée, dans un style à la fois classique mais répondant aux canons du XX^e siècle qui commence. Surmontée d'un toit pyramidal couvert d'écailles et d'un motif en forme de pomme de pin, elle se pare d'abord d'un « vert bronze à patine florentine » avant de se teinter d'un beau bleu ciel à lettrage blanc... en 1905 seulement. Elle virera au bleu foncé à partir de 1930, lorsque la fonte coûteuse est remplacée par la tôle, se parant de lignes Art déco, stylisée et géométriques. Après la Seconde Guerre mondiale, le parc sera progressivement renouvelé et fera appel à la fonte d'aluminium et aux peintures industrielles ainsi qu'à un style plus moderne. Ce n'est qu'en 1962 qu'elle adoptera ce jaune que nous lui connaissons aujourd'hui. Le nombre de levées était autrement plus élevé que de nos jours, notamment dans les villes. Paris comptait par exemple 8 tournées quotidiennes (contre 3 seulement en 1957), y compris le dimanche jusqu'en

1941. Celle du samedi après-midi sera quant à elle supprimée en 1960. Le facteur n'apparaîtra dans les campagnes qu'à partir du 1^{er} avril 1830, les habitants devant jusque-là se rendre dans la ville la plus proche pour récupérer leur courrier. 5 000 facteurs sont alors recrutés pour distribuer les lettres, tous les deux jours, sur l'ensemble du territoire. Dès 1832, le service devient quotidien. Dès lors, le volume de courrier ne cessera de croître, une évolution indissociablement liée aux progrès de l'alphabétisation et à la croissance économique. Cette augmentation régulière des échanges épistolaires et commerciaux entraîne un ajustement des effectifs. En 1900, on compte ainsi quelque 23 000 facteurs. Ce métier est au départ réservé aux anciens militaires, mais le sans-grade ne peut prétendre qu'à l'emploi de facteur rural, alors moins reconnu et moins bien rémunéré. Entre 1880 et 1910, période qui connut une relative stabilité du coût de la vie, le facteur des villes gagne 1 200 francs par an contre 800 francs seulement pour son homologue de la campagne qui est rétribué au kilomètre parcouru (7 centimes/km), lequel doit donc exercer une autre activité pour survivre (le plus souvent cordonnier ou menuisier). Reconnaissable à sa blouse bleu ciel à l'encolure rouge, sa tournée est longue : officiellement 28 km en moyenne, mais dépassant fréquemment la barre des 32 km, à pied évidemment, chaque jour y compris le dimanche, le seul repos étant accordé le soir du 14 juillet. À partir de 1895 néanmoins, on leur octroya un jour de congé par mois (jusqu'en 1914). Dans sa carrière (35 à 40 ans), un facteur parcourait donc en moyenne 400 000 km ! À titre de comparaison, il s'agit du kilométrage à partir duquel une locomotive est retirée du service et démontée car totalement usée. Pour donner un exemple concret, en 1900 en Haute-Garonne, dans la commune de Saint-Félix-Lauragais (2 000 habitants cette année-là) le courrier était distribué quatre fois par jour du lundi au samedi (le facteur passait à 8h, 13h, 16h et 19h), ainsi que le dimanche

matin. À partir de 1902, en plus des 50 francs d'indemnité de chaussures qu'il percevait depuis 1881 (laquelle apparaît bien maigre au regard du kilométrage parcouru), une nouvelle indemnisation est accordée au facteur pour entretenir sa bicyclette s'il en a une. En 1918, s'y ajoute une indemnité de première mise de 60 francs destinée à amortir le coût d'acquisition d'une bicyclette (voire d'un tricycle) dont le prix est très élevé en ce début de siècle, comme précisé au chapitre II. Ceci expliquant cela, à partir de 1920, une tournée de plus de 8 km devait obligatoirement être effectuée à bicyclette. Son usage prend une telle importance qu'en 1966, 60% des tournées se font à vélo, pour un parcours journalier moyen de 15 km. En 1925, les *Postes et Télégraphes*, communément appelés *P. et T.*, deviendront les *Postes, Télégraphes et Téléphones*, les fameux *P.T.T.* qui seront à leur tour transformés en *Postes et Télécommunications* en 1959 (mais le sigle *PTT* sera conservé). En 1961 apparaît le célèbre logo « oiseau-flèche » bleu, accompagné l'année suivante d'une nouvelle charte graphique adoptant la couleur jaune désormais caractéristique de la marque. Au fur et à mesure des réformes d'État, cette administration sera scindée en deux sociétés de service public : *France Télécom* en 1988 (devenue *Orange* depuis 2013) et *La Poste* en 1991, laquelle évoluera en société anonyme à capitaux publics en 2010.

69. L'heure solaire et les changements d'heure. Au chapitre XXX, Frédéric assiste avec Maria au feu d'artifice du 14 juillet, lequel est tiré à 21h00. En 1900, la France vit encore au rythme de l'heure solaire, calée sur le méridien de Paris depuis 1891. Elle procédera à son premier changement d'heure en 1916 quand, en pleine Première Guerre mondiale, il fut décidé d'ajouter une heure pendant les mois d'été à l'heure solaire, désormais calée depuis 1911 sur le méridien de Greenwich (GMT), afin d'économiser les ressources énergétiques. En

1940, sous l'Occupation, la France adopte alors l'heure de Berlin, ajoutant une heure l'hiver (GMT+1) et une heure supplémentaire l'été (GMT+2). En 1945, ce système d'alternance est supprimé mais « l'heure d'hiver allemande » est conservée durant toute l'année (GMT+1). En 1976, à la suite du choc pétrolier, le principe du passage à l'heure d'été (GMT+2) est instauré. En 1980, il est introduit dans l'ensemble de l'Union européenne. Cette dernière, à l'instar de nombreux pays dans le monde et non des moindres (Chine, Russie...), projetait d'abroger ce changement d'heure en 2021 et d'appliquer une heure constante (GMT+1)... mais la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 a servi d'alibi pour repousser une fois encore la mise en œuvre de ce serpent de mer.

70. La gare Roguet. Située entre les stations de métro *Patte-d'Oie* et *Saint-Cyprien-République*, la gare Roguet dont la construction est évoquée au chapitre XXV fut effectivement érigée au cœur du Faubourg Saint-Cyprien en 1900 et mise en service le 16 octobre de la même année, amenant dans un premier temps les voyageurs jusqu'à Sainte-Foy-de-Peyrolières. Déclarée d'intérêt public le 14 avril 1896, elle ne reliera Boulogne-sur-Gesse, distante de 97,5 kilomètres, que le 1^{er} août 1901, desservant par la même occasion, trois fois par jour, les communes de Tournefeuille, Plaisance-du-Touch, Fonsorbes, Saint-Lys, Saint-Clar-de-Rivière, Rieumes, Samatan, Lombez et L'Isle-en-Dodon. Plus qu'ailleurs, la Haute-Garonne s'est distinguée en développant un réseau de plus de 400 kilomètres de *Voies ferrées d'intérêt local (VFIL)*. Ces lignes secondaires, construites dans les années 1900-1912 et exploitées par la *Compagnie des Chemins de fer du Sud-Ouest*, étaient essentielles au désenclavement des nombreux cantons ruraux du département. Au moment de sa mise en service, il fallait autant de temps pour aller à Boulogne-sur-Gesse qu'à Paris aujourd'hui !

Définitivement fermée le 31 décembre 1949, la ligne a été remplacée par un service d'autocars. À partir de 1952, pour répondre à la crise du logement et proposer des loyers modérés aux plus démunis, la gare fut rasée pour laisser la place à la cité Roguet, dont le symbole sera son imposante barre HLM de vingt étages érigée en 1961. Si la desserte effectuée par la ligne de Toulouse à Boulogne-sur-Gesse est actuellement partiellement reprise par les lignes de bus du réseau *Arc-en-ciel* de Haute-Garonne, des localités anciennement desservies ne disposent plus d'aucun service de transport public. Enfin, malgré des innovations, comme la mise en service du métro et du tram, certains temps de parcours actuels sont sensiblement égaux à l'offre du siècle dernier, voire nettement moins bons dans la proche banlieue de Toulouse !

71. Les poisons. Ce qui est écrit au chapitre XXVI à propos des poisons et de leurs effets est rigoureusement exact. Je me suis appuyé sur la thèse de doctorat en pharmacie d'Amandine Striebig, réalisée en 2014, dont l'intitulé était : *Les poisons utilisés dans les romans d'Agatha Christie*.

72. Terre Cabade. Surnommé le « 11 » à cause de ses deux obélisques qui en matérialisent l'entrée (symbole maçonnique de la maîtrise sur le plan matériel), le cimetière de Terre-Cabade est en quelque sorte le Père-Lachaise toulousain. Réalisé en 1840 par Urbain Vitry, il est imprégné de « l'égyptomania » de cette première moitié du XIX^e siècle et arbore une majestueuse entrée ornée de portiques néo-égyptiens réalisés en briques taillées. Il y recèle quantité de tombeaux, chapelles et mausolées qui méritent le détour. S'il ne fallait en citer qu'un seul : le monument grandiose à la mémoire d'Aristide Bergès, autoproclamé « père de la houille blanche », qui n'est pas sans rappeler la Tholos d'Athéna à Delphes ! Pour surprenante qu'elle soit, la

« légende de Sainte Héléna » évoquée au chapitre XXIX est « authentique ». Si vous demandez où est sa tombe, les gardiens du cimetière répondront sans hésitation : « Section 2, division 11 ! ». Alors, vous cheminerez entre les caveaux érodés et les ifs majestueux. Vous laisserez sur la droite le buste du martyr Marcel Langer et, en vous enfonçant de quelques pas entre les marbres modestes, une surprise vous attend : un mini-sanctuaire paré d'une fontaine de fleurs qui claque comme un arc-en-ciel insolite dans ce damier gris. Des cascades de bouquets artificiels suspendus à une sorte de portique et des centaines de plaques de marbre, *ex-voto*, remerciements, prières... C'est la tombe de Sainte Héléna. Une sépulture entourée d'un double mystère... La première énigme, c'est que l'on attribue à cette ancienne institutrice bien des pouvoirs. Par exemple de donner un coup de pouce aux enfants, spécialement lorsqu'ils ont des examens à passer. On lui a prêté des talents pour la fécondité, elle qui pourtant n'a jamais eu d'enfant. On a dit d'elle qu'elle était d'origine gitane et donc, pendant une période, ce sont les gens du voyage qui venaient la vénérer... On vient aussi s'en remettre à elle pour des affaires de cœur, pour rabibocher les amants en bisbilles... au point qu'à une certaine époque, ce sont des culottes qui servaient d'oriflammes sur sa tombe ! Mais Héléna peut être encore plus forte... Ainsi, il y a une trentaine d'années, une brave dame a vu ses douleurs terribles disparaître d'un seul coup, après une visite sur cette dalle hors du commun... Sainte ? Toujours pas pour l'Église. D'ailleurs, que sait-on d'elle ? C'est le deuxième mystère. Car rien n'est sûr... Il existe en effet plusieurs versions, mais j'ai choisi de vous en livrer la plus romantique (recueillie en 2003 par Philippe Hugon dans ses *Histoires insolites de Toulouse* – Éditions Privat).

73. Louis Deffès. Dans ce même chapitre, Frédéric et son oncle Paul assistent aux obsèques de Louis Deffès. Né le 25 juillet

1819 à Toulouse, ce dernier est un personnage tout ce qu'il y a de plus authentique qui s'est réellement éteint le 28 mai 1900, en même temps que l'astre solaire tirait sa révérence, disparaissant des cieux de la Ville rose l'espace d'un instant d'éternité comme pour rendre un dernier hommage au compositeur qui l'avait glorifié dans *La Toulousaino*. S'il n'eut pas la reconnaissance dont bénéficia *La Marseillaise*, cet hymne écrit en 1845 fut néanmoins chanté par les soldats toulousains sur les bastions parisiens et en Territoire de Belfort pendant la guerre de 1870. Malgré un premier grand prix de Rome de composition musicale décroché en 1847 pour sa cantate *L'Ange et Tobie*, Louis Deffès ne céda jamais aux sirènes de la Capitale et resta fidèle à sa ville natale dont il dirigea le Conservatoire de 1883 jusqu'à son décès. Le monument funéraire n'ayant pas encore été édifié au moment de son inhumation, une souscription de 8 000 francs fut donc bien ouverte par la municipalité afin de lui offrir une sépulture digne de sa renommée.

74. Honoré Serres. Franc-maçon, maire de Toulouse et personnalité politique locale incontournable, Honoré Serres, qui prononce un discours lors de ces mêmes funérailles, est aussi un personnage réel. Né à Toulouse le 25 mars 1845 de parents inconnus, il est adopté tout jeune par un couple d'épiciers toulousains. Il tirait de cette modeste origine son surnom *Gouto d'oli* (goutte d'huile), lequel apparaît notamment dans le journal satirique *Le Franc Parleur Toulousain* de septembre 1897. Très jeune, Honoré Serres se mêla à la politique militante et mena contre l'Empire une ardente campagne. Lorsque Armand Duportal (journaliste et député de la Haute-Garonne siégeant à l'extrême gauche) fonda le Comité démocratique, il en fut nommé premier secrétaire. Conseiller municipal pour la première fois le 9 janvier 1881, il est nommé adjoint l'année suivante sous l'administration Huc (Théophile Huc était avocat et

professeur à la Faculté de Droit) dont il démissionna bientôt pour protester contre l'installation des Facultés sur l'allée Saint-Michel (aujourd'hui *allées Jules Guesde*), avant d'être réélu en 1884 conseiller municipal non sans faire une fort vive opposition à l'administration Sirven (Joseph Sirven, imprimeur, avait créé *La Dépêche* en 1870). Encore réélu en 1888, il fut nommé adjoint sous l'administration Ournac (Camille Ournac est minotier de profession – passé par les Beaux-Arts, il peint à ses heures et fut un temps caricaturiste pour le journal satirique toulousain *Le Frondeur* fondé en 1885, signant ses portraits « Kamill » – ; franc-maçon, président du Conseil général et maire de 1888 à 1892, puis conseiller général jusqu'en 1910, il sera sénateur de la Haute-Garonne de 1897 à 1920 ; il est également l'initiateur, avec Honoré Serres et Paul Feuga, de l'actuelle *Salle des Illustres* du Capitole, voulue comme la démonstration du talent des artistes toulousains). Réélu une nouvelle fois en 1892, il fut choisi comme maire le 13 octobre de cette même année, en remplacement de Camille Ournac qui s'était retiré de l'administration municipale. La coalition « opportuno-réactionnaire » mena alors contre le Conseil municipal une campagne de calomnie qui conduisit à la nomination d'une délégation municipale. Le 26 septembre 1894, Charles Dupuy (président du Conseil) signa le décret qui déposait l'assemblée communale. La délégation prépara les listes, surveilla les élections... et la liste radicale socialiste, avec Ournac et Serres, obtenait le 20 janvier 1895 la majorité absolue avec 13 500 voix ! Honoré Serres fut donc nommé maire le 24 janvier. Mais sa vie politique connut



d'autres vicissitudes... Par la suite, le Conseil de préfecture invalida les élections municipales de 1896. Louis Barthou (ministre de l'Intérieur) nomma, le 8 septembre, une nouvelle délégation municipale. Les Toulousains se révoltèrent à nouveau contre cette injurieuse tutelle et, le 8 novembre, donnèrent dès le premier tour la majorité absolue à la liste radicale socialiste, infligeant ainsi un sévère camouflet au gouvernement opportuniste et un éclatant démenti aux calomnieux de la municipalité. Aux élections municipales de mai 1900, la liste conduite par Honoré Serres obtint 66% des voix dès le premier tour. Un véritable plébiscite, même si certains feront observer le taux d'abstention record qui s'élève à 39%, probablement parce que les Toulousains considéraient que le résultat était joué d'avance. En 1901, il est élu conseiller général dans le canton de Grenade (31), avant d'être nommé député en août de l'année suivante en remplacement de Louis Calvinhac, décédé. Tandis qu'il était allé superviser les vendanges dans sa propriété de Montaigut-sur-Save (31), il s'éteignit dans la nuit du 28 au 29 septembre 1905 victime d'un infarctus, à l'âge de 60 ans. Réputé pour sa puissance de travail et sa très vive intelligence, Honoré Serres fut, de l'aveu même de ses adversaires, un administrateur remarquable. On doit notamment à sa politique de grands travaux le prolongement des rues d'Alsace-Lorraine et de Metz, les halles couvertes des Carmes et de Victor-Hugo, ainsi que l'électrification du réseau de tramway qu'il n'aura malheureusement pas le temps d'inaugurer puisque les premières lignes ne furent mises en service qu'en mai 1906.

75. Les cartes du ciel de Saint-Sernin. Les cartes du ciel, évoquées par l'abbé Albouy au chapitre XXI lors de la soirée chez Maître Armengaud, existent réellement telles que décrites à l'emplacement indiqué. Cette partie de la basilique Saint-Sernin n'est pas ouverte au public, sauf en de très rares occasions et la

visite se fait alors à la lampe torche ! Quant à l'or des Tectosages et au lac sacré sous l'édifice religieux, même si elles ont la vie dure, ce ne sont que des légendes urbaines entretenues par des esprits en mal d'ésotérisme et de merveilleux.

76. Les Volques Tectosages. Au chapitre XXI, l'abbé Albouy nous donne un bref aperçu de l'histoire, ou plutôt de la proto-histoire de Toulouse, en mentionnant les Volques Tectosages. J'ai souhaité vous faire partager les dernières découvertes, qu'on ne pouvait pas connaître en 1900, qui vont à l'encontre des idées reçues et de la mythologie moderne au sujet des Celtes et de l'origine même des Volques Tectosages, installés à partir du V^e siècle avant notre ère sur le territoire de Tolosa, ainsi que de la signification de leur ethnonyme – que vous ne trouverez ni sur *Wikipédia*, ni dans les ouvrages d'histoire. Car ce qui suit est issu des sources les plus sûres et les plus actuelles qui soient : d'une part le musée archéologique Saint-Raymond (Toulouse), et d'autre part l'*Encyclopédie de Protohistoire en Midi-Pyrénées*, au travers d'une publication en ligne du 5 mai 2015 de Pierre-Yves Milcent, historien et archéologue, spécialiste des villes et des agglomérations de la Protohistoire celtique en Europe occidentale, maître de conférences et directeur de recherche à l'université de Toulouse II Jean Jaurès. Ainsi donc, les Volques Tectosages – désignés comme tels dans la littérature gréco-latine à partir du II^e siècle avant notre ère – étaient en réalité un peuple autochtone du Languedoc, et à ce titre, il est exact de dire qu'ils sont nos ancêtres (ou du moins ceux des Méridionaux), comme cela est expliqué dans les chapitres X et XXI. Au gré de leurs participations aux expéditions celtiques les plus anciennes, ils s'installèrent également au nord de l'Italie et en Europe centrale, dans le haut bassin du Danube, jusqu'en Asie Mineure (Anatolie), en passant par les Balkans. Aujourd'hui, on met en doute qu'ils aient pu ramener leur butin de

la campagne qu'ils menèrent à Delphes (le légendaire *Or de Toulouse*), car des écrits anciens les disent dispersés dans la misère, à cause de dissensions au sein de leur groupe. Quant à ceux qui seraient rentrés à Tolosa, leur patrie d'origine, ils auraient été frappés par le fléau de la peste. En tout état de cause, il semble erroné de penser et de croire que les Volques Tectosages seraient issus de quelque contrée du nord-est de la France ou encore d'Outre-Rhin, venus envahir le Sud-Ouest et s'y installer. Il ne s'agit que d'un mythe moderne remontant au XIX^e siècle ! De ce postulat (faux) en découla forcément une traduction étymologique (tout aussi fausse) de leur ethnonyme qui était supposée rendre compte de leur instabilité chronique de peuple en errance voué à la migration : *les peuples qui cherchent un toit*. C'est dire toute la force et l'inertie de la théorie d'un diffusionnisme centrifuge selon laquelle les Celtes, originaires d'un même berceau, auraient déversés à intervalles réguliers leurs hordes guerrières sur une large part de l'Europe. Cette matrice géographique des Celtes, inventée de toute pièce au XIX^e siècle, traduit une vision romantique de l'histoire la plus ancienne des peuples de l'Antiquité, une vision dominée par l'idée qu'il était possible de leur assigner une origine raciale et géographique commune. D'après l'hypothèse actuellement envisagée, le peuplement protohistorique du Toulousain pourrait être déterminé des trois manières suivantes : dans un premier temps, les Tolosates, situés à l'extrémité occidentale de la province de Transalpine, formaient le peuple auquel appartenait Tolosa, la capitale de cité (d'après les écrits de Jules César au 1^{er} siècle av. n. è.) – en réalité une agglomération plutôt qu'une ville bien délimitée. Celle-ci, d'abord implantée en plaine, dans l'actuel quartier Saint-Roch (Empalot) et sur le site de Purpan-Ancely, gagne les hauteurs du coteau d'Estarac et de Vieille-Toulouse, alors siège politique et religieux, avant que les Romains n'établissent la Ville à son emplacement actuel ; ensuite,

les Volques Tectosages, qui correspondaient à une entité ethnique plus vaste, intégrant plusieurs peuples (Ligures, Tolosates, Rutènes...), située entre les Pyrénées, l'Aquitaine, le Massif Central et la région de Narbonne mais pour laquelle Tolosa jouait un rôle fédérateur, sans doute en tant que lieu de rassemblement et de culte confédéral (d'après les écrits de Strabon, historien grec du 1^{er} siècle av. n. è.) ; enfin, les Celtes désignaient plus ou moins, aux yeux des Romains, l'ensemble générique des ethnies de la Gaule intérieure méridionale qui formaient le peuplement de la partie sud de la Celtique, ainsi dénommée avant que ne soit créée la province de Transalpine (selon les écrits de César et Strabon). Aussi, la traduction aujourd'hui proposée de l'ethnonyme de cette confédération ethnique est-elle *les peuples qui cherchent des biens* (ou *des possessions*), et même plus exactement *les faucons* (ou *les guerriers*) *en quête de butin*, qui accrédite l'exaltation de la prédation guerrière (Troglodyte Pompée, historien Gallo-Romain du 1^{er} siècle av. n. è., rapporte que les Tectosages étaient appâtés par « l'agrément du butin »). Daniel Cyrus, de l'*Académie Julien Sacaze*, tempère quant à lui les thèses de Pierre-Yves Milcent. Selon ses recherches, les Volques Tectosages seraient composés de tribus celtes venant de Bohême-Moravie qui, poussés par l'avancée de peuples germaniques, s'installèrent vers 250 av. n. è. en Narbonnaise. Ils se seraient alors fait les auxiliaires de l'armée romaine en échange d'un territoire englobant la Ligurie occidentale, laquelle comprenait le nord des Pyrénées, l'est de l'Ibérie nord-pyrénéenne, et des territoires situés au sud des Rutènes jusqu'à la Méditerranée. Ils se seraient rapidement fondus dans la population Ligure, se civilisant à son contact. Militairement, ils formèrent l'ossature des légions romaines durant les Guerres Punique et constituèrent la dernière défense de Rome assiégée par les Carthaginois. En conclusion, et sans entrer dans un débat de spécialistes, si d'importantes questions restent en

suspens, l'on s'accorde néanmoins sur le fait que le Toulousain protohistorique présente, depuis l'âge du Bronze au moins, une succession originale et diversifiée de cultures matérielles qui traduisent que la région se situait avant tout dans une zone de charnière culturelle et de passages, ouverte à des horizons très différents – à des degrés variables en fonction des époques – selon des mécanismes qui nous échappent encore.

77. Toulouse, cette capitale du royaume Wisigoth. On l'oublie parfois, mais pendant tout le V^e siècle, Toulouse fut la capitale du royaume Wisigoth, lequel s'étendait du sud de la Loire jusqu'au sud de l'Espagne et du Portugal, soit rien moins que le plus vaste « État » d'Europe ! La tradition a fait des Wisigoths des barbares venus du nord de l'Europe, comme les fameux Ostrogoths, dont on a voulu faire leur pendant, traduisant leurs ethnonymes respectifs par « Goth de l'Ouest » et « Goths de l'Est »... C'est du moins ce qui a toujours été enseigné depuis plus d'un siècle, mettant ainsi ces Wisigoths à l'écart de notre Histoire nationale, laquelle se résumait à Clovis et à l'Empire Romain, faisant du départ des Romains l'entrée dans le Haut Moyen Âge – à tort puisque les Wisigoths se placent dans l'exacte continuité des Romains. Car si l'on en croit Jordanès (historien du VI^e siècle), Wisigoths et Ostrogoths sont au départ un seul et même peuple, les Goths, originaire de Scandinavie (peut-être de l'île suédoise de Gotland), avant de s'établir dans un premier temps en Poméranie puis d'essaimer jusqu'aux rives de la mer Noire, qui correspond à peu près à l'Ukraine d'aujourd'hui. Les Goths se séparèrent vers le III^e siècle : les Tervinges à l'ouest et les Greutunges à l'est. Les Wisigoths (en réalité « peuple avisé, instruit » ; Ostrogoth signifiant « peuple brillant ») sont chrétiens, cultivés et raffinés, adoptant même le tout-à-l'égout et le mode de vie des Romains. Le *fœdus* de 418 – traité d'alliance signé par l'empereur romain d'Occident

Flavius Honorius et Wallia, roi des Wisigoths – reconnu à ces Goths le statut de peuple fédéré de l’empire Romain et leur confia l’administration et la protection de plusieurs provinces au sud de la Loire. Toulouse est ainsi le cœur d’un royaume prospère et, à ce titre, l’activité économique s’y concentre. Les produits de luxe, les tissus et les denrées issues de l’agriculture transitent par elle. Arrivent aussi à Toulouse tous les matériaux importés depuis l’Afrique du Nord, contrôlés par les Romains. La ville vit de l’agriculture et s’appuie sur un réseau de villas puissantes, comme Montmaurin et Valentine, qui datent des Romains. Avec Toulouse, les Wisigoths ont en fait recréé une Rome miniature. Ils y ont regroupé le personnel administratif, essentiellement composé avec les personnes et les familles qui étaient aux commandes de la ville avant leur arrivée, se réservant l’aspect militaire et la collecte des impôts. La population locale a également trouvé son intérêt dans cette organisation, car les Wisigoths ont apporté la stabilité et la sécurité, ce qui manquait dans la période précédente. Cette prospérité va durer jusqu’en 508, date à laquelle les Francs reprendront la Ville. Car s’ils sont chrétiens, les Wisigoths sont convertis à l’arianisme, un courant de pensée théologique des débuts du christianisme, dû à Arius – un théologien alexandrin au début du IV^e siècle –, lequel niait la divinité de Jésus. Si la tolérance était de mise avec l’Empire Romain d’Occident, après la chute de celui-ci, en 476, les Wisigoths perdirent peu à peu le soutien de l’Empire Byzantin – Empire Romain d’Orient, chrétien et de langue grecque – et, partant, leur souveraineté déclina au profit de celle des Francs lorsque Clovis se convertit au christianisme. Cette « alliance » permit à ce dernier de vaincre les Wisigoths en 507 lors de la bataille de Vouillé (près de Poitiers) et de les bouter hors de France, lesquels, avec la perte de Toulouse l’année suivante, se replièrent alors en Espagne autour de leur nouvelle capitale, Barcelone, avant de s’installer définitivement à Tolède, ne

conservant momentanément sur notre territoire que la Septimanie (notre Languedoc actuel). Dès lors, Toulouse va se retrouver en marge d'un nouveau royaume – dont la capitale est désormais Paris –, ce qui ne fait plus d'elle une place forte mais juste un poste avancé. Progressivement, Toulouse perd des habitants et se ruralise ; l'habitat y est plus clairsemé et seule l'enceinte est correctement entretenue. Les Francs, moins romanisés que les Wisigoths, délaissent le tout-à-l'égout et les thermes. La Ville ne disparaît pas, mais elle ne fait plus partie des routes commerciales majeures et passe derrière une ville comme Clermont-Ferrand qui devient très dynamique. Au Haut Moyen Âge, Toulouse n'est plus une cité majeure et il faudra attendre les premiers comtes de Toulouse, au XI^e siècle, pour qu'elle retrouve un dynamisme économique et urbain.

78. La Librairie Privat. La *Librairie Privat*, citée au chapitre XV et bien connue des Toulousains, existait déjà en 1900 puisqu'elle a été fondée en 1839 par Édouard Privat. Une aventure osée puisque tentée hors de Paris en un temps où la Capitale dictait sa pensée aux élites du monde entier. Ses locaux se trouvaient alors rue Croix-Baragnon. C'est là que se réunissaient les intellectuels de la Ville. Dès 1860, Édouard Privat, éditeur-libraire, devient le fournisseur de l'archevêché, et c'est en 1867 qu'il se lance dans une audacieuse réalisation : une nouvelle édition de la monumentale *Histoire générale du Languedoc*. D'ailleurs, ce projet est si énorme qu'il fragilisera l'entreprise pour quelque temps. En 1876, son fils, Paul, lui succède et fait preuve du même sens des affaires que son père, en développant notamment la première édition d'une collection de classiques espagnols en français. En pleine bataille républicaine, Paul deviendra l'éditeur de l'Université et publie en 1892 le dernier tome de l'*Histoire générale du Languedoc*, parachevant l'œuvre de son père. En 1902, il publie la *Grammaire latine simple et*

complète qui marquera une véritable révolution dans l'enseignement du latin et restera un ouvrage de référence sur le plan national pendant plus de quarante ans ! Ce succès l'obligera, en 1903, à déménager l'enseigne pour la rue des Arts, toute proche, où elle se trouve encore aujourd'hui. À la fin des années 1960, la maison *Privat* est l'une des premières grandes surfaces françaises de vente de livres. En 1988, les héritiers de la famille cèdent d'abord la société d'édition puis, en 1992, viendra le tour de la librairie. Après quelques vicissitudes au sein d'un groupe, celle-ci est finalement rachetée en 2013 par un libraire indépendant qui a su ressusciter l'institution toulousaine et lui redonner son dynamisme.

79. Le Théâtre du Capitole de 1900. Le Théâtre du Capitole décrit au chapitre XXIII est une fidèle reconstitution de ce haut lieu de spectacle, tel qu'il se présentait réellement en 1900. La tarification et la programmation que j'y évoque sont également réelles. Il fut malheureusement entièrement détruit le 10 août 1917, à 14h15, par un terrible incendie qui s'est déclaré dans les combles. La plupart des archives ayant brûlé lors du drame, il m'a fallu mener de longues recherches et recouper de nombreux documents pour faire revivre cette salle qui avait été rénovée et repensée en 1880.

80. Léon Lajaunie. Si tout est dit dans le roman à propos du *Cachou Lajaunie*, on connaît moins son inventeur toulousain, pharmacien, chimiste et homme d'affaires avisé qui connut un destin semblable à celui de son homologue américain John Pemberton, pharmacien à Atlanta et inventeur du *Coca Cola* en 1885. Né le 31 mars 1841 à Cintegabelle (Haute-Garonne), Léon Lajaunie passera l'essentiel de sa vie à Toulouse où il avait acheté sa première pharmacie en 1867, une fois son diplôme en poche, au 37 rue des Changes – qui constituait alors, avec la rue

Saint-Rome, l'axe principal de circulation qui menait jusqu'à la place du Capitole, avant le percement des grandes artères toulousaines. Sans doute cette officine ressemblait-elle beaucoup à celle de M. Homais que Flaubert a décrite dans *Madame Bovary*. Dès 1874, en commerçant avisé, Léon Lajaunie la transfère d'ailleurs au 18 rue d'Alsace-Lorraine. Il n'a que 50 ans quand il la vendra, en 1891, soit dix ans après le lancement de ses célèbres cachous, probablement pour mieux se consacrer au développement commercial de son invention. En 1905, au décès de sa première épouse, il cède son entreprise aux frères Sirven – riche famille toulousaine qui tire sa fortune de l'imprimerie et à qui l'on doit l'invention du bloc éphéméride et la création du journal *La Dépêche* – pour la coquette somme de 200 000 francs, assortie d'une rente de 1 centime par boîte vendue jusqu'à sa mort, laquelle surviendra le 22 septembre 1914. Bien lui en prit puisque, dès l'année suivante, il s'en vendit 400 000 unités pour atteindre très vite le million (on se rappellera qu'un ouvrier gagne environ 4 francs par jour, soit 1 200 francs par an). Comme écrit dans le roman, Lucie aurait effectivement pu poser pour le célèbre affichiste Leonetto Cappiello. Car, quoi qu'en dise la page *Wikipédia* consacrée à la marque, le site internet dédié à l'artiste (cappiello.fr) mentionne quant à lui l'année 1900 pour l'affiche qui représente une jeune femme rousse vêtue d'une robe verte, tenant délicatement une cigarette fumante entre les doigts de sa main droite, tandis que de l'autre elle brandissait une boîte de *Cachou Lajaunie*. La famille Sirven (celle-là même qui, en la personne d'Alfred Sirven, fut au début des années 1990 au centre de l'affaire *Bidermann* et mêlée au scandale d'État des *frégates de Taïwan*) ne cèdera la société qu'en 1990 aux *Laboratoires Pierre Fabre*, qui la revendront à leur tour en 1993 à un groupe britannique, avant qu'elle ne termine dans l'escarcelle du groupe agroalimentaire américain *Kraft Foods* en 1997, puis dans celle de la société *Cadbury* en

2000, elle-même rachetée par *Kraft Foods* en 2010 ! Fabriquée encore aujourd'hui à Toulouse, on peut lire sur *Wikipédia* qu'il se vend chaque année dans le monde plus de 10 millions de petites boîtes rondes jaunes métalliques. Pourtant, si l'on en croit un article daté du 8 mars 2018 paru dans *Le Journal Toulousain*, l'unité de production toulousaine qui emploie quatre salariés aurait écoulé 17 tonnes de *Cachou Lajaunie* en 2017. À 6 grammes nets la boîte, cela représenterait en réalité à peine plus de 2,8 millions de boîtes, ce qui nous donne tout de même 1 boîte vendue toutes les 11 secondes !

81. Clément Ader. Comme énoncé en 2., tout ce qui est écrit dans le roman concernant Clément Ader est vrai... ou presque ! Voici donc quelques précisions/rectifications destinées à rétablir la vérité. C'est à l'âge de 14 ans que le jeune Clément réalise sa première tentative d'envol à Muret, à la faveur des rafales de l'*autan*, ce « vent du diable ». Mais le garçon prend soin d'effectuer cet essai de nuit... pour ne pas être la risée de ses camarades qui n'auraient pas manqué de le brocarder en lui consacrant une chanson pour carnaval, comme il était de coutume à l'époque. Le voici donc qui s'éclipse de la maison familiale pour rejoindre non loin de là un endroit dénommé « Fabas », au confluent de la Garonne et de la Louge (entre l'actuel hôtel de ville et le « pont de l'Europe », sur la rive gauche des deux cours d'eau), d'où il va s'élancer en direction du fleuve revêtu pour la circonstance d'un « costume d'oiseau » de sa confection, préfigurant le futur *wingsuit*, dont le concept fut repris soixante ans plus tard par le tristement célèbre Franz Reichelt – lequel s'est jeté du premier étage de la tour Eiffel en 1917 avant de s'écraser cinquante-sept mètres plus bas, creusant un cratère de vingt centimètres de profondeur. Toujours fasciné par le vol humain, c'est à Castelnaudary (une localité particulièrement exposée au vent d'autan) que Clément Ader réalisera en 1873 ses premiers

essais en vol captif – à 1,50 m du sol – avec son fameux planeur en plumes d’oie construit avec le concours d’un ami céramiste qui lui prête un hangar et des ouvriers. Ces tests lui permettront d’affiner ses calculs en aérodynamisme... mais il ignorait que ceux-ci étaient en réalité faussés par l’*effet de sol* dû à sa proximité avec le plancher des vaches. L’*Éole*, puis l’*Avion n° 3* souffriront de cette erreur, comme le démontreront les tentatives d’envol respectivement à Armainvilliers (77) le 9 octobre 1890, puis à Satory (78) le 14 octobre 1897, les seules jamais effectuées par Clément Ader, quoi qu’en disent certaines biographies qui font état d’un hypothétique vol à Muret depuis les hauteurs de la colline du Tucol... qui se serait soldé par un accident à l’emplacement du parc qui lui est dédié. Enfin, pour être précis et vrai jusqu’au bout, si Clément Ader est bien décédé onze jours après son épouse, c’est à Toulouse qu’il s’est éteint, où il avait été hospitalisé la veille en vue d’y subir une intervention chirurgicale. Quant à sa *villa Labourdette*, elle se trouvait rue du président Louis Henry qui débouche sur l’avenue des Pyrénées, et n’a aucun rapport avec le site de Labourdette où Vincent Auriol avait fait ériger sa villa art déco (œuvre de l’architecte ariégeois Patrick Bonnet, grand prix de Rome 1906) qui abrite depuis le 10 juin 2011 le musée Clément Ader et les Grands Hommes.

82. Les deux châteaux d’eau. Au chapitre XXVI, Frédéric attend Lucie au pied de l’*ancien château d’eau* qui surplombe la Prairie des Filtres, dont il explique l’origine du toponyme. Comme il y est écrit, le sous-sol de ce terrain permettait de filtrer naturellement l’eau de Garonne avant qu’elle ne soit aspirée par des pompes puis acheminée jusqu’à la place Rouaix, en passant par le Pont-Neuf, afin d’alimenter ensuite les fontaines de la Ville. Las, construit en 1825, ce système de filtrage s’obstruait régulièrement et la capacité du château d’eau était

devenue insuffisante pour faire face aux besoins croissants d'une population toujours plus nombreuse. Celui-ci fut donc renforcé en 1867 par le *nouveau château d'eau* construit un kilomètre plus bas face au Ramier du Bazacle, dans le quartier de Bourrassol, à mi-chemin entre la chaussée et la Fontaine d'Amour où les *Établissements Paul Décamps* puisaient l'eau ferrugineuse de Bourrassol. Mais après la terrible crue de 1875, qui a détruit la plupart des galeries de la prairie, on abandonne le premier château qui servira alors de remise aux ouvriers municipaux de la voirie. Après la Seconde Guerre mondiale, Toulouse généralisa le tout-à-l'égout et l'alimentation en eau potable des habitations. Au fur et à mesure des besoins, la Ville construira des usines de production d'eau potable. À la fin des années 1960, désormais devenu inutile, le second château sera à son tour démantelé. En 1988, il accueillera le théâtre Garonne, qui sera rénové, restructuré et agrandi en 2006. L'*ancien château* sera quant à lui confié en 1971 au célèbre photographe toulousain Jean Dieuzaide, qui y ouvrira trois ans plus tard la galerie municipale d'exposition photographique, la première du genre en France.

83. La Fontaine d'Amour. L'eau de Bourrassol, que Lucie fait découvrir à Frédéric au chapitre XXVI après le match de rugby, existait réellement et jaillissait bel bien de la Fontaine d'Amour, une source au nom évocateur des plus belles heures de l'opérette. Exploitée par les *Établissements Paul DÉCAMPs*, cette eau aux propriétés médicinales était aussi utilisée pour fabriquer des limonades, siphons et autres boissons gazeuses. Excellente pour la santé, l'eau de Bourrassol était une eau ferrugineuse bicarbonatée légèrement gazeuse et salée qui provenait d'une source naguère située aux confins du faubourg Saint-Cyprien, à mille cinq cents mètres de la Ville de Toulouse, sur les bords de la rive gauche de Garonne, face au Ramier du Bazacle. Le 1^{er}

juin 1824, une analyse chimique de cette eau minérale fut réalisée par M. Bernardet, pharmacien à Toulouse. Prélevée dans le « hameau de Bourrassol » sur la propriété d'un dénommé M. Talexi, la source sourdait d'un rocher et s'écoulait d'ouest en est (le moulin Talexi, qui deviendra plus tard la propriété de M. Paul Décamps, se trouvait au niveau de l'actuelle jonction entre la rue Paul Décamps et le boulevard Richard Wagner). D'après le scientifique, son odeur est désagréable, fétide même, faisant croire à une eau soufrée. La saveur est quant à elle terreuse avec un arrière-goût qui appartient aux eaux ferrugineuses. Le 15 juillet suivant, Jean Conté, membre résident de la Société de médecine de Toulouse, Docteur de la Faculté de Médecine de Montpellier et correspondant de la Société médicale d'émulation de Paris, rédigea une notice sur l'eau de Bourrassol. Dans ce panégyrique, véritable plaidoyer visant à faire reconnaître son caractère médicinal, le Dr. Conté souligne que l'eau de Bourrassol était déjà reconnue, utilisée et fort appréciée pour ses vertus thérapeutiques. Les médecins la prescrivaient d'ailleurs avec succès pour soigner l'anémie (carence en fer), l'asthénie, les nausées et vomissements glaireux, les engorgements des viscères abdominaux et des glandes mésentériques, les leucorrhées ainsi que les troubles menstruels et gastriques (cardialgie opiniâtre, inflammation de la vésicule, digestion difficile, coliques). L'objectif du Dr. Conté était visiblement de réhabiliter l'eau de Bourrassol auprès de l'*Académie royale des sciences*, qui l'avait condamnée au motif qu'elle contenait de nombreuses substances délétères considérées comme toxiques (hydrogène carboné, ammoniaque, potasse, sulfate de chaux, savon, etc.), la jugeant donc insalubre et en proscrivant l'usage. Or, selon le principe cher à Paracelse, c'est la dose qui fait le poison. Et le Dr. Conté de rappeler que l'eau de Bourrassol présente une composition proche des eaux de Luchon, Barèges, Cauterets, Seltz, Spa, et tant d'autres, lesquelles sont

unanimement reconnues pour leurs vertus curatives. Et de mettre également en avant que le père du propriétaire actuel de la source a vécu jusqu'à quatre-vingt-dix ans ; qu'un domestique va atteindre sa centième année ; qu'il n'existe presque jamais de malade dans ce quartier, et qu'on ne déplore que deux morts en l'espace de soixante ans dans le domaine comptant pourtant de nombreux habitants. Analysée une nouvelle fois en juillet 1906 par les Docteurs Garrigou et Gautier, respectivement professeur d'hydrologie et préparateur du cours d'hygiène à la Faculté de Médecine de Toulouse, ces derniers avaient conclu à « sa pureté absolue ainsi qu'à ses qualités alcalines et diurétiques. » Sans doute faut-il voir là les débuts officiels de sa commercialisation. Vendue 15 centimes la bouteille d'un litre, les consommateurs de l'époque qui eurent la chance de pouvoir s'en désaltérer convenaient que, légèrement salée, l'eau de Bourrassol avait effectivement quelque chose de ferrugineux et de limoneux. Son odeur rappelait l'hydrogène sulfuré, mélange de métal et d'odeur de vase. Bref, une authentique *eau de Seltz* toulousaine ! Aux lendemains de la Grande Guerre, les *Établissements Eaux de Bourrassol* lancèrent sur le marché des sodas à la framboise et à l'orange sous la marque *Roly*, avant de s'installer rue des Fontaines et d'adopter la dénomination commerciale *Société des eaux de Bourrassol*. Celle-ci recrutait d'ailleurs régulièrement des ouvrières et des manœuvres, y compris pendant la Seconde Guerre mondiale, par le biais d'annonces dans *La Dépêche*. Sans plus d'informations, nous pouvons conjecturer qu'à partir des années 1950, l'entreprise a dû faire face à l'hégémonie croissante des marques de stature nationale (*Évian*, *Vichy Célestins*, *Perrier*, *Pschitt*) et internationale (*Coca-Cola*). Ces dernières, profitant à plein de l'essor du cinéma et de ses écrans publicitaires, puis de l'arrivée de la télévision, eurent vraisemblablement peu à peu raison du petit limonadier indépendant, le conduisant inéluctablement à fermer

les robinets de la Fontaine d'Amour, cette improbable source d'eau ferrugineuse qui pétillait sur les tables toulousaines.

84. L'invention de « la Ville rose ». Comme Frédéric le fait remarquer à de nombreuses reprises, les façades des constructions toulousaines sont encore, en 1900, parées d'un enduit ou d'un badigeon beige, grège, voire blanc céruse comme le montre cette photo de la place du Capitole, et rares



sont celles qui arborent des briques rouges apparentes. Déjà au XVIII^e siècle, un arrêté capitulaire oblige les habitants à blanchir leurs façades pour des raisons de salubrité publique. Car la qualité de la cuisson est seule garante de la tenue du matériau dans le temps. Or, la production artisanale ne permet pas d'obtenir une qualité de cuisson homogène à l'échelle d'une fournée. Les briques sont donc triées avant mise en œuvre, les mieux cuites étant alors réservées aux éléments nobles destinés à rester apparents. C'est la raison pour laquelle on recouvre la plupart du temps les façades d'un enduit de chaux qui les protégera des intempéries et préservera ainsi les habitations de

l'humidité. Contrairement à l'idée reçue, la brique est donc un matériau cher eu égard à l'importance des rebuts de cuisson. Au-delà de ces considérations sanitaires, l'autre avantage de cette pratique réside dans l'amélioration la sécurité nocturne. En effet, la couleur claire des façades permettait de mieux renvoyer la faible lueur de l'éclairage public et contribuait ainsi à rendre les rues moins sombres, donc plus sûres. Quant à l'appellation « Ville rose », elle apparaît pour la première fois en 1906 sur la couverture du guide du syndicat d'initiative fondé trois ans plus tôt, dans le but avoué de retenir les touristes de passage sur les bords de la Garonne plutôt que de les laisser poursuivre jusque dans les Pyrénées. Sans référence aucune à la couleur de la brique, la « Ville rose » est une invention d'un groupe de poètes de *l'Académie des Jeux floraux*, lesquels décrivent Toulouse comme une femme charnelle. Rimant avec « Dame Tholose », le rose est de plus lié à l'idée de séduction, jeunesse, sensualité, fragilité, poésie... On voit alors fleurir des cartes postales colorisées exhibant une femme vêtue de rose aux courbes généreuses, à l'instar des méandres de Garonne... Rose ou violette, les touristes ont désormais le choix des couleurs !

85. La langue mondine et l'occitan. Afin de clarifier le sujet, je reviens ici sur l'*Avertissement* inséré en préambule de *La Pierre de l'Orgueil* à propos des mots et expressions en langue toulousaine qui émaillent le roman. Nombre de lecteurs auront tôt fait de traduire cette *lengo moundino* par « patois », comme on l'a trop longtemps et improprement qualifiée. Précisons d'emblée que ce terme à haute connotation péjorative, voire raciste, a été créé sous la Troisième République pour dénigrer des langues et idiomes locaux traduisant une diversité de cultures « dissidentes » en regard du pouvoir central. Ce terme « patois » (qui pourrait se traduire par « parler avec ses pattes ») désignait sans la nommer une population rurale à l'époque réputée

arriérée, vivant les pieds dans la fange des basses-cours et piaillant un langage incompréhensible à l'image de ses gallinacés. Jules Ferry, lorsqu'il était ministre de l'Instruction publique, estimait en effet que les « races inférieures » devaient être « civilisées », lesquelles, au-delà des populations coloniales, englobaient aussi les provinciaux. Cela étant dit, et avant toute chose, il est également important de noter qu'aucun troubadour, aucun scribe du Midi de la France écrivant dans sa propre langue n'a jamais utilisé, pour la qualifier, le terme d'*occitan*, mais de *roman*, de *languedocien*, de *gascon*, de *provençal*, ou encore de *limousin*. Au temps de l'indépendance du Languedoc, Raymond VI de Toulouse disait tout simplement *lenga nostra*. Car l'expression *lenga occitana* est de création récente. Les mots *lingua occitana* et *Occitania* apparaissent quant à eux pour la première fois dans des actes français ou pontificaux à la fin du XIII^e siècle, après la chute du Comté de Toulouse, au terme de la croisade contre les albigeois. Les officiers royaux originaires du Nord, les clercs de l'Inquisition, retinrent comme caractéristique du langage parlé par leurs administrés le « oc », lequel correspondait au « oil » de leur propre langue. Suivant l'usage de l'époque, la chancellerie royale française habilla d'une surprenante forme latine la particule « oc » pour en tirer l'adjectif *occitanus*, retranscrit en *occitan*. Mais les termes *lingua occitana* ou *Occitania* ne désignent alors absolument pas le parler d'oc, mais la *Terre d'oc* (usage classique du mot *lingua* au Moyen Âge) et visent à éliminer la notion même de comté de Toulouse. Les conquérants imposent ainsi aux vaincus une dénomination nouvelle de leur patrie dans l'espoir de faire apparaître une conscience nationale au détriment de toute autre. Pour écrire leur langue issue du latin populaire parlé, les premiers scribes du Midi de la France ont dû adapter le système orthographique du latin, problème commun à toutes les langues romanes (français, italien, castillan, catalan, galicien ou

lusitanien), lequel sera en vigueur jusqu'au XV^e siècle. Après la croisade contre les albigeois, celui-ci est peu à peu chassé de l'enseignement et de la vie administrative. L'édit de Villers-Cotterêts l'interdit même officiellement en 1539. Les habitants du Midi de la France parlent donc toujours leur langue, mais perdent leur système orthographique. Dès lors, cette oralité favorisera l'émergence d'une multiplicité de variantes qui se développeront en autant de dialectes au grès de la géographie. Les locuteurs du Midi souhaitant écrire n'ayant plus comme référence que le système du français, chaque auteur essaie alors de l'adapter à ses particularismes idiomatiques et ainsi naissent ce qu'on appelle les graphies « patoisantes » de la langue d'oc. Cela jusqu'au XIX^e siècle. Des tentatives de normalisation graphique se multiplient alors. Originaire des Alpes de Provence, le médecin dignois Simon-Jude Honnorat, savant naturaliste et philologue, propose dans son dictionnaire (paru entre 1846 et 1848) un système orthographique très proche de celui des troubadours et qui, tout en respectant les dialectes, permet leur intercompréhension (titre complet : *Dictionnaire provençal-français, ou Dictionnaire de langue d'oc ancienne et moderne ; suivi d'un Vocabulaire français-provençal... / par S.-J. Honnorat, docteur en Médecine – Digne : Repos, 1846-1848. – 4 vol.*). Ce système, d'abord salué, sera ensuite rejeté pour imposer une graphie française et rhodanienne à l'ensemble occitan. Quant à la graphie félibréenne apparue dès 1853 dans les œuvres de Joseph Roumanille et chère à Frédéric Mistral (cofondateur du Félibrige et prix Nobel de littérature en 1904 pour son œuvre *Mirèio* écrite dans cette même langue et graphie), si elle correspond à celle de la renaissance littéraire occitane du XIX^e siècle, elle est avant tout localisée en Provence et dans le Midi toulousain (des liens forts existent avec Toulouse au travers de son *Académie des Jeux floraux* dont Mistral sera maître ès-jeux) et ne résout pas les problèmes posés par l'éparpillement dialectal.

Afin de promouvoir le particularisme de la langue toulousaine, l'*Escolo Moundino* verra le jour à Toulouse en 1894, créée par des félibres locaux, dont Marius Bacquié-Fonade par ailleurs cofondateur de la *Société des Toulousains de Toulouse* et instigateur du musée du Vieux-Toulouse. Le nom de cette école faisait ouvertement référence à la *lengo moundino* chère à Pierre Goudouli – poète toulousain du XVII^e siècle –, la langue populaire de Toulouse par opposition à celle des clercs. Dès lors, les languedociens vont reprendre et moderniser la graphie des troubadours grâce aux travaux du limousin Joseph Roux, puis de l'*Escòla occitana* d'Antonin Perbosc et Prosper Estieu, fondée en 1919. En s'inspirant du modèle catalan, Louis Alibert la perfectionne à son tour en 1935, puis dans son dictionnaire qui ne sera publié qu'en 1966 par l'*Institut d'Études Occitanes*. Quant à la graphie félibréenne, elle subsiste encore en Provence. On l'aura compris, l'occitan est en réalité une langue créée au début du XX^e siècle qui n'est ni le gascon, ni le languedocien, ni le limousin, ni l'auvergnat, ni le provençal, ni le vivaro-alpin, mais une tentative de retrouver, en la modernisant, la langue originelle des troubadours dévoyée par sept siècles de décadence et de revenir à sa graphie historique et étymologique. Tout en tenant compte de l'apport de l'ensemble de ces six parlers, mais débarrassée des gallicismes, l'objectif est alors de redonner au Midi de la France (dans son acception la plus large) son identité culturelle. Cependant, bien que sa graphie soit désormais normalisée, l'occitan n'a pas pour autant gommé les particularités orales des idiomes qui le composent. Parmi eux, la langue toulousaine est née d'une transition entre le languedocien de la rive droite de la Garonne et le gascon de la rive gauche, Toulouse présentant la particularité de s'être construite au fil du temps sur les deux côtés de la Garonne appartenant respectivement à chacune de ces deux provinces. L'occitan n'est donc pas une langue unifiée comme peut l'être le français. En découle une

prononciation très diversifiée. Par exemple, si dans la prononciation « languedocienne / gasconne » propre à Toulouse le *a* se prononce comme en français, il n'en va pas de même quand celui-ci marque le féminin ou la finale d'une conjugaison. Ceci explique donc que la graphie félibréenne rencontrée dans le roman, qui emprunte au français afin de restituer au plus près la prononciation de cette langue essentiellement orale, écrive *patanaïro*, *patano*, *tabataïro*, *péoulio* ou *fenno*, au lieu de *patanaira*, *patana*, *tabataira*, *peulha* ou *femna*. De même le *pétasou* (et non le *petaçon*) est-il bien ce cordonnier toulousain, comme le *pescofi* (et non le *pescafin*) est ce « fin pêcheur » cher à la ville de Pinsaguel (31) où un café-restaurant porta cette enseigne pendant plus d'un siècle ! On feuillettera à cet égard avec intérêt (ou à tout le moins, curiosité) le *Dictionnaire de la langue toulousaine* de Jean Doujat (réédition de 1895 et mise à jour du *Ditciounari Moundi* publié en 1638), ainsi que *Lou Tresor dóu Felibrige* de Frédéric Mistral (*Le Trésor du Félibrige* paru en 1879), ce « dictionnaire embrassant les divers dialectes de la langue d'oc moderne », tout comme celui du *Français-Patois de Saint-Gaudens* (1843) en consultant respectivement les sites gallica.bnf.fr et occitanica.eu. On comprend donc aisément qu'en 1900, année où se déroule l'action de *La Pierre de l'Orgueil*, l'occitan normalisé que nous connaissons aujourd'hui n'existait pas encore, comme en témoignent la littérature et la presse de l'époque (notamment le journal *Lé Gril dé Toulouso*, à découvrir sur occitanica.eu) ou même les paroles de *La Toulousaino* (partition originale de 1899 archivée sur gallica.bnf.fr). Ce qui revient à dire que faire parler des personnages en occitan ou écrire cette langue mondine autrement qu'avec une graphie félibréenne constituerait un grave anachronisme qui pourrait même être considéré comme une tentative de révisionnisme. Aussi, afin de concilier tous les points de vue et ne pas heurter les sensibilités, mais également dans le souci de

vulgarisation qui m'est cher, j'ai pris le parti d'utiliser la graphie alors en vigueur en prenant soin d'indiquer à chaque fois, dans une note de bas de page, la graphie en occitan dit « normalisé ». Chacun, érudit ou simple locuteur de langue toulousaine de génération en génération, y retrouvant ainsi son compte. Nonobstant, dans l'intérêt de la narration, en usant de cette écriture phonétique (comme au chapitre XXIV dans lequel Frédéric rencontre un drapier s'exprimant dans un indéfinissable accent « rabbijacobisant »), je permets avant tout aux nombreux lecteurs non-locuteurs de tous horizons et de toutes cultures de lire (dire) ces mots, expressions et répliques avec la « bonne prononciation ». Et c'est là mon seul objectif.

86. La chocolatine : la véritable histoire. Impossible d'écrire un roman ayant pour cadre Toulouse sans parler de la chocolatine, cette mythique viennoiserie qui fait couler tant d'encre ! Comme expliqué au chapitre VII, la chocolatine tire en réalité son nom de cette fine barre de chocolat dont elle est fourrée. Mais revenons un peu en arrière... C'est un autrichien, Auguste Zang, qui installe à Paris la première « boulangerie viennoise » en 1839, au 92 rue Richelieu. C'est lui qui va véritablement apporter en France la mode des viennoiseries, notamment le fameux croissant à la pâte briochée fourré au chocolat. L'entendant vendre ses *schokoladencroissant* avec son accent autrichien, les français auraient progressivement transformé le mot *schokoladen* en « chocolatine ». Il est donc probable, à cause de cette déformation linguistique, que le premier terme pour désigner une viennoiserie fourrée au chocolat ait été « chocolatine ». Et c'est d'ailleurs plutôt logique puisque la particularité de cette viennoiserie est surtout d'être « au chocolat ». Cet établissement est ensuite racheté en 1880 par Philibert Jacquet qui en sera le propriétaire jusqu'en 1920, comme en atteste une photo de 1909 montrant la façade de l'établissement, laquelle

mentionnait toujours le nom du fondateur, ainsi que celle... du pain grillé. Car Philibert Jacquet n'est autre que l'inventeur du célèbre *Pain Grillé Jacquet* dont il dépose le brevet en 1885 ! Il commence à le vendre en dehors de sa boulangerie dès 1888. Puis l'entreprise est rachetée par la famille Joulin. En 1954, Gérard Joulin rapporte d'Angleterre la recette du pain de mie dont il développe le concept en France. En 1959, l'entreprise ouvre sa première usine à Bezons, dans la banlieue parisienne, et lance le premier pain de mie pré-emballé en France sous la marque *Jacquet*. Mais revenons à notre chocolatine. Si vous trouvez cette explication un peu trop approximative sur le plan étymologique, voici qui devrait vous convaincre définitivement... L'hebdomadaire *L'illustration* annonçait pour sa part la création d'une autre sorte de chocolatine, en dernière page de son numéro 563 daté du 10 décembre 1853, à la rubrique *Modes parisiennes* dont voici un extrait : « *Il est impossible de songer à l'étréne sans parler bonbon. J'ai choisi la nouveauté du moment, les chocolatines, qui viennent de voir le jour dans une maison aimée du public, chez Perron, le chocolatier de la rue Vivienne (...)* (qui) a donc fait pour les étrennes de 1854 des boîtes charmantes, remplies d'un bonbon exquis, qu'il appelle chocolatine. Ce délicieux mélange de chocolat et de fruits (...) c'est en apparence une dragée, mais il n'en a ni la dureté ni les inconvénients. La chocolatine est le bonbon du vieillard et du petit enfant... ». Le *Grand Dictionnaire Universel du XIX^e siècle* de M. Pierre Larousse, dans son édition datée de 1869 – page 166 du Tome 4 –, en donne d'ailleurs cette définition : « *Chocolatine : Sorte de bonbon au chocolat* ». Enfin, les *Annales d'Hygiène Publique et de Médecine Légale* – page 261 du Tome XXXVI daté de juillet 1871 – précisent : « *Le chocolat et le cacao sont vendus sous la forme de tablettes, de pastilles de dimensions diverses, de croquettes, sous le nom de chocolatine ; on vend aussi des fruits mêlés avec le chocolat* ». Comme

on le voit, la « guerre de la chocolatine » qui fait régulièrement les choux gras de la presse et des réseaux sociaux n'a pas lieu d'être. Tout au plus peut-on dire que lorsque le « croissant à la chocolatine » a changé de forme et cédé la place au « pain à la chocolatine » – en référence à la fine barre de chocolat du même nom –, les toulousains ont gardé le raccourci « chocolatine », comme au café quand on commande un « crème » en lieu et place d'un « café-crème ». Pendant ce temps, dans le reste du pays, c'est le terme « pain au chocolat » qui l'a emporté, créé sur le même modèle que le « pain aux raisins », que tout le monde connaît, ou encore le « pain au lait » qui désigne ce pain brioché recouvert de gros grains de sucre... et cela même à Toulouse ! Voilà l'explication prosaïque de cette appellation qui ne doit rien à une quelconque coquetterie de langage ou à un génial marketing avant l'heure. Tout le monde a donc raison... ou plutôt tout le monde a tort, et la tentative d'explication concernant l'étymologie du mot « chocolatine » sur *Wikipédia* n'arrange rien à l'affaire. Cependant, sans chercher à remettre de l'huile (ou plutôt du beurre de cacao) sur le feu, il faut tout de même reconnaître, de façon impartiale et dépassionnée, que « chocolatine » est un nom autrement plus sexy, gourmand et vendeur que le trivial « pain au chocolat » !

Photographies (domaine public) : *Archives municipales de Toulouse* ; *Rosalis* (bibliothèque numérique patrimoniale de Toulouse) ; *Palanca* (portail du patrimoine en Occitanie) ; Archives de la *Société des Toulousains de Toulouse* ; Collections photographiques du Muséum de Toulouse.

Page suivante : plan de Toulouse en 1904 (*Archives municipales de Toulouse* – 20 Fi 57).

PLAN DE LA VILLE DE TOULOUSE



Echelle métrique: 1 / 10 000

T.D.O. Éditions, SARL
Tous droits réservés
Composition, mise en page : TDO Éditions
ISBN : 978-2-36652-201-3
Dépôt légal mars 2021

Nouvelle édition revue et augmentée août 2021